

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
RESPONSABILITÉ
DU FAIT DES CHOSES

(FONDEMENT JURIDIQUE)

Le droit est, au premier chef, un art qui évolue.
Comme les situations changent, il change lui aussi :
car son unique devoir, c'est d'adapter l'idée de justice
qui est éternelle, aux besoins du moment qui
sont temporaires.

(La loi sur les accidents du travail, article de
M. P. BEAUREGARD dans le *Monde économique*
n° du 11 mars 1899).

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 6 Juin 1899, à 8 heures 1/2.

PAR

M. J. PISIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL, LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants : } MM. PLANIOL, id.
WEISS, id.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1899



DE LA
RESPONSABILITÉ
DU FAIT DES CHOSES
(FONDEMENT JURIDIQUE)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA

RESPONSABILITÉ

DU FAIT DES CHOSES

(FONDEMENT JURIDIQUE)

Le droit est, au premier chef, un art qui évolue. Comme les situations changent, il change lui aussi : car son unique devoir, c'est d'adapter l'idée de justice qui est éternelle, aux besoins du moment qui sont temporaires.

(*La loi sur les accidents du travail*, article de M. P. BEAUREGARD dans *le Monde économique*, n° du 11 mars 1899).

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 6 Juin 1899, à 8 heures 1/2.

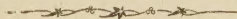
PAR

M. J. PISIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL, LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants : } MM. PLANIOL, id.
WEISS, id.

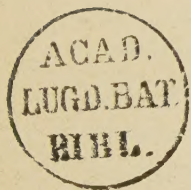


PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1899



*A LA MÉMOIRE
DE MON GRAND-PÈRE J. PISIER*

A MES CHERS PARENTS

INTRODUCTION

La matière de la responsabilité civile a toujours excité au plus haut point l'intérêt des jurisconsultes, et cela pour une double raison. D'abord, elle fourmille de questions délicates et controversées sur lesquelles s'exercent simultanément la subtilité des auteurs et l'esprit pratique des tribunaux. A un point de vue plus élevé, on peut dire que c'est sur cette partie du droit que se fait sentir le plus vivement peut-être l'influence du progrès des idées et des mœurs. Nous sommes ici dans une matière bien vivante, c'est-à-dire en évolution perpétuelle ; et l'histoire du droit nous apprend qu'à une conscience plus ou moins sévère de la responsabilité morale, comme à une complication plus ou moins grande, des rapports sociaux correspondent presque inévitablement des modifications plus ou moins considérables en matière de responsabilité civile.

Or, il semble que nous nous trouvions à l'une de ces époques où des conceptions juridiques, parfois

séculaires et qui semblaient immuables, sont remises en discussion, confrontées avec les situations auxquelles elles s'appliquent, et sortent ébranlées de cet examen.

Jusqu'à ces derniers temps, par exemple, la responsabilité civile ne pouvait être fondée que sur la faute, et l'on ne concevait pas qu'on pût être obligé de réparer un préjudice qu'on n'avait pas causé, au moins par son imprudence. Or, voici ce qu'écrivait récemment l'un de nos maîtres (1) : « La théorie de la faute subit actuellement une crise singulière. Elle est en train de disparaître dans des rapports qui sont cependant des rapports de personnes privées. Qu'est-ce, en effet, que la théorie du risque professionnel qui forme la base de toutes les lois récentes sur la responsabilité en cas d'accidents dans l'industrie? Qu'est-ce, sinon l'abandon complet de la théorie de la faute? »

Ce n'est là qu'un exemple isolé. Peut-être d'autres brèches seront-elles faites, prélude à une révolution complète dans les idées sur cette notion traditionnelle de faute.

Aussi y aurait-il, sur ce point, tout un travail de synthèse à essayer : il faudrait, dans une vue d'ensemble, dégager de toutes les dérogations apportées à la théorie classique par la jurisprudence et par la doctrine le sens et la portée d'un mouvement qui semble devoir s'accroître. Cette étude pourrait sé-

(1) M. Larnaudé : *Revue pénitentiaire*, janvier 1896, page 9.

duire un sociologue ou un jurisconsulte qui disposerait d'autres moyens que les nôtres.

Pour nous qui n'avons pas oublié le conseil du poète :

Sumite materiam vestris, qui scribitis, æquam viribus....,

nous nous sommes borné, et nous n'avons pas eu d'autre but que d'apporter une contribution à cette étude, en ne prenant, pour plus de clarté, qu'un seul des chapitres de la responsabilité, l'un de ceux où la vieille théorie de la faute aquilienne semble le plus menacée : *la responsabilité du fait des choses*.

Tout au plus, exposerons-nous rapidement, dans la dernière partie de notre thèse, les autres dérogations principales apportées, au cours des temps, à la notion de faute, afin de bien situer notre théorie dans l'histoire et de permettre ce travail de philosophie du droit dont nous ne voulons écrire que la préface.

La responsabilité du fait des choses est une idée, et même un mot tout à fait modernes en droit. Cela tient à ce qu'elle est née d'un fait moderne : l'accident du travail. Celui-ci a existé de tout temps ; mais le développement considérable du machinisme, provoqué par les découvertes industrielles de ce siècle, l'a rendu plus fréquent et surtout plus complexe que jamais. A une époque où l'industrie n'employait que la force humaine ou la force animale, ou tout au moins ne mettait en jeu que des mécanismes rudimentaires, l'accident du travail était rare, mais aussi fort bien défini. On pouvait, d'une part, l'isoler des circonstances et en découvrir facilement les causes. D'autre

part, comme on n'avait pas encore appris à emmagasiner, pour les faire servir, des forces redoutables, l'accident n'était guère dû qu'à l'imprudence de l'une des deux parties en présence : ou du patron qui avait mal entretenu ses appareils ou commandé une manœuvre dangereuse, ou de l'ouvrier qui, intentionnellement ou non, avait négligé de prendre les précautions nécessaires. Il était donc très naturel que la jurisprudence s'en tint, dans ces cas, aux articles 1382 et 1383 du Code civil, et n'accordât d'indemnité à l'ouvrier blessé que lorsque celui-ci avait prouvé la faute de son patron.

Une telle situation a été complètement modifiée par l'introduction du machinisme. L'accident du travail a changé de caractère; suivant une heureuse expression, il est devenu *anonyme*, c'est-à-dire qu'il a été très difficile, pour ne pas dire impossible, d'en préciser nettement les causes. Des produits éclatent, des machines font explosion et détruisent tout ce qui les entoure, sans qu'il soit possible de reconstituer les circonstances mêmes de l'accident. D'autre part, celui-ci est devenu de plus en plus fréquent. Il est, pour ainsi dire, la rançon quotidiennement payée par les hommes au progrès industriel.

Cette modification dans les faits sociaux devait réagir sur le droit. Les jurisconsultes ont été frappés d'abord du caractère anonyme des accidents; ils ont remarqué que, la plupart du temps, contraindre l'ouvrier à prouver la faute de son patron, c'était à *priori* lui refuser toute espèce de réparation. La

théorie traditionnelle des articles 1382 et 1383 était devenue trop étroite. Dans ces conditions, le problème consistait à renverser la charge de la preuve, c'est-à-dire à rendre, par le fait même de l'accident, le patron responsable. On imagina donc différentes théories qui n'eurent pas plus de succès les unes que les autres, et qui, en tout cas, ne remplissaient qu'imparfaitement le rôle auquel on les destinait.

Quelques auteurs et certains tribunaux inférieurs s'avisèrent un jour que la solution cherchée pouvait bien se trouver dans l'article 1384 1° du Code civil, qui dispose : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, *ou des choses que l'on a sous sa garde.* » Les machines, la vapeur qui les actionne, tous les instruments du travail en général, qu'est-ce donc, *sinon des choses sous la garde* du patron? Donc celui-ci est responsable des accidents causés par ces choses; donc, puisque la loi ne l'exige plus, la victime n'a pas à faire la preuve, ordinairement impossible, de la faute de son patron.

Restait à déterminer de quelle espèce de responsabilité il s'agissait. Autour de cette simple phrase du Code, il se fit un immense travail de doctrine et de jurisprudence. On remarqua que les accidents les plus nombreux étaient dûs, non pas à la faute du patron, non pas à la faute de l'ouvrier, mais au fait pur et simple de l'industrie. Si le patron est responsable de ce fait, ce n'est donc pas parce qu'il est

présumé en faute; mais parce que, comme patron, il a pris son matériel *sous sa garde* et qu'il en a ainsi assumé les risques. Telle est la conclusion qui se dégage des derniers arrêts dans ce sens.

Or, au moment où cette théorie, bien précisée par la doctrine, implicitement adoptée par la Chambre civile de la Cour de cassation, semblait devoir rallier tous les suffrages, une loi fut promulguée le 9 avril 1898, réglemant entièrement la question des accidents du travail; le législateur avait travaillé de son côté, et, pour donner satisfaction à des réclamations qui se faisaient tous les jours plus pressantes, pour couper court aussi, il faut bien le dire, à certaines hésitations de jurisprudence, il imposait, par voie d'autorité, le risque professionnel au chef d'industrie.

Tout le travail de la jurisprudence était donc devenu inutile, sur cette matière; mais il restait tous les accidents causés *par le fait des choses*, en dehors du monde du travail : les arbres qui écrasent des passants, les machines qui tuent d'autres personnes que les ouvriers, les animaux qui blessent, les maisons qui s'écroulent, les gaz qui éclatent. Que décider pour tous ces accidents? La théorie de l'article 1384 1° n'était-elle qu'un expédient ingénieux destiné à satisfaire une exigence spéciale aux accidents du travail? Ou bien fallait-il y voir l'expression d'un sentiment d'équité profond et permanent, consacré législativement sur un point donné, mais qui devait, sur tous les autres, continuer à inspirer la jurisprudence?

Telle est la question à laquelle nous avons voulu répondre dans cette thèse.

Disons tout de suite que nous avons adopté la seconde solution. Nous croyons qu'il existe une responsabilité directe du fait des choses, c'est-à-dire une responsabilité sans preuve de faute, imposée *par la loi* pour des motifs d'équité et de justice sociale. Nous croyons qu'un propriétaire, comme tel, doit réparer, même s'il n'est pas en faute, tous les dommages causés par les choses dont il se sert, dont il jouit, dont il perçoit les bénéfices, ordinaires et extraordinaires.

On comprendra maintenant que cette étude nous ait semblé doublement intéressante à entreprendre : à un point de vue spécial et à un point de vue général. Nous abordons d'abord, dans la matière de la responsabilité civile, la partie qui, jusqu'à ces derniers temps, a été peut-être la moins explorée. Aujourd'hui, nous l'avons vu, sous la pression des besoins de la pratique, les articles 1384 et suivants ont été étudiés et creusés à fond ; à ce point de vue, notre thèse ne peut être qu'un modeste appendice à des monographies tout à fait remarquables (1).

Mais, à un point de vue plus général, et c'est ce qui a fait pour nous le véritable intérêt de ce travail,

(1) Nous faisons surtout allusion aux deux études si intéressantes de MM. Saleilles et Josserand, dont nous aurons souvent à reparler au cours de ce sujet. Peut-être notre plan rappellera-t-il d'un peu trop près celui du second de ces auteurs. C'est qu'il était impossible, croyons-nous, d'en trouver un meilleur.

nous pouvons constater, à propos d'un sujet particulier, toute l'influence de la vie externe du droit sur sa vie interne, des *faits* sociaux sur les *théories* juridiques. C'est là une constatation souvent faite, mais dont il est difficile de saisir l'exactitude plus au vif que dans notre matière. Et cette influence, nous ne saurions trop l'étendre en élargissant les méthodes actuelles d'interprétation, en nous pénétrant de plus en plus de cette idée que le droit n'est pas une science exacte, encore moins un dogme révélé, tirant sa force de son immutabilité même, mais un art, une *pratique* toujours souple et susceptible de s'adapter aux différentes circonstances de temps et de milieu. Ce sera la véritable conclusion de notre thèse.

Disons un mot, en terminant, du plan que nous comptons suivre. Nous avons divisé notre étude en trois parties :

Une partie historique spéciale;

Une partie critique;

Une partie historique générale.

Dans la première, nous verrons, plus en détail que nous venons de le faire, *comment s'est posée en fait* la question de la responsabilité du fait des choses. Nous suivrons pas à pas la jurisprudence et, pour que cet historique ne soit pas une stérile nomenclature de décisions judiciaires, nous montrerons sous la pression de quels besoins et pour répondre à quel idéal de justice, tous les jours mieux aperçu, une partie de la jurisprudence et de la doctrine s'est

dégagée des anciennes formules. Nous nous bornons donc à raconter; cela suffira amplement à nous faire voir l'intérêt puissant de la question de droit qu'il nous restera à trancher.

Dans une seconde partie, en effet, nous verrons *comment doit être résolue en droit* la question de la responsabilité du fait des choses. Nous nous placerons alors sur le terrain proprement juridique, et nous verrons si, en droit, les nouvelles solutions qu'on nous propose sont admissibles.

Enfin, dans une troisième partie, nous constaterons *comment notre théorie se rattache historiquement* à une série de dérogations à la notion de faute. Ce sera à propos d'une théorie spéciale, l'histoire en raccourci de l'évolution de la responsabilité civile.

C'est là, croyons-nous, l'ordre véritable qu'il nous faut suivre : tant au point de vue logique (puisque l'œuvre de la doctrine n'intervient généralement que sur les données de la jurisprudence) qu'au point de vue spécial de l'intérêt de notre discussion.

PREMIÈRE PARTIE

EXPOSÉ HISTORIQUE DES DIFFÉRENTES THÉORIES DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE SUR LA RESPONSABILITÉ EN CAS DE PRÉJUDICE CAUSÉ PAR LES CHOSES.



CHAPITRE PREMIER

Théorie de la responsabilité fondée sur une *faute prouvée.*

SECTION I. — Emploi exclusif des articles 1382 et 1383 du Code civil.

1. — Plaçons-nous dans l'hypothèse d'un dommage causé, comme dit le Code, par le fait d'une chose, objet quelconque, animal ou bâtiment.

Qui doit en être responsable? et dans quelles conditions? Pour ces deux dernières catégories de biens, animaux et bâtiments, la solution ne fait pas de difficultés : le Code civil l'indique explicitement dans les articles 1385 et 1386. Il suffit que la simple preuve de la réalité du préjudice, dans un cas (art. 1385), du défaut d'entretien ou du vice de cons-

truction, dans l'autre (art. 1386), soit fournie; la loi condamne alors le propriétaire de l'animal ou du bâtiment à payer à la victime des dommages-intérêts (1).

Si nous supposons, maintenant, que le préjudice a été causé par autre chose que des animaux ou des bâtiments, s'il s'agit d'une machine dont l'explosion a blessé un voisin, d'un arbre qui, dans sa chute, a écrasé un passant, quel texte faut-il appliquer et quel recours accorder à la victime?

2. — Le système suivi par l'unanimité des auteurs et des tribunaux jusqu'à ces vingt dernières années est des plus simples. Il consiste dans l'emploi exclusif des articles 1382 et 1383 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » Ces deux phrases suffisent à tout. Souffre-t-on d'un dommage quelconque dans sa personne ou dans ses biens? Qu'on prouve la faute du propriétaire de l'objet qui a causé ce dommage, et l'on obtiendra, à coup sûr, une condamnation à des dommages-intérêts. D'ailleurs cette faute peut consister dans un acte ou dans une abstention. Le propriétaire peut

(1) Nous laissons de côté, dans cet exposé très général, la question de savoir sur quoi est basée cette responsabilité. Nous confondons aussi pour le moment, quitte à préciser, le propriétaire de l'animal et celui qui s'en sert.

avoir eu l'intention de nuire ou n'avoir commis qu'une négligence ou une imprudence. Mais, dans tous les cas, il faut prouver sa faute, c'est la condition *sine quâ non*.

3. — Cette règle a été parfaitement mise en lumière dans un arrêt très connu de la Chambre civile de la Cour de cassation, en date du 19 juillet 1870 (1), arrêt particulièrement intéressant parce qu'il est intervenu dans une de ces affaires d'explosion où les enquêtes donnent ordinairement fort peu de résultats et où, par conséquent, il est très difficile de prouver la faute du propriétaire de la machine. Une femme, occupée à laver du linge dans un lavoir, avait été blessée par l'explosion d'une chaudière appartenant au propriétaire du lavoir. Déboutée, en première instance et en appel, de sa demande en dommages-intérêts, elle avait basé son pourvoi sur le raisonnement suivant : « Qui-conque a une chose en sa possession et en sa garde répond du dommage causé par le fait de cette chose. Telle est la disposition de l'article 1384 du Code civil, et l'article suivant fait application du principe aux animaux. Celui qui garde et emploie une chose est présumé en faute, si un dommage est causé par cette chose à autrui. » Or, son pourvoi fut rejeté, pour cette raison que « l'existence d'une faute, légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité; que celui qui se prétend lésé par un délit ou quasi-délit, est, en conséquence, et en sa

(1) Sirey, 1871. 1. 9.

qualité de demandeur, tenu d'en justifier; que, faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération; que, dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine, chaudière à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, *celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert, doit établir, outre l'accident, la faute qu'il leur impute comme engageant leur responsabilité*; qu'un pareil événement, qui peut être le résultat d'un cas fortuit et de force majeure, n'implique point nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur ».

Nous avons cité cet arrêt tout au long, parce qu'il nous semble que la question était très nettement posée par le pourvoi et que les juges l'ont résolue, non moins nettement, dans le sens traditionnel et classique. Ils ont résumé, très fidèlement, la doctrine dominante (1); nous nous dispenserons donc de longs commentaires.

4. — Constatons seulement que, depuis le Code civil, tous les auteurs, ou presque tous, sont dans le même sens (2).

(1) Voyez, tout récemment : Chambre des requêtes, 5 avril 1894 (D. 1894. 1. 479); Bruxelles, 16 avril 1894 (S. 1895. 4. 20); Gand, 30 janvier 1897 (Pasicrisie belge, 1897. 2. 227). Nous devons dire que c'est encore là, en gros, la théorie de la jurisprudence. Voyez, comme exposé parfait de cette théorie classique, les conclusions de M. l'avocat général Sarrut dans l'affaire Guisnez-Teffaine (D. 1897. 1. 440).

(2) Voyez, entre autres, Demolombe : *Cours de Code Napoléon*,

5. — Pour se rendre un compte exact de l'insuffisance d'une pareille théorie, il faut voir au juste comment fut posée, dans la pratique, la question de la responsabilité du fait des choses. Ce fut, le plus souvent, en matière d'accidents du travail. Il est indispensable que nous en disions quelques mots, si nous voulons comprendre l'évolution à laquelle nous allons assister.

L'industrie, en effet, se sert de machines, d'engins, qui, mûs par des forces bien souvent mystérieuses et mal connues, sont d'un usage autrement dangereux que les objets que nous employons couramment dans la vie ordinaire. Les morts, les blessures, les dégâts matériels qui s'y produisent, encore trop fréquemment, sont la contrepartie inévitable des bienfaits sociaux de la machine. Encore faut-il que la société se préoccupe d'assurer une réparation aussi équitable que possible aux victimes de ces accidents.

Or, nous l'avons vu dans les pages précédentes, d'après la théorie traditionnelle de la jurisprudence française, la victime ne peut obtenir une indemnité qu'en prouvant la faute du chef d'industrie; comme elle joue le rôle de demandeur, c'est à elle qu'il appartient de démontrer que le patron a commis un acte d'imprudence ou de négligence, cause directe de l'accident (1).

tome XXXI, n° 666: Colmet de Santerre : *Cours analytique de Code civil*, tome V, p. 679; Larombière : *Théorie et pratique des obligations*, tome VII, page 543.

(1) Dans toutes ces explications, et dans celles qui suivent, nous

Quand on applique ces principes dans toute leur rigueur, on aboutit souvent « à des décisions d'une cruauté incontestable (1) »; car la preuve qu'ils imposent à l'ouvrier est devenue, dans bien des cas, extrêmement difficile où même impossible. A mesure que l'industrie s'est développée et que la puissance des engins mécaniques s'est accrue, les accidents ne sont pas seulement devenus plus nombreux; ils ont changé de caractère, ils sont devenus *anonymes*. Leur origine obscure, leur cause incertaine ne permet plus de dégager facilement les responsabilités en cette matière; la doctrine conduirait alors logiquement au refus de toute indemnité.

6. — Les tribunaux ont essayé d'y remédier suivant des procédés divers. En somme, on peut reconnaître dans leurs décisions un double courant :

1° Les uns ont gardé l'article 1382, mais en se montrant de plus en plus rigoureux dans l'appréciation de la faute du patron, en se basant sur ce principe que celui-ci doit « pourvoir complètement à la sûreté des ouvriers qu'il emploie, prendre toutes les précautions, toutes les mesures nécessaires et possibles, pour les préserver de tous les accidents qui sont la conséquence du travail auquel ils sont appliqués (2) ». Les tribunaux ont peu à peu établi une

nous plaçons, bien entendu, au point de vue historique. La loi du 9 avril 1898 a réglementé toute la question des accidents du travail, en imposant le risque professionnel au patron.

(1) Willems : Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382-1386 du Code civil. (*Revue générale du droit*, année 1895, page 512.)

(2) Rennes, 20 mars 1893 (S. 1894. 2. 36).

liste de fautes professionnelles, et, lorsque l'une d'elles est relevée à la charge du patron, celui-ci est rendu responsable de l'accident. En voici quelques-unes : mauvaise installation du matériel (fourniture d'outils insuffisants et de matériaux défectueux), emploi fautif de telle ou telle partie du personnel (ouvriers inexpérimentés ou en nombre insuffisant, femmes, enfants), exécution du travail dans des conditions dangereuses résultant soit de l'insuffisance des moyens de protection mis à la disposition des travailleurs, soit de la négligence à employer les précautions d'usage, absence ou insuffisance des règlements ou leur inapplication (1).

2° Les autres (et ce sont ceux-là qui nous intéressent et que nous allons suivre), ayant remarqué que

(1) Voyez, dans ce sens, un jugement du tribunal de Bayonne du 27 juillet 1897 (*Gazette des tribunaux* du 10 novembre 1897). Un ouvrier était occupé à forer un trou dans une pierre pour y poser un portail. Un éclat de pierre jaillit sous le ciseau et le blessa à l'œil. Le patron fut condamné, sous prétexte qu'il n'avait pas fait porter de lunettes à son ouvrier, alors que ce n'est pas l'usage et que les accidents de ce genre sont excessivement rares.

Voyez, en général, Tarbouriech : *La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*. (Paris, 1896), page 6.

Au fond de cette jurisprudence, il y eut surtout un changement dans la nature de la faute. Celle-ci, de purement subjective, devint objective. Voici ce que nous voulons dire : au lieu d'exiger, selon les principes, que l'accident ait été le résultat, la conséquence directe d'une faute du patron, la jurisprudence, pour accorder une indemnité à l'ouvrier, se contenta d'une faute professionnelle quelconque du patron, sans examiner si, en dehors d'elle, l'accident se serait produit quand même.

Voyez cette évolution très bien marquée par M. Saleilles (Note au *Dalloz*. 1897. 1. 433).

Tout ceci est d'autant plus curieux à constater qu'en toute autre

la plupart des accidents étaient dûs à l'explosion, à la rupture, à la chute, à l'action mécanique, en général, d'une machine ou d'un outil appartenant au patron, furent amenés à esquisser d'abord, puis à exposer dans toute son ampleur une théorie de la responsabilité du fait des choses qui constitue, à proprement parler, l'objet de notre étude.

7. — Ainsi, cette théorie, il faut bien le noter, est née principalement, et nous pourrions dire exclusivement, des nécessités de la pratique. C'est le besoin de fournir une réparation équitable aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans l'exécution de leur travail qui l'a fait imaginer. Mais sa force d'expansion fut telle que, peu à peu, grâce aux efforts de la doctrine qui la précisa, elle dépassa son objet et qu'on l'appliqua très souvent aux accidents arrivés en dehors de tout contrat de travail. Issue d'un besoin très précis, elle est donc en passe de devenir et nous espérons qu'elle deviendra une théorie tout

matière la jurisprudence applique des principes exactement opposés. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation a cassé un arrêt de la Cour de Paris qui se bornait à relever la négligence d'une personne déterminée, sans constater en même temps que le dommage était un résultat de cette négligence (S. 1875. I. 24). Dans le même sens, un jugement récent du tribunal de la Seine du 16 février 1898 (*France judiciaire*, année 1898, 1^{re} partie, page 445) contient ce motif très net : « Attendu... que, si une contravention a pu être commise par les conducteurs des automobiles pour n'avoir pas tenu leur droite, il n'y a pas lieu de faire état de cette circonstance au point de vue d'une responsabilité éventuelle, *puisque aucune relation de cause à effet n'existe entre l'infraction dont il s'agit et l'accident dont L... a été la victime.* » C'est la thèse absolument contraire que la jurisprudence appliquait en matière d'accidents du travail.

à fait générale de la responsabilité du fait des choses.

Nous avons constaté l'insuffisance de l'article 1382; nous allons assister maintenant aux différentes étapes d'une évolution, qui devait d'abord consister à adoucir les conditions de preuve exigées par cet article, puis à lui substituer un principe de responsabilité plus large et plus moderne.

SECTION II. — Combinaison des articles 1384 1^o et 1386.

8. — Le premier effort tenté pour échapper à la théorie classique consiste dans la combinaison des articles 1384 1^o et 1386. Le premier de ces deux articles dispose sous une forme générale : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre *ou des choses que l'on a sous sa garde.* » L'article 1386, spécial, dans son texte, aux bâtiments, est ainsi rédigé : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, *lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.* » Ici, la loi n'exige pas précisément la preuve d'une faute; elle se contente, pour condamner le propriétaire, d'une preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction. C'est peu; mais c'est déjà un adoucissement à la rigueur de l'article 1382. Aussi, interprètes et tribunaux songèrent-ils à tirer parti de cet article, et ils le firent en raisonnant de la manière suivante : l'article 1384

pose un principe, et l'article 1386 fait une application de ce principe. Mais il ne donne qu'un exemple qui n'a rien de limitatif. Ce qu'il dit de la ruine d'une maison doit s'appliquer à la chute d'un arbre, à l'explosion d'une machine et à toute autre espèce analogue.

9. — Ainsi, avec de la bonne volonté, on arrivait à un résultat qui semblait satisfaisant. Peut-être l'était-il moins qu'on l'avait espéré. Mais, ce qui est intéressant pour nous et ce qu'il y a lieu de noter, dès à présent, au point de vue de l'évolution de la jurisprudence, c'est l'idée très profonde en soi qui ressort de l'article 1386, et qui semble avoir, pendant un temps, désigné cet article aux magistrats comme contenant le principe général en matière de responsabilité du fait des choses. C'est que le propriétaire répond de sa chose, non parce qu'il a commis une faute, mais parce qu'il est propriétaire. En effet, si l'on peut expliquer par une présomption de faute sa responsabilité en cas de défaut d'entretien, cette explication n'est plus possible quand la ruine est arrivée par le vice de construction. Pourquoi, dans ce cas, la loi s'en prend-elle encore à lui? M^r Sourdat l'a très bien vu (1) : « L'action des tiers aura été valablement dirigée contre le propriétaire comme civilement responsable, *parce que le dommage a été produit par sa chose immédiatement.* » Voilà l'idée, d'ailleurs inaperçue par le législateur de 1804, qui fait, à notre

(1) Sourdat : *Traité général de la responsabilité*, tome II, page 613.

sens, la haute valeur de l'article 1386. Nous ne faisons que l'indiquer et nous y reviendrons ultérieurement. Mais il fallait noter au passage cette tendance de la jurisprudence à rendre responsables du vice de construction les propriétaires de choses quelconques aussi bien que les propriétaires de bâtiments. Il est remarquable, en effet, que, dans la plupart des cas où la jurisprudence a étendu ainsi l'article 1386, c'était en invoquant un vice de construction (1).

10. — Cette opinion avait été adoptée par M^r Labbé dans une note célèbre mise au bas de l'arrêt de la Cour de cassation dont nous avons déjà parlé (2). M^r Labbé, plus libéral en cela que les arrêts qu'il annotait, bien qu'il aboutit aux mêmes résultats, admettait donc la responsabilité du propriétaire de la machine en cas de vice de construction. Il était instinctivement poussé, sans doute, par ce besoin d'améliorer le sort de la personne lésée à qui l'on imposait « la charge d'une preuve parfois très difficile ». Toutefois, il se défendait d'apporter par là aucune dérogation à la théorie de la faute. « Un vice de construction disait-il, se résout en une faute imputable au propriétaire, parce que celui-ci répond du mécanicien-construteur qu'il a choisi. » Raison quelque peu singulière si l'on réfléchit à deux choses : que le propriétaire d'un bâtiment, d'après l'interprétation à peu près

(1) Voyez : Conseil d'Etat, 10 mars 1876 (D. 76. 3. 75.) Paris, 20 août 1877 (S. 1878. 2. 48); Cassation, 19 avril 1887 (S. 1887. 1. 217).

(2) Sirey. 1871. 1. 9.

unanime (1); ne répond pas de son entrepreneur, et que les mêmes raisons de décider doivent exister, par conséquent, pour le propriétaire de machines vis-à-vis de son mécanicien-constructeur; et que, dans tous les cas, si ce propriétaire a, non plus fait construire, mais acheté sa machine, on ne saurait le rendre responsable de l'imprudence qu'a commise son vendeur en traitant avec un mauvais constructeur. En étendant l'article 1386 en dehors de sa fonction spéciale, qui est la responsabilité du fait des bâtiments, on introduisait donc, consciemment ou non, dans la théorie de la responsabilité générale du fait des choses, et pour un cas tout au moins (accident arrivé par suite du vice de construction de l'objet), un élément tout à fait étranger à la faute aquilienne (2).

11. — C'était le premier sacrifice des principes fait aux nécessités de la pratique. Car, en réalité, si l'on avait voulu s'en tenir à l'intention du législateur, il était à peu près incontestable que celui-ci n'avait eu strictement en vue dans l'article 1386 que le cas de ruine des bâtiments proprement dits (3). Et cela tient à une raison bien simple : c'est qu'il s'était purement

(1) Cassation, 10 novembre 1859 (D. 60. 1. 49); 4 février 1880 (D. 80. 1. 392); Paris, 29 mars 1862 (S. 62. 2. 375); Dijon, 7 août 1868 (S. 68. 2. 315).

(2) Ce que nous disons d'ailleurs de l'article 1386 en matière de responsabilité du fait des choses, nous le disons également du même article restreint à la responsabilité spéciale du fait des bâtiments. Et cela nous paraît d'autant plus certain que la jurisprudence refuse au propriétaire la possibilité de prouver qu'il n'a pas commis de faute.

(3) *Sic* Laurent, tome XX, n° 639.

et simplement référé à l'ancien droit sur toute cette matière des délits, et quasi-délits, et qu'il était difficile, à une époque où l'on ne soupçonnait pas le prodigieux développement du machinisme, avec son cortège de bienfaits sociaux, mais aussi de ruinés et d'accidents individuels, d'imaginer d'autres dommages que ceux causés par les animaux et les bâtiments. Quand des accidents d'un autre genre se produisirent et que le sentiment d'une équité très développée en exigea la réparation, la jurisprudence chercha en vain dans nos lois un article s'appliquant exactement à la situation. C'est alors que, rompant très heureusement avec la vieille méthode d'interprétation littérale des textes, elle développa la pensée du législateur et fit pour les instruments et les machines ce que celui-ci avait fait pour les bâtiments.

12. — Elle entraînait ainsi dans une voie très féconde, et nous ne pouvons qu'applaudir à son initiative. Nous ne lui reprochons même qu'une chose : c'est de n'avoir pas été suffisamment hardie et de n'avoir pas poussé ses principes jusqu'à leurs dernières conséquences. C'est ainsi qu'elle fit une distinction entre les choses inanimées, et qu'elle n'appliqua l'art. 1386 qu'à certaines d'entre elles. On constate dans les arrêts une tendance très marquée à ne rendre responsables que les propriétaires de *choses incorporées au sol*, comme de machines immobilisées, d'arbres, de poteaux télégraphiques (1), etc... Par contre, ne

(1) Paris, 20 août 1877 (S. 78. 2. 48); Cassation, 19 avril 1887 (S. 87. 1. 217).

sont pas soumis à l'article 1386 les préjudices causés par l'explosion de machines mobiles, l'éboulement de rochers et de terrain (1), etc... Il faut avouer que la distinction est un peu subtile. Du jour où elle rompait avec l'interprétation littérale, la jurisprudence devait être logique et faire de l'article 1386 un principe de responsabilité générale. On ne voit pas, en effet, en quoi un poteau télégraphique est plus un bâtiment qu'un bateau à vapeur, par exemple, et comment on peut plutôt parler de vice de construction quand il s'agit d'un arbre que lorsqu'il s'agit d'une machine à battre. Au fond, la véritable raison de ces distinctions, c'est que la jurisprudence était partagée entre son désir de donner satisfaction aux besoins incessants de la pratique et ses scrupules juridiques. Inaugurant une méthode nouvelle d'interprétation, mais sans oser peut-être se l'avouer, elle colorait sa tentative d'un argument d'analogie qui ne lui permettait, jusqu'à un certain point, d'appliquer l'article 1386 qu'à des choses incorporées au sol comme les bâtiments.

13. — D'ailleurs, ce tempérament apporté à l'application pure et simple des articles 1382 et 1383 devait être bientôt lui-même insuffisant, et la jurisprudence allait de nouveau se trouver débordée par les nécessités de la pratique. N'avoir à prouver que le défaut d'entretien ou le vice de construction, c'est

(1) Cassation, 16 juin 1879 (S. 79. 1. 374); Cour supérieur du Luxembourg, 29 avril 1880 (S. 81. 4. 33); Liège, 18 juillet 1883 (D. 85. 2. 79).

assurément un progrès, mais c'est un progrès presque insensible, car c'est presque aussi difficile que d'avoir à prouver la faute du propriétaire. Dans la plupart des accidents, en effet, cette preuve est presque impossible à fournir. Il faudrait se livrer à un examen de l'objet, voir s'il a été construit selon toutes les règles de la prudence, s'il a été convenablement entretenu. Or, cet examen est presque toujours illusoire : l'objet a disparu ou a péri en éclatant ou en tombant, l'état des lieux où il se trouvait a été modifié. D'autre part, la victime elle-même bien souvent n'a pas pu se rendre un compte exact des circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident.

On en arrive ainsi à refuser en fait la réparation à une personne, ordinairement plus intéressante que le propriétaire, puisqu'elle a souffert dans son corps ou dans ses biens (1). C'est ce qu'exprime en termes fort nets et tout à fait décisifs un jugement du Tribunal de Bruxelles du 31 mai 1871 (Pasiérisie belge, 1872. 2. 176) : « Attendu que le tiers lésé dans ses intérêts par le fait de la chose ne peut pas, pour obtenir réparation du préjudice, être forcé de prouver d'une manière nette et précise qu'il y a eu faute ou imprudence dans le chef du propriétaire de la chose; *qu'en effet la subministration de cette preuve lui serait toujours impossible, puisque, dans la plupart des cas, le tiers n'est aucunement chargé de surveiller la chose et n'aurait aucun moyen d'établir dans quelles circons-*

(1) *Sic* Laurent, tome XX, n° 639.

tances la faute ou l'imprudence du propriétaire se serait produite (1) ».

Dans ces conditions, la nouvelle jurisprudence ne pouvait être qu'un expédient, et les tribunaux devaient chercher ailleurs une solution plus radicale pour satisfaire pleinement le besoin d'équité qui les animait.

(1) Dans le même sens, Josserand : *De la responsabilité du fait des choses inanimées* (Paris, 1897), page 50 *in fine*.

CHAPITRE II

Théorie de la Responsabilité *directe* du fait des choses (art. 1384 1°).

SECTION I. — Exposé général de la théorie.

14. — Le véritable progrès consista à ne plus exiger la preuve ni de la faute, ni même du défaut d'entretien ou du vice de construction pour condamner le propriétaire à réparer le préjudice causé par sa chose. On le déclara *de plano* et *directement* responsable, et cela en se servant d'un article qui était bien inscrit dans le Code, mais dont on n'avait pas semblé jusque-là apercevoir tout le parti qu'on pouvait tirer en le prenant isolément. Aux termes de l'article 1384 1° : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre *ou des choses que l'on a sous sa garde.* » Le Code déclare donc, et d'une manière absolue, qu'on est responsable du préjudice causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde. Il n'exige pas la preuve d'une faute, nous n'avons pas le droit d'ajouter

à son texte. Voilà le principe très large qui devait, peu à peu, inspirer tout un mouvement d'opinion en doctrine et en jurisprudence jusqu'à s'imposer à la Cour de cassation elle-même.

15. — La question fut donc portée par les événements eux-mêmes, peut-on dire, sur le terrain de l'article 1384 1°. Mais sur l'interprétation même de cet article, les systèmes juridiques devaient suivre l'évolution des idées; car, du jour où l'on prit l'article 1384, non plus comme un simple corollaire des articles 1382 et 1383, mais comme une disposition isolée, ayant un sens et une valeur par elle-même, tous les progrès étaient possibles. Timide au début, la doctrine allait s'enhardir peu à peu et arriver, par une série de tâtonnements, à une formule absolue qui apparaît à l'heure actuelle comme la seule logique et la seule en conformité avec les exigences de l'équité.

En conséquence, nous diviserons en trois périodes, l'histoire de ces systèmes :

1°) Dans une première période, on explique la responsabilité directe du gardien de la chose par l'idée d'une *présomption relative de faute*, c'est-à-dire d'une présomption admettant la preuve contraire.

2°) Puis, on fait un pas de plus, et l'on attribue, au contraire, à cette présomption un *caractère absolu*, c'est-à-dire qu'on interdit la preuve contraire.

3°) Enfin, pour beaucoup d'auteurs et pour quelques tribunaux, cette dernière solution paraît aujourd'hui insuffisante et surtout tout à fait illogique; et l'on est arrivé à voir dans l'obligation de réparer le dommage

causé par une chose une obligation imposée par la loi en vertu d'une idée de justice sociale.

Peut-être ces divisions, qui vont faciliter notre étude, paraîtront-elles quelque peu systématiques et *a priori*. Nous avouons que dans la pratique les décisions des tribunaux et les théories des auteurs n'ont pas eu un caractère aussi tranché et ne se sont pas suivies dans un ordre aussi rigoureux. Il faut toujours tenir compte, en effet, des circonstances de fait qui peuvent influencer dans un sens ou dans l'autre. Cependant, nous pouvons dire que ces divisions reproduisent assez exactement en gros la physionomie de l'évolution dont nous allons maintenant aborder l'histoire.

16. — Mais auparavant, pour la clarté du sujet, exposons sommairement en quoi consiste la nouvelle théorie, indépendamment des fondements juridiques qu'on lui assignera, et quelle est la portée exacte de son innovation.

Une machine à battre éclate, et l'un de ses débris tue un paysan qui se trouvait dans les champs au moment de l'explosion. Une étincelle échappée au foyer d'une locomotive tombe sur une moisson et l'incendie. Ou bien encore, c'est un poteau d'une ligne de chemin de fer qui, dans sa chute, a écrasé un passant (1).

Dans tous ces cas, l'accident est bien produit par

(1) Ce sont là quelques-unes des espèces les plus saillantes qui se sont produites dans la pratique.

les choses qu'avaient sous leur garde les propriétaires de la machine, de la locomotive ou du poteau. Or, d'après les théories classiques, telles que nous les avons exposées au chapitre précédent, la victime ou son représentant, pour obtenir des dommages-intérêts, doit prouver, ou bien que ces personnes ont commis une faute, une imprudence ou une négligence : que les propriétaires de ces différents objets, par exemple, négligeaient de les entretenir ou de les munir d'engins protecteurs, ou bien que l'accident a été causé par un vice de construction. D'après la théorie que nous exposons, au contraire, une pareille preuve n'est plus nécessaire. On établit qu'on a souffert un préjudice, et cela suffit. Le propriétaire (1) de la chose, qui, en tombant, en éclatant ou en s'écroulant, a causé ce préjudice, devra être immédiatement déclaré responsable et condamné à payer une indemnité à la victime.

17. — Nous n'avons pas à faire ici la critique de cette théorie, notre rôle se bornant à un exposé purement historique. Indiquons seulement, en terminant, ces préliminaires, quelles en sont les principales conséquences :

1° *Au point de vue des personnes auxquelles elle s'applique.* Elle profite aussi bien aux tiers qu'aux ouvriers qui sont victimes d'accidents. C'est une

(1) Nous nous servons indifféremment, pour le moment, des mots *propriétaire* et *gardien*, parce qu'en général ces deux qualités sont réunies dans la même personne. Mais nous nous réservons de préciser par la suite ce que nous entendons par le *gardien* d'une chose.

théorie très large, très générale, et qui comprenait, bien entendu, avant la loi de 1898, les accidents du travail (et ce sont même ces derniers qui en ont permis les applications les plus fréquentes), mais qui ne les comprend pas seuls. Toutes les fois qu'un préjudice est arrivé *par* une chose, on doit en rendre responsable le gardien de cette chose, que celui-ci soit ou non lié avec la victime par un contrat de louage de services.

2° *Au point de vue des cas dans lesquels elle s'applique.* Encore faut-il bien préciser cette formule. Nous ne voulons parler que des accidents arrivés *par le fait des choses*. Si, par exemple, un couvreur tombe du haut de la maison qu'il est occupé à réparer, on ne peut pas dire qu'il s'agit là d'un accident arrivé par le fait de la maison, ni même par le fait de l'échafaudage, si celui-ci s'est écroulé faute de solidité. L'accident est arrivé *sur* ou *avec* la chose; il n'est pas arrivé *par* la chose. Notre théorie ne s'applique donc pas. « Cette responsabilité, dit très justement M. Esmein (1), ne nous paraît pouvoir être invoquée que lorsque la blessure ou la mort, à laquelle l'accident se ramène, a été directement et matériellement causé par la chose elle-même, lorsqu'il y a *damnum corpore datum*, comme disaient les jurisconsultes romains..., lorsque l'ouvrier est blessé par la vapeur d'une chaudière qui éclate ou amputé par l'engrenage d'une machine (2). »

(1) Note de M. Esmein au Sirey. 1897. 1. 49, 1^{re} colonne.

(2) Dans le même esprit, il a été spécifié, dans la discussion au Sénat

Enfin, dans quels cas cette responsabilité directe peut-elle être écartée? Quelles que soient les différentes interprétations qu'on peut donner de notre article, il y a un minimum que toutes ces interprétations admettent : à savoir que la responsabilité du gardien de la chose disparaît, lorsque celui-ci prouve que l'accident a eu pour cause une force majeure ou la faute de la victime.

Maintenant que nous connaissons les grandes lignes de la théorie, examinons les différentes phases par lesquelles sont passées la doctrine et la jurisprudence sur le fondement juridique à attribuer à l'article 1384 1°. Nous verrons qu'en somme, il faut tenir compte de deux éléments principaux dans leur évolution :

1° Le *but social* à atteindre;

2° Le *moyen juridique* pour y parvenir.

Tout le problème va consister désormais à concilier, à adapter au mieux l'un à l'autre ces deux éléments.

Le but social, c'est : le propriétaire répondant de plein droit, et dans la plus large mesure possible (1), des dommages causés par les choses qu'il a sous sa garde. Voilà le but constant vers lequel vont s'orienter tous les efforts de la jurisprudence et de la doctrine.

Quant au moyen juridique qui doit s'adapter au

de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, que si un ouvrier tombe d'une meule de paille, produit de la batteuse, ou d'une voiture de blé destiné à l'alimenter, il ne sera pas protégé par la nouvelle loi. (*Officiel*, 4 mars 1898; Sénat, page 236.)

(1) Bien entendu, sous les réserves que nous avons faites plus haut du cas de force majeure et de la faute de la victime.

résultat voulu, il changera selon que changeront les méthodes et les idées sur l'interprétation juridique elle-même.

SECTION II. — Première étape de l'évolution de la doctrine et de la jurisprudence. Présomption de faute *juris tantum*.

18. — A Laurent (1) revient l'initiative du mouvement. Il est d'autant plus curieux de le constater que le professeur belge est, en général, assez partisan de l'interprétation littérale. On peut même dire, jusqu'à un certain point, que c'est au nom même de cette interprétation, moins soucieux, semble-t-il, de satisfaire les besoins de la pratique que de donner un sens quelconque au texte du premier paragraphe de l'article 1384, qu'il a repoussé l'emploi abusif de l'article 1386, et enseigné la doctrine de la responsabilité directe du fait des choses. « Faire de l'article 1386 une disposition générale, c'est effacer de l'article 1384 la disposition concernant le dommage causé par une chose qui est sous notre garde... Nous croyons *qu'il faut s'en tenir aux textes*, maintenir l'article 1384 comme règle générale, et n'appliquer l'article 1386 qu'aux bâtiments. » Puis il ajoutait : « Cette interprétation est aussi en harmonie avec l'équité et avec les faits. Les accidents causés par les machines sont journaliers; ils ne peuvent guère provenir que de l'imperfection de la machine ou d'une négligence de

(1) Laurent : *Principes de droit civil*, tome XX, n° 639.

l'ouvrier; donc le législateur a pu présumer la faute. Il est vrai que l'imperfection de la machine peut venir de l'imperfection de la science, laquelle n'est pas imputable au propriétaire; mais alors il y a une considération d'équité : *n'est-il pas plus juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime?* » Cette dernière réflexion vaut la peine d'être notée, surtout sous la plume de Laurent. Elle jette un jour singulier sur le travail qui s'était fait dans l'esprit des jurisconsultes au spectacle des réalités quotidiennes. Ce qui le montre encore, c'est la manière dont Laurent a abordé le problème. Il a été frappé par la fréquence de certains accidents : les explosions de machines, et il a constaté que, dans la plupart des cas, avec le système de la jurisprudence, ces accidents n'étaient pas suivis de réparations. La Cour de cassation exige la preuve d'une faute de la part du gardien, et cela en vertu des articles 1382 et 1383. Mais, dit-il, la Cour s'est placée là sur un mauvais terrain, le dommage causé par l'explosion d'une machine à vapeur ne tombe pas sous l'application de ces dispositions. D'un autre côté, il n'est pas possible d'étendre hors de ses termes l'article 1386 relatif aux bâtiments. Le seul texte qui soit applicable en l'espèce est l'article 1384. Or l'article 1384 n'exige pas la preuve de la faute pour les préjudices commis par des enfants, des employés ou des commis; il en est de même pour les préjudices causés par des choses.

C'était, pour la première fois, déplacer la question

de la responsabilité, du terrain sur lequel elle avait été traditionnellement portée : celui de la *faute prouvée* du propriétaire. Désormais le problème se posait autrement : il ne s'agissait plus que de savoir si l'accident avait été *le fait* de la chose, auquel cas il fallait s'en prendre directement au propriétaire.

19. — A vrai dire, dès 1871, M. Labbé avait semblé prévoir cette théorie, pour la rejeter (1). C'est dans une de ces notes si lumineuses qu'il a écrites au Sirey et où l'on pourrait trouver, au moins en germe, la plupart de bien des systèmes soutenus après lui. Nous ne pouvons nous dispenser de citer le passage, étant donné son importance pour les explications qui suivront : « Il est un système qui est vaguement au fond de beaucoup d'esprits : c'est que le propriétaire répond du dommage causé par sa chose, non parce qu'il est en faute, mais par cela seul qu'il est propriétaire. » Voilà bien, en effet, l'idée *juridique* qui sera mise en avant, quelques années après, par Laurent. Mais, à l'heure où écrit M. Labbé, elle n'est pas encore suffisamment au point. Et cela tient à ce que l'idée *sociale*, qu'elle traduit, n'est pas mûre : nouvelle preuve, en sens inverse, de l'influence de celle-ci sur celle-là. En effet, M. Labbé écrit : « Il résulte de cette dernière doctrine (doctrine classique de la faute prouvée) que certains dommages ne seront pas réparés. Une machine éclate et porte la mort au loin par ses débris; elle était bien construite

(1) S. 1871. 1. 9.

suivant les données de la science actuelle, elle a été dirigée avec prudence dans son action; aucune prévoyance humaine ne pouvait conjurer le péril. Personne ne doit de dommages-intérêts. *Est-ce injuste? Non.* Quelques individus souffrent par accident de l'état imparfait des connaissances humaines; ils souffrent des conditions inévitables au milieu desquelles la vie de l'humanité se passe dans un temps déterminé. Il est dans l'intérêt de la société que certains moyens de production d'une grande puissance soient mis en œuvre. Tout le monde en profite, et non pas seulement le propriétaire en l'exploitant; car les produits se vendent moins cher. Tout le monde est exposé à éprouver un préjudice sans aucun recours, si la science et l'industrie n'ont pas encore réussi à trouver des procédés parfaits pour gouverner en toute sûreté l'agent naturel dont la force brutale et irresponsable est employée. Le propriétaire ou celui qui exploite la machine a sa part, une part seulement dans le profit, et il encourt pour sa part, pour une grande part, les risques des accidents de force majeure, en ce qu'il est exposé le plus souvent à être la première victime (1). » M. Labbé ne faisait qu'exposer d'une manière saisissante les idées qui étaient alors en cours. Aussi s'en tenait-il uniquement à la théorie

(1) Il convient de remarquer que, dans tous les cas, si ce raisonnement peut avoir quelque apparence de vérité en ce qui concerne les propriétaires de machines industrielles, il ne porte pas en ce qui concerne les propriétaires de choses quelconques qui sont seuls à jouir des bénéfices et des produits de leurs choses.

du Code. « Les rédacteurs du Code civil..... ont fait reposer l'obligation à des dommages-intérêts envers un tiers sur un principe unique, sur l'idée de faute. » Plus tard, les idées se modifieront, et, par contre-coup, se modifieront dans le même sens les théories juridiques. On remarquera qu'en somme c'est le propriétaire de la machine qui recueille les produits du travail, sauf à payer aux ouvriers un salaire qui reste le même, quels que soient les bénéfices; et que, si le salaire doit, en théorie, être aussi bien payé en cas de perte qu'en cas de gain, il n'en est pas moins vrai qu'en fait les ouvriers courent les risques du chômage et de l'insolvabilité du patron (1). Aussi verra-t-on, chose curieuse, M. Labbé revenir loyalement sur sa première opinion, déclarer que, « plus touché de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise », il se rangeait à cette nouvelle idée « que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire aux tiers, doit s'attendre à réparer les préjudices que cette machine causera (2) ». C'est bien l'idée qu'avait déjà entrevue Laurent : « N'est-il

(1) De plus, comme on l'a fort bien dit dans la discussion de la loi, si, dans les industries les plus dangereuses, les ouvriers reçoivent généralement un salaire plus élevé que dans les autres, ce n'est que justice; car une réparation pécuniaire en cas d'accident ne leur rendra ni la vie, ni même l'usage d'un membre perdu.

Cf. H. Pinon : *La responsabilité des accidents du travail*. (Revue d'économie politique. Octobre-novembre 1898.)

(2) Sirey. 1890. 4. 17.

pas plus juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime? »

Laurent est donc bien le premier dans la doctrine qui ait formulé la nouvelle théorie.

20. — En jurisprudence, nous ne pouvons guère signaler avant lui que deux décisions isolées, mais très formelles, la consacrant. D'abord un jugement du tribunal de Lyon du 12 juillet 1854 (1) qui, toujours dans une affaire d'explosion de machine, basa sa condamnation à des dommages-intérêts sur la responsabilité du fait des choses. Les motifs en sont très nets : « Attendu que, dans tous les cas, si l'on ne peut reconnaître ni la cause positive de l'accident ni à qui il faut attribuer la faute ou l'imprudence, il n'en est pas moins établi que l'accident a eu lieu par ce fait de la chose de B...; que dès lors, aux termes de l'article 1384, C. Nap. B... en est civilement responsable. » La Cour confirma le jugement, en adoptant les motifs des premiers juges, mais en y ajoutant d'autres qui rendent sa décision moins tranchée (2).

L'autre jugement est du tribunal civil de Bruxelles, du 31 mai 1871 (3), confirmé par la Cour d'appel, et qui est, lui aussi, fortement motivé.

(1) Dalloz. 1855. 2. 86.

(2) Cf. un jugement du 31 mai 1862 du même Tribunal de Lyon. (*Résumé général de la jurisprudence de Lyon de 1859 à 1872*, page 393, n° 8.)

(3) *Pasicrisie belge*, 1872. 2. 176. — Nous devons dire d'ailleurs que ni la jurisprudence ni la doctrine belges n'ont persévéré dans cette voie. Les dernières décisions exigent la preuve d'une faute du propriétaire. Cf. Bruxelles, 16 avril 1894 (*Pasicrisie*, 1894. 2. 293) et Gand, 30 jan-

Dans d'autres décisions, la même idée s'indiquait, sans être aussi nette. Laurent donna un corps à ces différentes tendances. Mais sa doctrine n'eut au début qu'un succès médiocre, à en juger par le peu d'influence qu'elle exerça sur la jurisprudence et sur les opinions des auteurs. Ce n'est qu'une dizaine d'années après qu'on vit, de ces côtés, se dessiner un mouvement très sensible vers les nouvelles idées.

21. — Avant d'aller plus loin, nous devons nous arrêter et constater deux choses :

1° Les partisans de la théorie que nous exposons ont été poussés par un motif d'équité affirmé par eux. (Cf. Laurent et Labbé). Ils ont eu d'abord un *but social*.

2° La *théorie juridique* qu'ils ont imaginée pour l'atteindre est celle d'une *présomption de faute* incombant, aux termes de l'article 1384 1°, au gardien de la chose qui a causé le dommage.

Mais quelle est cette présomption? Est-elle absolue ou relative? En d'autres termes, le défendeur, sur lequel pèse une présomption de faute, peut-il, ou non, s'en décharger en prouvant qu'il n'est pas coupable? Laurent n'a pas traité la question à fond. Mais il indique bien qu'à son avis la preuve contraire doit être réservée au propriétaire de la machine, et cela dans deux phrases du passage cité. Il parle d'abord

vier 1897 (Pas., 1897. 2. 227). Cf. également Beltjens : *Encyclopédie du droit civil belge*, article 1384, nos 241 et 242. Cela tient surtout à ce qu'en matière d'accidents du travail les juridictions belges appliquent en général la thèse contractuelle.

de « la preuve contraire qui est de droit quand il s'agit d'une présomption ». Puis, en posant les termes du problème, il déclare que « s'il y a présomption de faute, le demandeur n'a rien à prouver, sinon le fait du dommage, et c'est au défendeur à établir, s'il y a lieu, qu'il n'y a pas de faute à lui reprocher (1).

Il établit ensuite qu'en effet il y a présomption de faute.

C'est aussi la doctrine du jugement précité de Bruxelles du 31 mai 1871 (2) : « Attendu que la responsabilité que le seul fait de la chose impose au propriétaire vient cependant à cesser quand le propriétaire établit qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité. »

A vrai dire, il paraît bien impossible de prouver directement qu'on n'a pas causé l'accident par sa faute; car on ne fait pas la preuve d'un fait négatif (3).

On ne pourrait donc le prouver qu'indirectement, en établissant quelle a été la cause positive de l'accident. Mais le Tribunal de Bruxelles se contente très sagement de la preuve que le propriétaire a *prévu* toutes les chances d'accident *possibles à prévoir* et qu'il les a évitées : « Attendu que... le propriétaire, devenu responsable en principe et par le seul fait de l'accident, dégage néanmoins sa responsabilité lorsqu'il établit qu'il n'a pu empêcher le fait et *qu'il a pris toutes les précautions que commande la prudence*.

(1) Laurent, tome XX, page 692.

(2) Pasicrisie belge, 1872. 2. 176.

(3) Voyez cette idée développée dans une note de M. Labbé au Sirey. 1886. 2. 97.

Ainsi donc, *présomption de faute juris tantum*, c'est-à-dire susceptible d'une preuve contraire.

22. — C'est encore la doctrine soutenue par un auteur tout récent : « Dans le cas de dommage causé par des choses inanimées, dit M. Huc (1), comme, du reste, dans tous les autres cas de quasi-délit prévus par les articles 1384 et 1385, la loi établit une présomption légale de faute qui dispense le demandeur de toute preuve; l'article 1386, qui, dans le cas de ruine d'un bâtiment, met la preuve à la charge du demandeur, doit être restreint aux immeubles. Par conséquent, si un accident est occasionné par une machine qui fait explosion, le demandeur n'aura rien à prouver, sinon le fait du dommage; ce sera au défendeur à établir, s'il y a lieu, *qu'il n'y a pas de faute à lui reprocher*. »

23. — Bien entendu, si la responsabilité du propriétaire est écartée par la simple preuve qu'il n'a pas commis de faute, à plus forte raison en est-il de même si celui-ci prouve que l'accident est arrivé :

1° Par la faute de la victime,

2° Par un cas fortuit,

3° Ou par un cas de force majeure.

Cela est admis par tout le monde.

24. — Ce système de la présomption relative de faute une fois exposé, nous devons reconnaître qu'en dehors de Laurent et de M. Huc et des décisions de

(1) Huc : *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, tome VIII, page 581.

quelques juridictions, il n'a guère été suivi. Qu'on ait été frappé par cette prétendue impossibilité de fait de prouver l'absence de faute, c'est-à-dire un fait purement négatif, ou qu'on ait cédé peu à peu et insensiblement au besoin déjà signalé d'améliorer toujours la situation des victimes d'accidents, le fait est qu'on en arriva à voir dans l'article 1384 1° une présomption de faute irréfragable et absolue, ne pouvant céder que devant la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou de la faute de la victime. D'ailleurs, un arrêt de la Cour de cassation du 27 octobre 1885 (1) déclarant formellement, après bien des controverses, que la présomption établie par l'article 1385 pour les dommages causés par les animaux ne cédait pas devant la preuve d'absence de faute, avait été un acheminement sérieux vers ce résultat.

Dans toutes les décisions de la jurisprudence qui vont suivre, nous allons retrouver la même formule. Ce sera un nouveau progrès, et presque décisif, puisque, dans la réalité, il n'y aura qu'un pas, pour les esprits logiques, de la présomption absolue de faute à l'obligation légale.

SECTION III. — Seconde étape de l'évolution : présomption de faute *juris et de jure*.

25. — Nous avons dit que la théorie de la responsabilité directe du fait des choses, exposée pour la

(1) Sirey. 1886. 1. 33.

première fois par Laurent, n'obtint guère droit de cité en jurisprudence qu'une dizaine d'années après, et dans quelques décisions seulement.

A cette époque, en effet, la question des accidents du travail, que nous retrouvons à toutes les étapes de l'évolution, était arrivée tout à fait à l'état aigu. D'après une statistique présentée en 1889 au Reichstag allemand et citée dans le Bulletin du Comité permanent des accidents du travail, il était prouvé que 47 pour 100 des accidents graves (c'est-à-dire des accidents de travail suivis de mort ou d'une incapacité de travail de plus de treize semaines) appartenaient aux cas fortuits ou aux événements de force majeure; 20 pour 100 étaient imputables à la faute des patrons, 25 pour 100 à celle des ouvriers et 8 pour 100 à celle des uns et des autres (1). C'est-à-dire que 47 pour 100, presque la moitié des accidents restaient sans réparation par suite de l'impossibilité de prouver la faute du patron. C'est ce résultat qu'il fallait éviter, et, pour cela, le problème à résoudre consistait à renverser le fardeau de la preuve imposé jusque-là à l'ouvrier. La plupart de ceux qui s'occupaient de la question, jurisconsultes et économistes, tendaient d'instinct vers cette solution.

26. — Dans ce but, un effort considérable fut tenté pour placer la question des accidents du travail sur le terrain de la responsabilité contractuelle. M. Sainte-

(1) Cette statistique est citée dans le rapport de M. Poirrier au Sénat. (*Journal officiel* du 23 juin 1895. Doc. Parl. Annexe n° 73.)

lette, en Belgique, et M. Sauzet, en France, dans des ouvrages bien connus (1), s'attachèrent à montrer que le patron s'engage vis-à-vis de ses ouvriers « à les rendre à eux-mêmes valides comme il les a reçus ». La conséquence était qu'en cas d'accident l'ouvrier peut se borner à établir le préjudice : c'est au patron à prouver que ce préjudice ne provient pas de l'inexécution de l'obligation de garantie dont il est tenu.

Cette théorie n'obtint guère de succès qu'en Belgique (2). Chez nous, elle ne fut pas sérieusement suivie. Un arrêt de la Cour de Cassation du 16 juin 1896 (3) arrêta même tout net la tentative que voulait en faire la Cour de Paris.

27. — Force fut donc de se tourner d'un autre côté, et c'est alors que la théorie de Laurent, sur la responsabilité directe du fait des choses inanimées, fut reprise, avec beaucoup plus de raison, par certains auteurs et par plusieurs juridictions. De la sorte, on

(1) Saintelette : *De la responsabilité et de la garantie*. Sauzet : *De la responsabilité des patrons*.

(2) Encore faut-il s'expliquer. L'interprétation de M. Saintelette a été admise, mais toujours sous cette forme que, si le patron était, par suite du contrat, obligé de fournir à l'ouvrier un bon matériel et de rien lui imposer de dangereux, c'était à l'ouvrier demandeur à faire sa preuve et à montrer que le patron avait, en manquant à ses obligations, été la cause de l'accident. C'est-à-dire que la situation de l'ouvrier restait la même absolument; seuls, les motifs théoriques de la décision de justice avaient changé. On condamnait le patron en faute, non en vertu de l'article 1382, mais en s'appuyant sur l'article 1135. Voyez cependant un arrêt de la Cour suprême de Luxembourg. (D. 86. 2. 153)

(3) *Le Droit* du 5 juillet 1896. Voyez une réfutation de la même thèse par la Cour de Rennes, arrêt du 20 mars 1893. (D. 1893. 2. 526.)

arrivait beaucoup plus simplement, en appliquant l'article 1384, au même résultat que MM. Saintelette et Sauzet : *le renversement de la preuve*. M. Thaller l'expliquait très clairement (1) : « Il est exact que le patron répond *de plein droit* de son outillage et de ses machines, comme le chemin de fer de son matériel roulant et de la bonne organisation du service. Une corde se rompt, un échafaudage s'écroule, l'ouvrier a le bras pris dans un volant ou dans une roue d'engrenage; il pourra, sans rien démontrer de plus, réclamer des dommages-intérêts, comme y aurait droit le voyageur si l'accident provenait de la rencontre de deux trains. C'est alors à la partie adverse d'exciper d'un fait militant à sa décharge. On saisit la nuance. Il ne s'agit pas seulement d'un préjudice causé *pendant* le voyage ou *pendant* le travail, mais *par* le fonctionnement même des engins de l'adversaire. *Cela provient du principe de la responsabilité civile consigné dans l'article 1384* : on est responsable du préjudice causé par le fait des choses dont on a la garde. La loi substitue la chose à son propriétaire, voit dans l'instrument le bras du maître, le suppose animé comme lui d'une force agissant tantôt dans le sens du bien, tantôt dans celui du mal, et, si l'outil blesse l'individu appelé à s'en servir, le coup donné est comparable à celui qu'aurait porté le chef en personne. » Donc, responsabilité du seul fait des choses.

(1) *Annales de droit commercial*. Année 1886-1887, page 127 *in fine*.
Compte-rendu de l'ouvrage de M. Saintelette : *Responsabilité et garantie*.

28. — A quelque temps de là, un jugement du Tribunal de Gien consacrait la même doctrine, de la manière la plus explicite, dans un cas d'accident du travail (1). Un ouvrier faïencier avait eu le doigt fracturé par une scie circulaire. A la suite d'enquête, contre-enquête et expertise, l'ouvrier ne put établir aucune faute de son patron, ni le patron de son ouvrier. Le Tribunal donna alors gain de cause à l'ouvrier, en se référant à son premier jugement ordonnant enquête. Dans ce jugement il était dit : « Qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde; que cet article établit, au profit de la victime du dommage et contre le propriétaire de la chose, une *présomption légale de faute* à la charge du propriétaire de la chose, cause du dommage. » Et il ajoutait qu'une pareille solution était commandée par la justice : car le patron pouvait, après l'accident, faire réparer sa machine et enlever ainsi à l'ouvrier la possibilité de prouver sa faute. Cependant la Cour d'Orléans infirma le jugement et en revint à la doctrine traditionnelle de l'article 1382; car, dit-elle, « tous les moyens d'investigation auquel le Tribunal a eu recours n'ont pu faire connaître les véritables causes de l'accident ni même les conditions dans lesquelles il s'est produit ».

29. — Le premier pas n'en était pas moins fait, et, bientôt, une autre juridiction subalterne, le Tribunal

(1) Gien, 26 avril 1888. (S. 90. 2. 14.)

de Bourgoïn, jugea dans le même sens que celui de Gien (1). Il s'agissait cette fois d'un accident causé par un arbre de place publique, qui, dans sa chute, avait tué un passant. Le Tribunal, dans un jugement remarquablement motivé, fit une nouvelle application de l'article 1384. Il condamna la ville gardienne de l'arbre tombé. Citons les motifs du jugement, parce qu'ils résument la doctrine de la manière la plus frappante : « Attendu que l'article 1384 du Code civil édicte une *présomption de faute* relativement aux dommages causés par le fait des choses que l'on a sous sa garde; qu'en établissant cette présomption, ledit article ne déroge pas au principe général posé dans les articles 1382 et 1383, qu'il faut une faute pour engendrer la responsabilité; car, si chacun est responsable des accidents causés par les vices et les défauts de la chose dont il est propriétaire ou dont il se sert, c'est qu'il peut s'en défaire et que, s'il la conserve, il doit veiller à ce qu'elle ne cause aucun dommage, de telle sorte qu'il y a faute de sa part de ne pas s'en être défait ou de ne pas avoir veillé, lorsque le vice de la chose pouvait occasionner un dommage; qu'en outre, cette présomption repose sur cette *considération d'équité* qu'entre le propriétaire de la chose et la victime *il est juste que le premier supporte les conséquences de l'accident plutôt que celle-ci qui n'a rien à se reprocher.* » Il est impossible d'exposer plus clairement la théorie, tout en indiquant les

(1) Bourgoïn, 40 juin 1891. (S. 1893. 2. 205.)

deux bases différentes qu'on peut donner en équité à la disposition de l'article 1384. Ajoutons d'ailleurs que, pour fortifier sa solution, notre jugement invoquait également la doctrine assez en faveur en jurisprudence, d'après laquelle l'article 1386 pourrait être étendu, avec ses deux conditions de défaut d'entretien ou de vice de construction, à toutes les choses inanimées. Quoi qu'il en soit, la Cour de Grenoble adopta purement et simplement les motifs des premiers juges et confirma la décision. C'était la première fois que la doctrine était consacrée par une juridiction supérieure, et peut-être n'y prit-on pas alors suffisamment garde.

30. — Le 26 décembre 1895 (1), la Cour de Dijon donna son adhésion dans les circonstances suivantes. Deux entrepreneurs de battage mécanique s'étaient chargés de battre la récolte d'un fermier. Au cours des travaux, la locomobile fit explosion et un jet de charbons enflammés détermina l'incendie de la majeure partie de la récolte. Dans ces conditions, les magistrats posèrent en principe que c'est aux défendeurs à prouver que l'accident a été dû exclusivement à un cas fortuit. Toutefois, pour mieux étayer leur décision, ils l'appuyaient en même temps sur l'art. 1386 dont les conditions avaient été établies par l'expertise.

31. — De cette présomption de faute, nettement affirmée par plusieurs juridictions, il nous reste à rechercher maintenant quel est le caractère. Or les

(1) S. 1896. 2. 48.

jugements de Gien et de Bourgoin et l'arrêt de Dijon sont formels : il s'agit d'une *présomption absolue*.

Le premier s'exprime ainsi : « Attendu que cet article établit, au profit de la victime des dommages et contre le propriétaire de la chose, une présomption légale de faute à la charge du propriétaire de la chose, cause du dommage : *Que cette présomption juris tantum peut sans doute disparaître, s'il est prouvé que le dommage n'est dû qu'à l'imprudence de la victime.* » Les mots ont sûrement dépassé la pensée du rédacteur du jugement. Pour lui, la présomption ne doit tomber que devant la preuve de la faute de la victime, ou, bien entendu, du cas de force majeure. Mais alors c'est qu'il s'agit bien d'une présomption *juris et de jure* et non d'une présomption *juris tantum*.

Nous ferons la même réflexion en sens inverse pour l'arrêt de Dijon ainsi conçu : « Attendu que la présomption légale de responsabilité édictée par le dit article ne disparaît qu'en cas de force majeure. » Et en cas de faute de la victime, aurait dû ajouter notre arrêt.

Quant au jugement de Bourgoin, il s'exprime ainsi au point de vue de la preuve contraire : « Attendu que... le défendeur est obligé, pour s'exonérer de la responsabilité, de prouver soit le cas fortuit ou la force majeure, soit la faute du demandeur. »

Donc, dans ces trois décisions, *présomption absolue de faute*.

32. — C'est un pas considérable fait vers la théorie du risque professionnel. Et c'est toujours sous la

pression des idées de justice. « Cette présomption repose sur cette *considération d'équité* qu'entre le propriétaire de la chose et la victime, il est juste que le premier supporte les conséquences de l'accident plutôt que celle-ci qui n'a rien à se reprocher. » Voilà l'explication de tout le mouvement de doctrine auquel nous assistons.

Sans doute, la jurisprudence est toujours hantée du scrupule de ne pas introduire dans le Code des conceptions étrangères à ses rédacteurs; sans doute on se retranche toujours derrière la vieille théorie de la faute : « Attendu en droit, que s'il est vrai que la responsabilité ne peut dériver que d'une faute, etc..., » répètent les juges avec insistance; « qu'en établissant cette présomption, ledit article ne déroge pas au principe général posé dans les articles 1382 et 1383, qu'il faut une faute pour engendrer la responsabilité. » En réalité, la théorie de la faute délictuelle ne subsiste plus, en matière de responsabilité du fait des choses, que grâce à une fiction inexplicable et tout à fait inutile; puisqu'en pratique, une personne est condamnée, même quand elle n'a commis aucune faute.

Que la jurisprudence soit logique, qu'elle fasse cadrer ses théories avec ses solutions, qu'en un mot elle ose appeler les choses par leur nom; elle aboutira fatalement au risque professionnel, et c'est sur ce terrain que nous allons, en effet, la voir s'engager, précédée et soutenue par une bonne partie de la doctrine.

SECTION IV. — Troisième étape de l'évolution : obligation légale.

33. — Avant de suivre la jurisprudence dans sa nouvelle voie, il convient de se rendre un compte exact de la portée de son innovation. Entre la présomption de faute *juris et de jure* et l'obligation légale, n'existe-t-il qu'une différence purement verbale? L'introduction d'un nouveau principe dans la matière des accidents va-t-il entraîner des conséquences pratiques, ou bien la jurisprudence ne va-t-elle ici qu'obéir à un pur souci de logique? Nous croyons que l'adoption d'une nouvelle théorie entraînera forcément l'adoption de nouvelles conséquences. Mais cela, ce sera l'œuvre de la doctrine, qui, s'emparant des principes posés par la jurisprudence, en déduira plus tard tous les corollaires (1).

Pour le moment, la jurisprudence aboutit aux mêmes résultats avec l'*obligation légale* qu'avec la *présomption juris et de jure*. Mais elle use, tout au moins, de procédés plus francs; elle pose nettement le problème du risque, et le résout, par des motifs d'équité qu'elle ne prend plus la peine de renforcer par des théories de la faute plus ou moins contestables, en faveur de la victime.

(1) Voici à quoi nous voulons surtout faire allusion : dans la théorie de la présomption *juris et de jure*, la responsabilité du propriétaire est écartée par la preuve du cas fortuit tandis, que, dans la théorie de l'*obligation légale*, elle ne l'est que par la preuve de la force majeure.

34. — Comme type de cette franchise et de cette clarté dans la solution, nous ne saurions trop mettre en lumière l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 juin 1895 (1) qui est d'une importance capitale au point de vue de notre théorie. Il inaugure très nettement une nouvelle phase de la jurisprudence.

Un sieur Cames, ouvrier à l'arsenal de Tarbes, était occupé à forger un paquet de fer au marteau-pilon, quand il reçut à la main gauche un éclat de métal qui détermina une atrophie complète du membre. Le Ministre de la guerre, sur sa demande, lui alloua, à titre gracieux, une indemnité de 2000 francs. Mais l'ouvrier blessé, trouvant cette indemnité insuffisante, se pourvut devant le Conseil d'Etat à l'effet d'en obtenir une plus élevée. Le Ministre de la guerre prétendait que l'Etat ne devait rien à la victime, attendu que celle-ci ne pouvait prouver aucune faute de la part de l'Administration. Dans des conclusions très remarquables et qui soulèvent plus d'un point de droit intéressant, le commissaire du Gouvernement Romieu examina d'abord les différentes conceptions juridiques qui peuvent, en droit commun, fonder la responsabilité du patron envers l'ouvrier : responsabilité délictuelle ou responsabilité contractuelle. Que l'on se fondât sur l'une ou l'autre de ces théories, l'Etat, même dans l'espèce, devait selon lui être responsable de l'accident arrivé à son ouvrier. Si l'on se basait sur la théorie contractuelle, cela

(1) S. 1897. 3, 33, avec une note de M. Hauriou.

était bien évident. Que si l'on adoptait, au contraire, la thèse délictuelle, il fallait faire intervenir l'article 1384 1°. Le fait même pour le patron d'avoir employé « des substances, des machines pouvant éventuellement donner lieu à des accidents » doit entraîner la responsabilité de celui-ci. Le commissaire du Gouvernement semble même dire, par une exagération de langage que nous ne pouvons attribuer qu'à des scrupules juridiques excessifs, qu'en effet ce fait même d'avoir employé des machines pouvant causer des accidents constitue une faute pour le patron (1).

Mais il faut voir plus loin que les mots; en réalité, c'est la théorie du risque professionnel qu'il préconise, et d'autant plus nettement qu'il a très bien exposé les circonstances de l'accident : « L'accident dont le sieur Cames a été victime... présente au plus haut degré le caractère de l'accident anonyme. Il est en effet reconnu, d'une part qu'il n'y a aucune faute de l'ouvrier, aucune imprudence, aucune violation de règlement, aucune fausse manœuvre. Il n'y a, d'autre part, aucune faute de l'État, etc... Donc, puisqu'il n'y a ni faute de l'ouvrier, ni faute de l'État, nous sommes bien en présence du fait de l'industrie, de l'accident

(1) Voyez dans le même sens, rapportée par M. Saleilles (*Les accidents de travail et la responsabilité civile*, page 61, note 79) une décision curieuse d'une Haute Cour allemande, qui, voulant concilier à toute force les notions classiques avec les nécessités sociales modernes, n'hésita pas à déclarer que le seul fait d'avoir employé une locomotive constituait une faute à la charge d'une Compagnie de chemins de fer.

anonyme, du *risque professionnel* résultant de l'emploi de machines dans des conditions normales. » Et il ajoutait : « *Nous sommes, quant à nous, convaincu que rien dans le Code civil ne s'oppose à ce que le patron soit déclaré responsable vis-à-vis de l'ouvrier des accidents auxquels ce dernier se trouve exposé par les conditions mêmes du fonctionnement de l'établissement industriel* ». Nous avons souligné cette phrase, parce qu'à notre sens elle est des plus significatives et qu'elle marque bien l'évolution de la jurisprudence au point de vue des méthodes d'interprétation. Avec l'interprétation étroite, exégétique d'autrefois, on eût dit : « Nous sommes convaincu que le Code civil a voulu tel résultat » ; car on recherchait avant tout l'intention du législateur. Avec la nouvelle méthode plus large et d'allure plus sociale, on dit : « Nous sommes convaincu que rien dans le Code civil ne s'oppose à tel résultat » ; car ici le but poursuivi est tout, et on y adapte la théorie juridique nécessaire, pourvu que rien dans le Code ne s'oppose au résultat de fait.

Nous devons ajouter que le commissaire du gouvernement, pour vaincre les hésitations des Conseillers d'État, soutenait, dans la dernière partie de ses conclusions, que les règles de droit civil ne s'appliquaient pas aux relations existant entre l'État et les ouvriers qu'il emploie pour un service public. Dans ce cas, il fallait appliquer « une législation d'équité et non de droit écrit ». Peut-être est-ce dans cette considération que le Conseil d'État rendit l'État

responsable et le condamna à payer à l'ouvrier blessé une rente viagère. Mais cela n'atténua en rien la portée doctrinale des conclusions du commissaire.

Le risque industriel venait d'être consacré d'une manière très nette par la juridiction administrative. Un tel exemple devait être suivi bientôt par la plus haute juridiction civile.

35. — Seule, en effet, la Cour suprême, dont le concours est indispensable à toute jurisprudence sérieuse, s'était maintenue jusque-là en dehors du courant et continuait à consacrer purement et simplement la théorie classique des articles 1382 et 1383. Ce fut le 16 juin 1896 (1) que la Chambre civile, pour la première fois, donna à son tour son adhésion à la nouvelle théorie et inaugura une jurisprudence qui ne peut manquer d'être féconde. Voici quels étaient les faits :

Le 4 juin 1891, la machine d'un remorqueur à vapeur de la Loire avait fait explosion, blessant le mécanicien Teffaine, qui était mort des suites de l'accident. La veuve assigna les propriétaires du remorqueur, Guissey et Cousin, devant le tribunal civil de la Seine, qui repoussa sa demande. Sur appel, la Cour infirma cette décision par un arrêt du 17 mai 1893 qui invoquait, à l'appui de sa solution, deux espèces d'arguments. Interprétant souverainement la convention intervenue entre le mécanicien et

(1) Arrêt du 16 juin 1896. Sirey. 97. 1. 17. Dalloz. 1897. 1. 433. Pandectes françaises. 1896. 1. 521. (Rapport du conseiller Reynaud.)

les propriétaires du remorqueur, et suppléant dans cette convention les clauses d'usage en vertu de l'article 1160 du Code civil, il déclarait d'abord que les patrons s'étaient engagés à fournir à leur ouvrier une machine propre, à remplir l'office auquel elle était destinée; or l'enquête avait constaté que l'explosion était due à un défaut de soudure, c'est-à-dire, en somme, à un vice de construction, et non pas à un cas foruit et de force majeure : d'où responsabilité contractuelle des patrons. L'arrêt invoquait ensuite l'article 1386, relatif aux bâtiments, qu'il étendait au remorqueur par voie d'analogie : d'où responsabilité délictuelle des propriétaires. Pour ces deux raisons, il condamnait Guissey et Cousin à payer une indemnité à la veuve Teffaine.

Ceux-ci se pourvurent en cassation, en invoquant notamment les articles 1382 et 1383. La Chambre civile rejeta leur pourvoi, mais en donnant à sa décision une toute autre base que les deux théories invoquées par la Cour d'appel : « Attendu, dit-elle, que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur, qui a causé la mort de Teffaine, est due à un vice de construction; qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, cette constatation, qui exclut le cas foruit et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. » En

somme, il était difficile de formuler plus nettement le principe. Le propriétaire du remorqueur est responsable en vertu de l'article 1384 1°; pour se décharger de sa responsabilité, il lui faudrait prouver un cas fortuit ou de force majeure, ce qui est impossible dans l'espèce, puisque l'accident est dû à un vice de construction. En vain établirait-il qu'il n'a pas commis de faute, en prouvant le caractère occulte du vice incriminé ou la faute du constructeur. Quoi qu'il en soit, qu'il nous suffise de constater que la Cour de cassation consacrait la théorie de la responsabilité directe du fait des choses d'une manière éclatante, et d'autant plus éclatante qu'elle avait cru pouvoir négliger les autres arguments proposés par la Cour d'appel.

Quel est le fondement exact attribué par la Cour à l'article 1384 1°? Il est assez difficile de le découvrir dans les termes mêmes de l'arrêt. Toutefois, on peut remarquer qu'il n'y est pas question de faute, même sous forme de présomption *juris et de jure*. L'arrêt fait découler purement et simplement la responsabilité des termes de l'article 1384 1°, ce qui porte à croire qu'il fonde cette responsabilité sur une obligation légale. Cette opinion se confirme à la lecture du rapport du conseiller Reynaud (1). Celui-ci rapporte l'argument de la défense qui, après avoir exposé la doctrine de Laurent, ajoute : « Cela n'est-il pas juste et nécessaire, quand toute idée de cas fortuit et de

(1) Pandectes françaises. 1896. 1. 523.

force majeure doit être écartée, quand l'accident est dû à un vice de construction, vice ignoré du propriétaire, plus ignoré encore de la victime qui ne sait même ni le nom du constructeur, ni les conditions du marché intervenu entre celui-ci et le propriétaire? Ce dernier seulement peut utilement atteindre le constructeur dans la plupart des cas. » Il n'est pas question de faute, c'est toujours une idée d'équité qu'on met en avant. Il est vrai que le rapport ajoute : « Enfin, le propriétaire n'a-t-il pas toujours à se reprocher une faute que n'a pas commise la victime, celle d'avoir mal placé sa confiance en s'adressant à un fabricant négligent? » Ce dernier argument, ajouté à l'autre pour les besoins de la cause, rappelle celui qu'on invoque à propos de la responsabilité des maîtres et commettants, et il n'est pas plus sérieux. C'est toujours la vieille théorie de la *culpa in eligendo*. Nous y répondrons d'un mot : un bon constructeur peut construire, par hasard, une mauvaise machine, et la preuve contraire doit donc toujours être autorisée.

Le véritable argument, le seul sérieux, est le premier : la victime est dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis du propriétaire de la machine, parce que, seul, celui-ci a été le *maître de la construction*, parce que, seul, après la catastrophe, il aura eu la disposition de la machine et aura pu faire disparaître, par une réparation immédiate, les causes de l'accident (motif invoqué par le jugement du tribunal de Gien). C'est là l'idée d'équité qui est au fond même de

la théorie du risque professionnel. C'est elle qui a été invoquée par la défense dans l'affaire Guissey-Teffaine; c'est elle qui a vraisemblablement inspiré la décision des magistrats de la Chambre civile. Voilà pourquoi nous voulons voir dans l'arrêt du 16 juin 1896 la consécration de la théorie de l'obligation légale.

36. — Cet arrêt offrait, à un autre point de vue, une grande importance doctrinale. Le pourvoi avait soutenu que le vice de construction constituait pour le propriétaire du remorqueur un cas fortuit ou de force majeure. Cette thèse a été repoussée par l'arrêt : « Attendu qu'aux termes de cette constatation (du vice de construction), qui exclut le cas fortuit de la force majeure, etc... » Donc la responsabilité cesserait devant la preuve du cas fortuit ou de la force majeure. Nous croyons qu'il y a là une confusion dans les termes. Que le vice de construction ne soit pas un cas de force majeure, c'est incontestable. Mais peut-on dire qu'il ne constitue pas proprement un cas fortuit à l'égard du propriétaire de la machine? Celui-ci, en effet, n'a aucune faute à se reprocher. Or, toutes les autres causes que la faute du débiteur, constituent à l'égard de celui-ci des cas fortuits. « On appelle cas fortuits, dit Toullier, les événements qui arrivent *indépendamment de la volonté de l'homme*, soit qu'ils lui causent du profit ou de la perte (1). » C'est bien ici le cas. Le vice de construction existe indépen-

(1) Toullier. *Droit civil français*, tome XI, n° 318.

damment de la volonté du propriétaire de la machine, l'accident est donc indépendant de sa volonté : c'est un cas fortuit (1). Mais ce que nous voulions signaler et ce qui constitue la grande valeur de notre arrêt, c'est qu'il fait précisément supporter ces cas fortuits au propriétaire. En cela, la théorie du risque professionnel, ou, plus exactement, de la responsabilité fondée sur une obligation légale, se différencie de celle de la présomption de faute *juris et de jure*. C'est donc bien un nouveau pas fait en avant.

37. — Cet arrêt souleva une vive émotion. Il eut ses partisans et ses adversaires, et il nous valut, en sens opposé, deux notes extrêmement importantes, l'une de M. Esmein au Sirey, l'autre de M. Saleilles au Dalloz. M. Esmein, voyant dans cet arrêt la consécration de la doctrine qu'avait déjà repoussée M. Labbé dans sa note de 1871 et qui attache la responsabilité à la qualité même de propriétaire, combattait cette doctrine, tout en reconnaissant sa valeur morale, comme étrangère à nos traditions juridiques et aux intentions du législateur de 1804. Quant à M. Saleilles, il déclarait qu'elle était l'aboutissant logique de la jurisprudence sur les accidents du travail, et il prévoyait même qu'en cette matière le domaine d'appli-

(1) La loi fédérale suisse du 25 juin 1881 sur la responsabilité civile des fabricants distingue très soigneusement le cas de force majeure et le cas fortuit. Ce dernier seul, sauf certaines restrictions, implique la responsabilité du patron (art. 2 et 5). Voir également la distinction très nette de ces deux causes d'accidents dans Jossierand, *op. cit.*, page 122.

cation de l'article 1384 allait se substituer peu à peu à celui de l'article 1382. Au fond, et nous le verrons plus loin, la divergence provenait de ce que ces deux auteurs mettaient aux prises deux méthodes d'interprétation tout à fait différentes.

38. — La question des accidents du travail se trouvait donc portée par la Chambre civile sur le terrain de l'article 1384. Elle y fut maintenue dans une autre espèce par la Chambre des Requêtes (1). L'arrêt rendu par cette Chambre intervint encore dans une affaire d'explosion de chaudière arrivée le 18 juin 1894 sur un paquebot qui effectuait la traversée d'Alger à Marseille. Deux hommes, employés dans la chaufferie, avaient été blessés et avaient succombé des suites de leurs blessures. Sur la demande de la veuve de l'une des victimes, le Tribunal de Marseille déclara que la preuve de la faute du propriétaire n'était pas faite et débouta la demanderesse. Les enquêtes et vérifications techniques n'avaient pu, en effet, déterminer la cause de l'accident. C'était cette fois, au vrai sens du mot, un cas fortuit. La Cour confirma le jugement, par cette raison « qu'il est absolument impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et *ne pouvant engager aucune responsabilité* ». La Chambre des Requêtes, saisie du pourvoi, le rejeta.

Ainsi dans les deux cas, et malgré les termes inexacts de l'arrêt de la Chambre civile, la Cour de

(1) Arrêt du 30 mai 1897. (D. 1897. 1. 441.)

cassation s'est trouvée en réalité en présence du cas fortuit. Sur la question de savoir si le propriétaire de la machine devait en supporter les conséquences, les deux Chambres se sont séparées : la Chambre civile a admis l'affirmative, la Chambre des Requêtes la négative. Ou bien, pour parler comme M. Saleilles (1), la Chambre civile pense que le patron doit supporter le cas fortuit au sens large (accident dont la cause est inconnue, mais qui provient cependant du fonctionnement même de l'outillage), mais non pas le cas fortuit au sens strict (accident n'ayant aucun rapport d'origine avec le maniement de la machine ou le fonctionnement de l'outillage : abordage, influence atmosphérique, etc...). La Chambre des Requêtes pense, au contraire, que dans aucun de ces deux cas le patron ne doit être rendu responsable.

Le conflit est donc bien tranché, au sein même de la Cour suprême, entre les deux interprétations : l'interprétation traditionnelle et classique à laquelle se maintient la Chambre des Requêtes, et l'interprétation nouvelle adoptée par la Chambre civile.

39. — Ceci est d'autant plus curieux de la part de la Chambre des Requêtes que, pour éviter à tout prix l'emploi de l'article 1384, elle invoque, dans un autre arrêt, rendu la veille du précédent, le 29 mars 1897 (2), une théorie bien plus contestable, et, en tous cas, fort exagérée. Il ne s'agit plus cette fois

(1) D. 1897. 4. 439, 1^{re} colonne.

(2) S. 1898. 4. 70, avec une note de M. Esmein.

d'une machine à vapeur, mais d'un ascenseur hydraulique établi par une société dans un des immeubles dont elle était propriétaire à Paris. Par suite des travaux de canalisation exécutés par la Compagnie des eaux, l'air s'était introduit dans l'appareil et avait occasionné une ascension brusque et subite. Une jeune fille qui se trouvait dans la cabine, ayant voulu en sortir au même moment, avait eu le pied écrasé. Elle assigna le propriétaire de la maison. Si l'on avait appliqué la théorie de l'article 1384, la solution n'eût pas fait de doute : la preuve du cas de force majeure n'étant pas rapportée, le propriétaire aurait été condamné. En fait, la Cour de Paris et la Chambre des Requêtes aboutirent au même résultat, mais par des théories beaucoup moins simples. La Cour de Paris déclara que le propriétaire était en faute, parce qu'il était « dans les obligations de ce dernier, au regard des tiers, de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les accidents ». Comme le remarque M. Esmein, il y a là une obligation que la jurisprudence crée, en réalité, de toutes pièces à la charge du propriétaire. Si la preuve du manquement à cette obligation, c'est-à-dire, dans l'espèce, d'une faute purement objective, est rapportée, la Cour présume la faute subjective. C'est le même procédé qu'en matière d'accidents du travail. La jurisprudence a dressé une liste d'obligations à la charge du patron, et, quand celui-ci a manqué à l'une d'elles, elle présume infailliblement que sa faute est la cause de l'accident. En réalité, c'est introduire, sous couleur de faute, une

véritable notion de risque; car cela revient à dire : si le propriétaire de la chose commet telle ou telle imprudence, c'est lui qui supportera le risque de l'accident.

Toutefois, la Chambre des Requêtes, en rejetant le pourvoi formé contre cet arrêt, ne suivit pas la Cour de Paris dans cette voie. Elle motiva sa décision de la façon suivante : « Attendu que l'arrêt constate aussi que, plus tard, notamment en 1884, on a imaginé et fabriqué des appareils pouvant prévenir ce danger; que la Société aurait pu en faire adapter à son ascenseur et que, si elle l'eût fait, l'accident dont a demoiselle Garnier a été victime le 16 juin 1886, ne se serait pas produit; qu'ainsi l'une des causes de cet accident a été l'état de l'ascenseur, qui ne présentait pas toutes les garanties de sécurité qu'on était en droit d'exiger à cette époque, et *que ce vice de construction engage la responsabilité du propriétaire.* » Ainsi, à n'en pas douter, la Cour vise dans ces termes l'article 1386. C'est une vieille théorie qu'elle préfère à l'article 1384 et, pour cela, il lui faut admettre :

1° Que l'ascenseur est un *bâtiment*,

2° Que son ascension brusque et désordonnée constitue la *ruine* de ce bâtiment,

3° Qu'un vice qui s'est produit plusieurs années après l'achèvement de l'ascenseur, les appareils protecteurs n'étant pas connus auparavant, est un *vice de construction*!

On avouera que c'est aller aussi loin que possible

dans l'extension des termes, pourtant très précis, de l'article 1386. Autant dire que tout accident, produit par une chose quelconque, et dû à un vice, initial ou postérieur à la construction, de cette chose (ce qui, avec les dispositions si larges de la Chambre des Requêtes, ne sera plus difficile à prouver), sera mis à la charge du propriétaire.

Nous n'apercevons plus, dès lors, grande différence entre cette formule et celle de l'article 1384 1°. En un mot, l'opinion de la Chambre des Requêtes nous semble mûre pour accepter, elle aussi, la théorie de la responsabilité directe du fait des choses.

40. — Celle-ci a reçu, dans ces derniers temps, un appui considérable dans deux travaux de doctrine parus à peu près vers la même époque, et dont nous avons parlé dans notre Introduction (1).

S'inspirant de deux méthodes différentes, l'un présentant une théorie complète et toute nouvelle de la responsabilité délictuelle, théorie déjà ébauchée quelques années auparavant, l'autre s'attachant plus spécialement à l'interprétation de l'article 1384, ils aboutissent tous les deux au même résultat : responsabilité directe du fait des choses, basée sur une obligation légale, comme contre-partie des avantages qu'on peut en tirer (2).

(1) Saleilles : *Les accidents de travail et la responsabilité civile* (Paris, 1897). Jossierand : *De la responsabilité du fait des choses inanimées* (Paris, 1897).

(2) Il s'agit du compte rendu d'une thèse de doctorat fait par M. Saleilles dans la *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, année 1894, page 659 et suivantes.

Telle est, en effet, la formule à laquelle semble devoir aboutir tout ce mouvement de doctrine et de jurisprudence auquel nous assistons en ce moment, tant en France qu'à l'étranger.

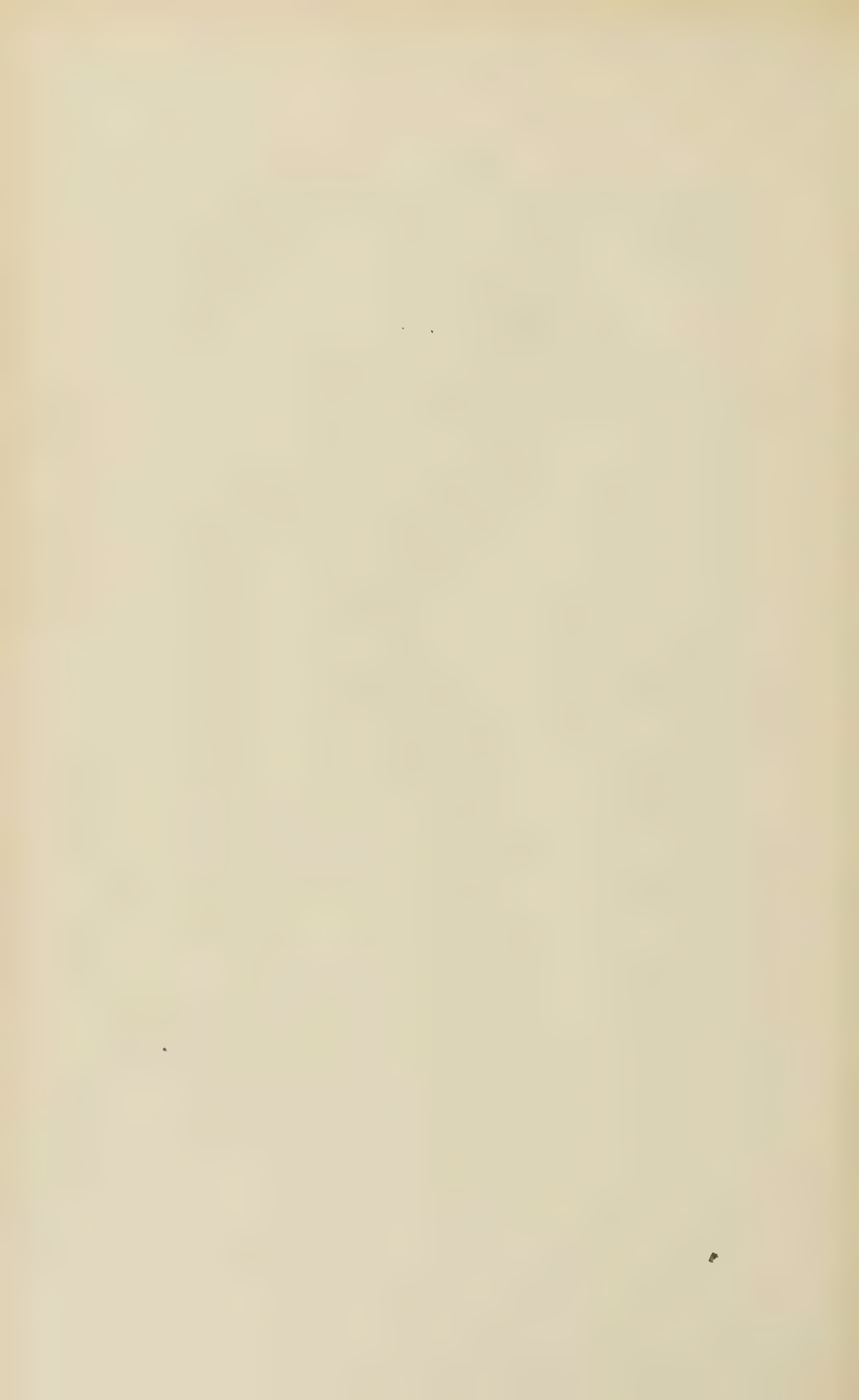
SECTION V. — Etat actuel de la doctrine et de la jurisprudence.

41. — Pour résumer la doctrine et la jurisprudence, nous dirons que la grande majorité est encore fidèle à la vieille théorie des articles 1382 et 1383, fondant la responsabilité sur une faute prouvée. Mais beaucoup d'auteurs et de tribunaux, sentant l'insuffisance d'une pareille source de responsabilité, ont cherché ailleurs. Quelques-uns, n'osant pas rompre avec les méthodes d'interprétation courantes, ont imaginé une théorie qu'on a ingénieusement appelée *théorie de l'article 1386 généralisé*. Mais, à vouloir trop respecter la tradition, on a torturé les textes pour les appliquer à des situations qu'ils n'ont sûrement jamais visées.

42. — Quelques autres juridictions, plus logiques et plus courageuses aussi, se sont nettement affranchies des formules ordinaires. Cette minorité (nous l'avons vu : une dizaine de décisions tout au plus), soutenue par une doctrine d'avant-garde et renforcée tout dernièrement par l'appoint de la Chambre civile de la Cour de cassation, s'est emparée de l'article 1384 1° et en a dégagé toute une théorie de la responsabilité directe du fait des choses. De quelle sorte de responsabilité veut-elle parler? Nous croyons que,

plus ou moins consciemment, et sans s'exprimer d'ailleurs d'une façon très claire, elle fait découler directement cette responsabilité de la loi. C'est ce qui nous semble ressortir de l'arrêt de la Chambre civile. Il n'y a pas là cependant de système bien défini, car nous sommes encore en pleine période d'élaboration; nous dirons même, avec M. Jossierand : « Cette conclusion n'a été acceptée en France, nettement du moins, par aucune juridiction. » Mais c'est le rôle de la doctrine de recueillir les solutions d'espèce, d'en dégager les conceptions qu'elles recouvrent, de les rendre plus fermes en les précisant. Telle est l'explication, telle sera aussi, nous l'espérons, l'excuse de l'allure un peu systématique que nous avons donnée, pour plus de clarté, à notre exposé de la jurisprudence française.

Nous venons d'assister à la genèse de la théorie. Il nous reste maintenant, laissant de côté le point de vue purement historique, à en aborder l'étude critique. Quelle en est la valeur dans le droit actuel? Quelle que soit l'opinion des économistes ou des sociologues, que doivent en penser les jurisconsultes?



DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN CRITIQUE DE CES DIFFÉRENTES THÉORIES.

ADOPTION DE LA THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ DIRECTE
FONDÉE SUR UNE OBLIGATION LÉGALE.

PRÉLIMINAIRES

43. — Pour nous, nous commençons par nous déclarer partisan résolu de la nouvelle théorie. Nous n'avons pas à revenir pour le moment sur ses avantages; chemin faisant, nous avons pu constater que la jurisprudence y avait été amenée par les nécessités pratiques. Mais, il y a plus : nous croyons qu'à l'heure actuelle, et sur le terrain du droit pur, elle est parfaitement défendable.

Dans cette doctrine, en effet, telle qu'elle ressort des dernières décisions judiciaires, nous distinguons deux éléments :

1° Un résultat de droit : *le gardien de la chose par qui a été causé le dommage doit réparer ce dommage.*

2° L'interprétation doctrinale de ce résultat : *cette obligation de réparer est une obligation légale fondée sur une idée de justice sociale.*

Le Code civil a voulu rendre responsables des accidents causés par les choses ceux qui ont ces choses sous leur garde, cela n'est pas douteux. Son texte est formel. Mais comment faut-il entendre cette responsabilité? Quelle en est la nature et quel en est le fondement? Quelles en sont, par conséquent, les conditions d'application et les causes d'exclusion? Le législateur ne s'est pas expliqué et il n'avait pas à le faire. Il a donc laissé le champ entièrement libre à la doctrine et à la jurisprudence. Méthode singulièrement heureuse, qui permet à l'interprète, en partant de la responsabilité comme principe, de pouvoir en modifier les applications selon les besoins et les exigences des différentes époques, et qui fait du droit privé non plus un ensemble de formules mortes, mais une matière plastique, susceptible d'un perfectionnement indéfini.

44. — Nous diviserons dans notre seconde partie en deux chapitres différents :

Dans le premier, nous établirons que le gardien d'une chose qui a causé un préjudice doit être, *de plano* et sans preuve de faute, responsable de son préjudice.

Nous montrerons, dans le second, que l'idée de faute présumée est désormais insuffisante pour un tel résultat; qu'il nous faut, dans l'état actuel des idées et pour des motifs d'équité qui n'ont pas toujours été aperçus, y substituer celle d'obligation légale. Nous exposerons auparavant la légitimité d'une telle méthode.

CHAPITRE PREMIER

Du principe de la responsabilité directe du fait des choses.

45. — La responsabilité directe du fait des choses, sans preuve de faute, est facile à établir. Il semble même qu'une lecture impartiale du texte de la loi soit suffisante. L'article 1382 est très net : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui *par la faute duquel il est arrivé* à le réparer. » Donc, exigence d'une faute. Mais l'art. 1384 1^o n'est pas moins net : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde. » Ici, il n'est plus question de faute. Pourquoi ajouter à un texte qui est si clair ? Parce que, nous dit-on, la faute ne se suppose pas (1). D'abord, il peut s'agir ici d'une obligation légale. A tort ou à raison, la loi aurait imposé, par voie d'autorité, l'obligation de réparer le dommage au gardien

(1) Fromageot : *De la faute comme source de la responsabilité en droit privé*, (Paris, 1891) p. 99.

de la chose qui l'aurait causé; et nous n'aurions qu'à nous incliner. Mais où a-t-on découvert ce principe que la faute ne se suppose pas? Le prétendre, c'est résoudre la question par la question.

Qu'il s'agisse donc d'une obligation légale ou d'une présomption, le seul moyen pour nous de donner une portée quelconque aux termes de l'article 1384 1° c'est d'y voir la dispense d'une preuve de faute. En effet, ou le législateur a parlé pour ne rien dire (et cela nous ne pouvons l'admettre), ou bien la disposition de l'article 1384 1° est dérogatoire à celle des art. 1382 et 1383 en ce sens qu'elle n'exige pas la preuve de la faute. Si le législateur avait simplement voulu dire qu'on doit réparer les dommages causés par sa faute à l'aide des choses qui vous appartiennent, aussi bien que ceux causés sans ces choses, il aurait dit là une phrase parfaitement inutile et nous pourrions à bon droit le taxer de répétition. Il est, en effet, bien évident que la formule des articles 1382 et 1383 est assez large pour embrasser les dommages causés *par la faute* de quelqu'un, alors même que ces dommages sont arrivés *par le fait* d'une chose. Dès lors, pour donner à l'article 1384 1° une signification quelconque et sous peine d'en faire une lettre morte, nous devons de toute nécessité sortir du domaine des articles 1382 et 1383, et c'est ce que nous faisons.

46. — D'ailleurs, nous sommes absolument confirmés dans notre manière de voir par la lecture d'ensemble du premier paragraphe de l'article 1384. La loi assimile, dans la même phrase, à la responsabilité du fait

des personnes celles du fait des choses. Or il n'est pas douteux que dans le premier cas la preuve d'une faute n'est pas exigée. Ainsi doit-il en être pour le second. Cette conclusion ressort invinciblement du rapprochement des deux situations. Et quand on dit que l'article 1384, dans les paragraphes 2, 3 et 4, détermine nettement la portée de la responsabilité du fait des personnes, tandis qu'il n'est plus question de la responsabilité du fait des choses, voici ce que cela prouve : c'est qu'il fallait bien énumérer ces personnes dont on doit répondre, tandis qu'il n'était pas nécessaire de détailler les choses qu'on a sous sa garde; cela se conçoit suffisamment.

47. — Ajoutons que, d'après l'interprétation unanime, les articles 1385 et 1386 établissent une présomption de faute à la charge des propriétaires d'animaux et de bâtiments. Or, si le principe général était qu'en matière de dommages causés par les choses il faut prouver la faute, quelle serait la raison de cette dérogation bizarre dans deux cas spéciaux? On ne l'aperçoit pas. Il est bien plus rationnel, au contraire, d'admettre que le principe général en cette matière est la responsabilité directe avec une extension dans un cas (art. 1385) et une restriction dans l'autre (art. 1386) pour des raisons que nous examinerons plus loin. Concluons donc que l'article 1382 établit un principe et que l'article 1384 en établit un autre, c'est le seul moyen de donner à la loi toute sa portée (1).

(1) Voyez, dans le même sens, Saleilles, *op. citat.*, page 27; et Josserand, *op. citat.*, page 74.

48. — La théorie classique prétend donc que l'article 1384 1° n'a pas le sens que nous lui donnons et qu'il faut le combiner avec les articles qui le précèdent. Une autre théorie plus récente prétend, de son côté, en restreindre le domaine et ne l'appliquer qu'à certaines catégories de choses. « Le premier alinéa de l'article 1384 du Code civil, dit M. Fromageot (1)..., ne fait que poser un intitulé de principes qui sont précisés, dans les alinéas suivants pour les personnes dont on doit répondre, dans l'article 1385 pour les choses animées et dans l'article 1386 pour les choses inanimées. » Or, en ce qui concerne ces dernières, la loi ne parle que de certains immeubles, et encore faut-il que le demandeur prouve le défaut d'entretien ou le vice de construction pour que le propriétaire soit responsable du dommage qu'ils causent par leur ruine.

Et M. Fromageot en donne cette raison que, si l'on établissait ainsi, pour tous les accidents arrivés par le fait des choses mobilières, une présomption générale de faute sans possibilité de preuve contraire, tandis qu'en cas d'accidents causés par la ruine des bâtiments, la victime devrait prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction, il en résulterait que les meubles seraient soumis à un régime moins sévère et moins rigoureux que les immeubles. Ce résultat serait contraire à l'idée traditionnelle du Code civil : *res mobilis, res vilis*. Raison inattendue et quelque peu singulière. D'abord, est-ce reconnaître,

(1) Fromageot : *op. citat.*, page 99.

contrairement aux traditions de notre droit, une supériorité des meubles sur les immeubles que de rendre l'emploi de ceux-là plus dangereux que l'emploi de ceux-ci? Et puis, pour tout dire, nous n'apercevons guère ce que vient faire cette hiérarchie sociale des meubles et des immeubles dans une question de responsabilité civile. La différence des traitements appliqués aux deux espèces d'accidents s'explique, à notre avis, par une raison d'un tout autre ordre. C'est qu'en matière d'accidents arrivés par l'écroulement des bâtiments il sera relativement facile à l'enquête ou à l'expertise de découvrir si l'immeuble a été mal construit ou mal entretenu : les matériaux sont encore là, et l'on peut en apprécier la valeur; d'autre part, plusieurs personnes qui, elles aussi, sont souvent encore là, ont collaboré à la construction, architecte, entrepreneurs ou ouvriers; quant au défaut d'entretien, l'inspection des débris et le témoignage public lui-même en faciliteront singulièrement la preuve. Rien de tout cela, au contraire, pour les objets mobiliers moins importants et de volume presque toujours moins considérable. Exiger la preuve d'une faute, alors que ces objets sont bien souvent disparus, brisés dans l'explosion ou dans la chute, c'est réduire presque à rien le droit de la victime. Nous ne croyons pas que le législateur ait obéi à une autre considération en distinguant ainsi entre les meubles et les immeubles.

49. — Nous repoussons donc le système de M. Fromageot, et, à plus forte raison, le système encore plus absolu qu'a exposé M. Esmein dans sa note au

Sirey (1). D'après l'éminent professeur, non seulement l'article 1384 1° n'établit pas une règle générale, mais encore il n'a pour but pur et simple que d'annoncer l'article 1385 : « Les termes mêmes dont s'est servi le législateur... ne peuvent avoir cette portée générale et ne visent même pas par avance tous les cas de responsabilité prévus par les articles 1385 et 1386, car ils ne peuvent s'appliquer, à moins de supposer le langage le plus barbare, qu'aux actes des animaux prévus par l'article 1385. »

50. — Arrêtons-nous là. Il y a, avant d'aller plus loin, un reproche commun que nous adressons à ces deux systèmes. C'est qu'ils se résignent tous les deux à rendre parfaitement inutile la disposition de l'article 1384 1°. Cet article est formulé dans des termes aussi généraux et aussi compréhensifs que possible : « les choses que l'on a sous sa garde. » Le législateur avait assurément une idée en se servant de ces termes que nous ne retrouvons nulle part ailleurs, ni dans l'ancien droit, ni dans le Code civil. Et l'on prétend qu'il ne visait par là que les animaux et les bâtiments! Cela nous paraît inadmissible. Comme le dit fort bien M. Saleilles (2), l'idée de garde a une bien autre extension, et c'est méconnaître complètement l'esprit et la portée de l'article 1384 que de le réduire à des proportions aussi minces. Il est vrai que la première partie de l'article 1384 1° ne fait,

(1) S. 1897. 1. 17, § 3.

(2) Saleilles, note au Dalloz. 1897. 1. 433.

elle, qu'annoncer les alinéas suivants. Mais cela est indispensable. Reprenons les termes de l'article : « On est responsable, dit la loi, du dommage causé par le fait des personnes dont on doit répondre. » Voilà bien une formule qui en annonce et même en exige une autre. De quelles personnes *doit-on* répondre ? Il faut que la loi s'explique et elle s'expliquera, sinon, sa volonté ne serait pas sanctionnée, faute de précision dans l'expression. Au contraire, « on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde », voilà une disposition bien particulière et qui se suffit à elle-même. Quelles choses *a-t-on* sous sa garde ? La loi n'a pas à nous le dire. C'est une pure question d'interprétation qui est du ressort exclusif des jurisconsultes et des tribunaux. A eux seuls il appartient de nous dire quelles sont les personnes qui, *en prenant les choses sous leur garde*, ont *accepté* de supporter les risques de cette possession. Les deux situations prévues par le premier alinéa de l'article 1384 n'ont donc rien de commun entre elles, et nous ne pouvons rien inférer de l'une à l'autre.

51. — Revenons maintenant aux arguments plus particulièrement développés par M. Esmein. Pour lui, nous l'avons dit, l'article 1384 1° n'est que le précurseur de l'article 1385. Et il en donne deux raisons :

1° D'abord la rédaction même de l'article. Celui-ci assimile le fait des choses à celui des personnes. Or, dans ce dernier cas, à n'en pas douter, le fait dont il

s'agit est un acte, un mouvement actif et propre. Il doit donc en être de même dans le premier cas; c'est-à-dire que les choses dont parle la loi ne peuvent être que des êtres vivants, des animaux.

Nous ne savons si le législateur a si bien pris garde à la portée des termes qu'il employait et s'il a eu, dans les idées et dans les mots, un souci de la symétrie aussi grand qu'on veut bien le dire. Mais il nous semble, en tout cas que « le fait des choses » sont des termes trop vagues, trop peu précis pour qu'il soit permis d'en déduire une distinction de cette importance, et, cela, sans que nous soyons tenté d'accuser le législateur d'employer un langage barbare.

2° « Dira-t-on d'un objet quelconque, dit ensuite M. Esmein, que le propriétaire qui le possède l'a sous sa garde? » Non, on ne le dira pas dans le langage courant. Mais, en droit, certains mots ont un sens consacré et souvent bien différent de celui qu'ils peuvent avoir dans l'usage. Ici, le mot « garde », nous le verrons, est un terme juridique bien connu et qui possède un sens très compréhensif. D'ailleurs, ce qui nous fait croire que l'article 1384 ne parle pas seulement des animaux, c'est que l'article 1385 déclare qu'on est responsable des animaux égarés ou échappés aussi bien que de ceux qu'on a proprement sous sa garde. Si, pour eux, le fait d'être gardés est une circonstance indifférente, pourquoi l'article 1384 les désignerait-il ainsi : choses qu'on a sous sa garde? De deux choses l'une : ou la loi entend, comme nous

le croyons, parler de toutes les choses, mobilières ou immobilières, en général, ou elle se contredit dans deux articles successifs, en désignant dans l'un les animaux : choses qu'on a sous sa garde, et en déclarant, dans l'autre, que les animaux dont on répond peuvent être des choses qu'on n'a pas sous sa garde. N'est-il pas plus simple d'admettre que l'article 1384¹ pose un principe général (responsabilité du fait des choses qu'on a sous sa garde) et que l'article 1385 lui apporte une exception (responsabilité du fait de certaines choses qu'on n'a plus sous sa garde)? Cette conclusion est la seule qui nous paraisse se dégager d'une lecture impartiale du texte.

M. Esmein formule enfin contre notre théorie une objection qui lui paraît décisive. Admettre la responsabilité directe dans tous les cas, ce serait, dit-il, une grave innovation par rapport au droit antérieur. En effet, l'ancien droit n'admettait, dans cette matière, que deux actions : « l'action contre celui dont le bâtiment, par sa chute totale ou par portion, a blessé quelqu'un », et « l'action contre le maître d'un animal qui a causé quelque dommage ». Etendre ces actions à toutes les choses et à tous les dommages, ce serait faire une généralisation que rien dans le Code ne semble autoriser.

On pourrait d'abord lui répondre, avec M. Saleilles (1), que l'intention de généraliser le principe est, au contraire, des plus vraisemblables chez les auteurs

(1) Saleilles : *les Accidents de travail*, etc., page 23.

du Code. Ils n'auraient fait, de la sorte, qu'obéir à cette loi de l'histoire du droit d'après laquelle à des solutions d'espèce détachées et de plus en plus nombreuses succèdent des solutions d'ensemble. Ainsi en a-t-il été en droit romain en matière de faute aquilienne. Cela s'explique. Les premiers législateurs, étant avant tout des gens pratiques, s'efforcent d'abord de trouver des solutions pour les cas qui se présentent le plus souvent. On procède par voie empirique, on juxtapose les solutions au fur et à mesure que la nécessité quotidienne les impose. Ce n'est que plus tard qu'on formule des principes : voilà la règle. Quoi d'étonnant que les législateurs du Code civil aient suivi cette marche dans la matière qui nous occupe? Mais il y a plus. Cette généralisation ressort des termes mêmes de la loi. Qu'on lise Bourjon, Domat, et tous les anciens qui se sont occupés de la question, on trouve bien des déclarations de principe plus ou moins vagues, mais nulle part une phrase aussi générale et, en même temps, aussi claire que celle du premier paragraphe de l'article 1384 : *on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde*. C'est là quelque chose de tout à fait nouveau, et qui n'a pas pu échapper à l'inadvertance des rédacteurs du Code.

CHAPITRE II

Du fondement juridique de cette Responsabilité.

SECTION I. — Différents fondements juridiques possibles.

52. — Il ne suffit pas de constater qu'il existe une responsabilité directe, c'est-à-dire sans preuve de faute, du fait des choses. Il faut se demander en plus quel est le fondement juridique de cette responsabilité. En effet, des différentes positions qu'on peut prendre sur cette question dépendent des solutions tout à fait différentes au point de vue des événements qui font cesser la responsabilité directe. Notre distinction entre le principe de la responsabilité directe et le fondement de cette responsabilité n'est donc pas arbitraire.

53. — Disons tout de suite que de cette responsabilité directe nous n'apercevons, et la jurisprudence n'a aperçu d'ailleurs que trois sources possibles :

- 1° Une présomption de faute *juris tantum*,
- 2° Une présomption de faute *juris et de jure*,
- 3° La loi.

Dans le premier cas, la responsabilité cesserait devant la preuve de l'absence de faute, du cas fortuit, de la force majeure ou de la faute de la victime.

Dans le second cas, elle cesserait devant la preuve du cas fortuit, de la force majeure ou de la faute de la victime.

Enfin, dans le troisième et dernier cas, elle cesserait devant la preuve de la force majeure ou de la faute de la victime.

Nous avons déjà vu que c'est à peu près dans cet ordre que se sont produites les conceptions doctrinales de la jurisprudence. Au point de vue historique, l'orientation de celle-ci n'est donc pas douteuse. Mais ici, cela ne nous intéresse plus; nous nous plaçons maintenant au point de vue juridique, et nous nous demandons quel est en droit celui de ces trois systèmes que nous devons adopter.

Exposons-les plus en détail, les uns après les autres, avec leurs conséquences juridiques. C'est la seule manière de procéder, si nous voulons les discuter sérieusement avant de nous prononcer pour l'un ou pour l'autre.

A. — SYSTÈME DE LA PRÉSUMPTION DE FAUTE JURIS TANTUM.

54. — Dans ce système, la loi présumerait la faute du gardien de la chose, quand un dommage aurait été causé par le fait de cette chose. Mais cette présomption ne serait que relative, c'est-à-dire qu'elle tomberait devant la preuve de l'absence de faute, à

plus forte raison devant celle du cas fortuit, de la force majeure ou de la faute de la victime.

55. — Ce système est donc bien simple, on conçoit qu'il puisse être soutenu, et nous n'en dirions pas plus si M. Labbé n'avait précisément prétendu qu'*a priori* il est impossible et contradictoire dans les termes (1). On peut formuler ainsi son objection : il est impossible de prouver l'absence de faute; c'est là un fait négatif, or on ne fait pas la preuve directe d'un fait négatif. Le seul moyen pour le propriétaire de la chose de prouver qu'il n'a pas commis de faute, c'est précisément de démontrer qu'elle a été la cause directe de l'accident. Tant que cette cause est inconnue, on ne peut raisonnablement pas dire que l'accident ne s'est pas produit par la faute du propriétaire. C'est probablement la même idée que voulait exprimer, sous une forme quelque peu bizarre, un arrêt de Douai du 5 mars 1890 (2) : « Attendu que cette présomption *juris tantum* peut être détruite par la preuve contraire, mais qu'elle oblige le propriétaire à démontrer soit la faute, l'imprudence de la victime, soit le cas fortuit ou la force majeure. »

56. — Certes, l'objection est sérieuse; nous ne la croyons pas irréfutable. En effet, quand peut-on dire qu'un accident est arrivé par la faute du propriétaire? C'est quand celui-ci n'a pas prévu les causes possibles à prévoir d'un accident éventuel, ou quand, les

(1) Note de M. Labbé au Sirey. 1886. 2. 97.

(2) *Gazette du Palais*, 1890. 2. 216.

ayant prévues, il aurait pu les empêcher et ne l'a pas fait. Ainsi, quand les circonstances de l'accident sont très claires, très certainement connues, toute la question se réduit pour le juge à dresser la liste des causes que pouvait raisonnablement prévoir, dans de telles circonstances, un homme ordinaire, et de se demander, pour chacune d'elles, si le propriétaire l'a, en effet, prévue. Nous reconnaissons cependant qu'il n'est pas fréquent de voir des accidents ainsi dépouillés de toute obscurité. Par exemple, on sait bien que c'est tel animal qui a causé le dommage, mais on ne sait ni à quel moment, ni dans quel endroit, ni, d'une façon générale, dans quelles circonstances. On comprend alors qu'il soit impossible de déterminer les causes possibles à prévoir d'un accident si mal défini, et, par conséquent, de prouver l'absence de faute. Et que la jurisprudence se montre en cela très sévère pour le propriétaire de l'animal, on le comprend encore. Mais il reste vrai que beaucoup d'accidents, et les recueils d'arrêts en font foi, sont très clairs, très *individualisés*, et que, dès lors, s'il est impossible de prouver directement leur cause, on peut établir du moins qu'ils ne viennent pas de la faute du propriétaire. Il suffira de prouver que celui-ci a prévu toutes les causes qu'il était possible de prévoir et qu'il a fait le nécessaire pour les empêcher de se produire. C'est tout ce qu'on peut lui demander et rien de plus. Or, croyons-nous, il n'est pas impossible de parcourir les différentes causes d'accident qui pouvaient normalement se présenter à

l'esprit du propriétaire de la chose. Prenons un exemple. Un individu possède une machine qui fait explosion. Un tiers est blessé, et il est impossible à l'expertise de déterminer la cause véritable de l'accident. Nous croyons que le propriétaire peut parfaitement établir qu'il n'a commis, quant à lui, aucune espèce d'imprudence. En effet, quelles étaient, dans l'espèce, les causes probables d'accident qu'il était possible à un homme ordinaire de faire prévoir et de faire disparaître? Ou une mauvaise construction apparente ou un défaut d'entretien ou un fonctionnement dans de mauvaises conditions, etc. Quand il aura prouvé que toutes ces causes il les a prévues et qu'il les a évitées dans la mesure du possible, il pourra dire à bon droit qu'il n'a pas commis de faute et qu'il n'a rien à se reprocher. C'est ce qu'a décidé très sagement un jugement de Bruxelles du 31 mai 1871 (1) : « Attendu que la responsabilité... vient cependant à cesser, quand le propriétaire prouve qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité. » D'autre part, quand cette preuve directe de l'absence de faute ne sera pas possible, les juges pourront, dans certains cas, induire la diligence et la prudence du propriétaire par voie de simples présomptions. Ils pourront tenir compte, par exemple, des preuves déjà faites de la diligence habituelle du propriétaire, de son honorabilité, des circonstances de fait, etc... Enfin, est-ce que, dans une semblable

(1) *Pasicrisie belge*. 1872, 2. 176.

hypothèse, le juge ne pourra déferer le serment d'office au propriétaire, s'il est digne de cette marque de confiance? Est-ce que l'article 1367 du Code civil ne paraît pas précisément écrit pour un cas comme celui-ci (1)?

57. — Nous arrivons donc au résultat suivant. Les accidents par le fait des choses ne peuvent avoir que deux sortes de causes :

Ou la faute du propriétaire de la chose,

Ou toute autre cause. Et cette cause quelconque qui n'est pas la faute du propriétaire, nous l'appellerons en gros le *cas fortuit*, sauf à distinguer plus tard :

1° Le cas fortuit proprement dit,

2° Le cas de force majeure,

3° La faute de la victime (2).

M. Sourdat, en effet, définit ainsi le cas fortuit pris dans ce sens : « Tout accident provenant d'une cause indépendante de l'obligé, indépendante de sa volonté et qu'il n'a pu ni empêcher ni éviter (3). »

(1) Cf. Robin : *De la responsabilité*. Thèse, Paris, 1889, pages 220 et suivantes.

(2) Nous ne parlons pas du cas le plus fréquent, celui où l'accident est tellement obscur qu'il est impossible de faire aucune espèce de preuve, même pas, pour le propriétaire, celle de l'absence de faute. Ce genre d'accident rentre, bien entendu, dans notre division ; mais on ne peut pas dire s'il est dû à la faute du propriétaire de la chose ou à un cas fortuit *lato sensu*. Quoi qu'il en soit, et par le fait même du renversement de la preuve, il est toujours à la charge du propriétaire.

(3) Sourdat, *op. citat.*, tome I, nos 645 et 646. — Il est clair que si le propriétaire a pu empêcher le cas fortuit, ou, du moins, en atténuer

Or, dans le système de la présomption de faute *juris tantum*, on peut faire la preuve contraire, c'est-à-dire qu'on peut *prouver indirectement* le cas fortuit au sens large. A cela, nous venons de le voir, il n'y a pas d'impossibilité logique, quoi qu'en pense M. Labbé; nous n'examinons pas en ce moment la question de savoir s'il y a une impossibilité juridique.

B. — SYSTÈME DE LA PRÉSUMPTION DE FAUTE

JURIS ET DE JURE.

58. — D'après ce système, au contraire, le propriétaire devrait, pour s'exonérer, prouver *directement*, et non pas seulement par la démonstration de l'absence de faute, le cas fortuit pris au sens large, c'est-à-dire :

1° Ou le cas fortuit *stricto sensû*,

2° Ou le cas de force majeure,

3° Ou la faute de la victime

Il n'est pas nécessaire d'insister.

C. — SYSTÈME DE L'OBLIGATION LÉGALE.

59. — Enfin, dans le système de l'obligation légale, on ne pourrait faire cesser la responsabilité qu'en prouvant :

1° Ou le cas de force majeure,

les effets et qu'il ne l'a pas fait, il doit être considéré en faute. (Voyez A. et Rau : *Cours de droit civil*, tome IV, paragraphe 308, note 35.)

2° Ou la faute de la victime qui est, en somme, une sorte de force majeure, en ce sens que le propriétaire ne pouvait pas l'empêcher.

60. — La preuve du cas fortuit *stricto sensû* est impuissante à faire cesser la responsabilité. Il est donc temps de distinguer ce que nous appelons le *cas fortuit stricto sensû* et le *cas de force majeure*. Pour nous, il y a *cas fortuit stricto sensû*, lorsque, la faute du propriétaire étant écartée, bien entendu, la cause de l'accident réside dans la chose elle-même. Par exemple : un vice de construction tel que le propriétaire a pu l'ignorer sans faute, l'usure de la machine contre laquelle, d'ailleurs, le propriétaire avait pris toutes les précautions possibles, une mal-façon qui tient à l'état actuel des connaissances scientifiques ou industrielles, etc... L'accident est bien produit *par* la chose et la cause de l'accident *lui est inhérente* : c'est un *cas fortuit stricto sensû*. En cas de force majeure, au contraire, l'accident est bien produit *par* la chose, mais la cause de cet accident *n'est pas inhérente* à la chose elle-même (1). Elle lui est extérieure, elle réside dans le jeu de forces qu'il était impossible d'empêcher. Par exemple : la foudre tombe sur un magasin de produits chimiques qui éclatent et font des victimes, un tremblement de

(1) On peut même dire que, dans un certain sens, l'accident, bien qu'arrivé par l'intermédiaire de la chose, n'est pas produit *par* cette chose, mais *par* la foudre, le tremblement de terre, l'orage, l'avalanche, etc. Et c'est pourquoi, malgré la faveur qu'on doit à la victime, le propriétaire, responsable de sa chose, ne peut pas l'être de ce que les Anglais appellent l'« *act of God* » le fait de Dieu.

terre renverse des arbres qui écrasent les passants (1), etc...

En un mot, dans le système de l'obligation légale, le propriétaire ne peut s'exonérer qu'en prouvant le cas de force majeure. C'est-à-dire qu'il supporte les *cas fortuit stricto sensu* : c'est ce que nous appelons les *risques de la propriété*.

SECTION II. — De ces trois fondements juridiques, l'obligation légale est celui qu'il faut attribuer à la responsabilité du fait des choses.

61. — Pour nous, cette dernière théorie, qui fait reposer la responsabilité directe du fait des choses sur une obligation légale, n'est pas seulement l'aboutissant logique de la jurisprudence. Elle est également fondée en droit, et nous croyons pouvoir le prouver. Seulement, pour arriver à cette conclusion, on peut se servir de deux méthodes différentes et de mérite inégal. On pourrait croire que cette théorie très moderne se trouve contenue dans le Code civil lui-même (2). Le législateur aurait établi un principe de responsabilité du fait des choses tout à fait inconnu de l'ancien droit; autant dans le texte que dans les travaux préparatoires, il serait facile de découvrir

(1) Toute cette distinction est très bien marquée par M. Josserand, *op. citat.*, page 122.

(2) Cf., par exemple, ce que dit M. Josserand, *op. citat.*, page 96. « Le législateur nous a présenté, dans un désordre critiquable, mais évident, deux théories bien distinctes : celle de l'obligation délictuelle et celle de l'obligation née de la loi. »

cette idée d'obligation légale. Pour nous, nous croyons cette méthode inexacte et même dangereuse pour notre thèse. A notre avis, les conceptions d'obligation légale, de risque dérivant de la propriété sont des idées qui ont été aussi étrangères au législateur du Code civil qu'à celui de l'ancien droit. Son éducation juridique et ses idées sociales le portaient vers des conceptions tout autres; aussi croyons-nous qu'il est de notre intérêt, pour affirmer notre thèse, de réfuter des arguments douteux tirés du Code civil. Au reste, on ne procède pas, en général, par des affirmations aussi nettes. On se base sur des phrases isolées des travaux préparatoires, sur des dispositions spéciales des articles 1384 et suivants qui semblent, à première vue, confirmer notre manière de voir. A notre avis, ce sont là de simples inadvertances de la part des rédacteurs.

62. — Mieux vaut donc répudier franchement, sur cette question de doctrine, la méthode exégétique trop étroite et dire : non, le Code civil n'a prévu notre théorie, il ne connaît que la faute, sous forme de preuve directe ou de présomption. Jusque-là, nous sommes complètement d'accord avec M. Esmein et, pour éviter toute équivoque, nous allons établir ce premier point.

63. — Nous diviserons donc notre démonstration en deux parties :

1° Nous examinerons, dans la section qui va suivre, les dispositions du Code civil et nous verrons qu'on n'en peut rien tirer dans notre sens. Ceci nous débar-

rassera d'arguments compromettants, et notre thèse ne fera qu'y gagner en franchise et en netteté.

2° Puis, dans le reste du chapitre, nous verrons que la conception d'*obligation légale* est la seule qui réponde *actuellement* aux nécessités sociales comme à nos idées de justice et d'équité. Partant, c'est elle qui doit être adoptée comme fondement juridique à l'article 1384 1°. Mais, dans une section préliminaire, nous établirons le bien-fondé de cette méthode d'interprétation.

SECTION III. — Réfutation des arguments tirés du Code civil à l'appui de cette théorie.

64. — On a tiré deux arguments des articles 1384, paragraphes 3 et 5, et 1386 du Code civil (1). La loi aurait, dans ces deux cas, consacré la théorie de l'obligation légale. Nous croyons une telle conclusion erronée, et, pour le démontrer, nous allons examiner ces deux articles l'un après l'autre.

A. — ARTICLE 1384, PARAGRAPHES 3 et 5.

65. — On prétend trouver un solide appui à notre théorie dans le système du Code sur les maîtres et commettants. On sait quelles sont les dispositions de l'article 1384 : il rend responsables les père, mère, instituteurs, artisans, maîtres et commettants des

(1) Voyez Saleilles, *op. citat.*, pages 31-37; Josserand, *op. citat.*, page 93.

délits ou quasi-délits commis par leurs enfants, élèves, apprentis, domestiques et préposés. C'est là une disposition traditionnelle qui se justifie suffisamment par cette idée que ces dernières personnes sont soumises à l'autorité, et par conséquent à la surveillance des premières. Il est donc juste de présumer le défaut de surveillance et la faute des parents, instituteurs, maîtres en cas de préjudice causé par les enfants, élèves, domestiques, etc. Seulement, tandis que les parents, instituteurs et artisans peuvent renverser par la preuve contraire la présomption qu'établit la loi à leur encontre, on admet traditionnellement et presque universellement (1) qu'il n'en va pas de même des maîtres et commettants contre lesquels la présomption est absolue. Cette solution ressort, par un argument *a contrario* évident, des termes mêmes de l'article 1384 : « La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. » C'est assez dire que, dans tous les cas, les maîtres et commettants ne pourront faire cette preuve. Pour expliquer cette dérogation, qui paraît à première vue assez singulière, il faut s'en rapporter à Pothier (2), chez qui l'ont trouvée les rédacteurs du Code : « On rend aussi les

(1) Voyez cependant, en sens contraire, Dhorne (*De la responsabilité civile qui incombe à une personne à raison du dommage causé par une autre*. Thèse, Paris, 1898, page 42) qui cite également M. Weiss à son cours.

(2) Pothier : *Traité des obligations*, 1^{re} partie, chapitre 1, section II, § 2.

maîtres responsables des torts causés par les délits et quasi-délits de leurs serviteurs ou ouvriers qu'ils emploient à quelque service. Ils le sont même dans le cas où il n'aurait pas été en leur pouvoir d'empêcher le délit ou quasi-délit, lorsque les délits ou quasi-délits sont commis par lesdits serviteurs ou ouvriers dans l'exercice des fonctions auxquelles ils sont employés par leurs maîtres, quoiqu'en l'absence de leurs maîtres : *ce qui a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques.* » C'était également la pensée de Bourjon (1) : « Il s'ensuit qu'il (le maître) est garant du fait de son cocher; *c'était à lui à en choisir un qui, en le servant, ne nuisît point aux autres.* » Ainsi la pensée de nos auteurs est très claire : si les domestiques causent à autrui quelque dommage, c'est, présume-t-on, que les maîtres ont choisi de mauvais domestiques. Ici la présomption de faute consiste à être réputé, non pas avoir mal surveillé les domestiques, mais les avoir mal choisis : c'est la *culpa in eligendo* substituée à la *culpa in vigilando*. Dès lors, peu importe la preuve qu'on n'a pas manqué de vigilance vis-à-vis de son domestique; on l'a mal choisi, et cela suffit.

66. — Les interprètes ont senti tout ce qu'avait d'injuste une pareille présomption. On a fait remarquer depuis longtemps que les meilleurs employés pouvaient commettre des imprudences passagères,

(1) Bourjon : *Le Droit commun de la France et la coutume de Paris*, livre VI, titre III, chapitre VII, section II.

des fautes purement involontaires qu'il était impossible de prévoir au moment où les maîtres les ont arrêtés. Ces derniers n'ont donc pas, dans la plupart des cas, à se reprocher un mauvais choix, et il est excessif de faire peser sur eux la responsabilité de fautes qu'il n'était en leur pouvoir ni de prévoir, ni d'empêcher (1). Il fallait donc chercher à cette disposition un fondement différent, et la subtilité des jurisprudences s'y est exercée.

67. — Une première doctrine, venue d'Italie (2), fait du domestique et du préposé les mandataires, au sens strict, de leurs maîtres et commettants. Comme tels, ils représentent ces derniers qui sont engagés directement par des délits qu'ils n'ont pas commis. Dès lors, dès qu'on aura établi la faute des mandataires, les mandants ne pourront plus s'exonérer de la responsabilité sous aucun prétexte.

On aboutit donc ainsi, par une autre voie, aux mêmes résultats que la théorie classique. Reste à savoir si cette fiction est admissible. Nous ne le croyons pas. Elle est manifestement contraire à l'intention des parties qui n'ont sûrement envisagé entre elles que la possibilité de rapports normaux naissant

(1) D'autres fondent leurs critiques sur cette idée, qu'il est à peu près impossible dans la vie de se passer de domestiques et de préposés. Dès lors, on ne peut pas les choisir plus soigneusement qu'on ne choisit « son tailleur ou son cordonnier ». (Giorgi : *Teoria delle Obbligazioni*, tome V, page 362)

(2) Chironi (*colpa extra-contrattuale*) cité par Orlando : *Saggio di una nuova teoria sul fondamento della responsabilità civile* (Palermo, 1894), page 39 et suivantes.

de l'ouvrage à exécuter ou des services à rendre. On ne pourrait donc, à la rigueur, parler ici que d'un mandat imposé par la loi : fiction toute gratuite et que rien n'autorise. Cette théorie qui respectait la notion traditionnelle de la faute n'eut que peu de succès auprès des novateurs : « En somme, dit un autre auteur italien, Orlando (1), il nous semble que Chironi ne fait que substituer une fiction à une autre. » F'fiction bien plus injustifiable encore que la première, aurait-il pu ajouter; puisqu'il peut arriver qu'en fait les maîtres aient choisi imprudemment de mauvais domestiques, tandis qu'on ne peut guère admettre qu'ils aient jamais entendu être représentés par eux quand ceux-ci commettraient des délits.

« 8. — Il fallut donc recourir à une autre théorie, et l'on imagina alors la suivante. Le maître est tenu de réparer les préjudices causés par son préposé, en vertu d'une obligation légale. « Il s'agit de quelqu'un qui agit pour lui, qui travaille pour lui, dont il utilise l'activité à son service : il prend donc pour lui et à son compte tous les résultats de son activité, ce qu'il produira de bon comme ce qu'il produira de mal (2). » Donc les risques des dommages occasionnés par le préposé sont la contrepartie des profits dont il est la source pour son commettant. D'ailleurs, on remarque que la loi donne une solution contraire en ce qui concerne les enfants, élèves, apprentis, toutes

(1) Orlando, *op. citat.*, page 40.

(2) Saleilles, *op. citat.*, page 32.

personnes qui précisément ne sont d'aucun rapport, d'aucun *rendement*, si l'on peut dire, pour leurs parents, instituteurs et artisans. Et l'on insiste sur le cas de l'apprenti qui, lui aussi, choisi par son patron, n'est pas un instrument de production, et, à ce titre, ne peut pas engager la responsabilité de celui-ci d'une manière absolue. S'il en est ainsi (et voici l'argument d'analogie que nous annoncions), pourquoi ne pas assimiler la responsabilité du fait des choses à celle du fait des préposés et domestiques? Comme ceux-ci, les choses sont des instruments de production, ce sont des forces au service d'une volonté, des sources de profits mais aussi des causes de pertes. C'est donc un risque pur et simple, et non pas seulement un engagement de surveillance qu'assume le maître.

69. — Voilà l'argument; et si tel est, en fait, le fondement de la responsabilité des maîtres et commettants, il faut avouer qu'il existe une analogie considérable entre les deux situations. Mais, sur ce fondement, nous croyons que le système en question se méprend absolument. Les rédacteurs du Code l'ont déclaré à maintes reprises, leurs raisons étaient, dans la matière, les mêmes que celles de Pothier. Voici d'ailleurs, en quelques mots, l'histoire, dans la rédaction du Code civil, de la responsabilité des maîtres et commettants, telle qu'elle ressort très clairement de la lecture des travaux préparatoires. Dans le projet primitif du Conseil d'État, les maîtres et commettants étaient admis, au même titre que les parents, à

prouver qu'ils n'avaient pas pu empêcher le fait domageable. La section de législation du Tribunat, au contraire, les fit exclure du texte et leur substitua les instituteurs et artisans dont il n'avait pas été parlé. Et voici le motif qu'elle donna : « Il serait dangereux, à l'égard des maîtres et commettants, d'admettre l'exception portée par le paragraphe cinquième; car il pourrait en résulter qu'ils ne seraient point tenus du dommage par cela seul qu'ils n'y auraient pas été présents, même quoiqu'il eût été commis dans des fonctions auxquelles les domestiques et préposés auraient été employés; ce qui serait contre l'intention des auteurs du projet (1). » Ainsi la Section ne veut pas que les maîtres soient déchargés de la responsabilité par cela seul qu'ils n'ont pas pu empêcher le dommage, par cela seul qu'ils n'y ont pas été présents. *Ce serait contraire à l'intention du projet.* Le fait même d'avoir employé à ces fonctions de mauvais domestiques, d'avoir mal choisi leurs préposés suffit à les engager. C'est donc bien sur une faute initiale que l'on veut baser leur responsabilité, cela est de toute évidence. D'ailleurs, cette idée reparaît dans tous les discours qui ont suivi : dans celui de Treilhard au Corps législatif : « Ainsi réglée, la responsabilité est de toute justice. Ceux à qui elle est imposée ont à s'imputer, pour le moins, les uns de la faiblesse, les autres *de mauvais choix*, tous de la négligence. Heureux si leur conscience ne leur

(1) Fenet, tome XIII, page 459 et suivantes.

reproche pas d'avoir donné de mauvais principes et de plus mauvais exemples », et même dans celui de Bertrand de Greuille : « N'a-t-il pas (le maître) à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants ou maladroits? Et serait-il juste que des tiers demeuraient victimes de cette *confiance inconsiderée* qui est la cause première, la véritable source du dommage qu'ils éprouvent? » Il est vrai qu'il semble assigner en même temps un autre fondement à la responsabilité qu'il représente comme une contrepartie des services dont jouit le maître. Mais c'est là une opinion isolée et qu'il n'a d'ailleurs pas développée. Elle prouve tout au plus qu'il est facile, avec de la bonne volonté, de trouver dans les travaux préparatoires un germe à tous les systèmes. Terrible lui-même, dans un discours postérieur, ne laisse-t-il pas entendre que les maîtres et commettants peuvent faire la preuve contraire? Il ne faut voir là, à n'en pas douter, qu'une distraction de sa part, qui ne peut prévaloir contre le texte de la loi et contre l'intention de ceux qui l'ont faite.

70. — Nous dirons donc, pour conclure, que l'intention du législateur a été des plus claires : voir dans le dommage causé par un domestique ou un préposé, non pas la conséquence d'un défaut de surveillance, mais la suite, plus ou moins éloignée, d'un mauvais choix. Donc, pas de preuve contraire de la part du maître. Sinon, dit M. Colmet de Santerre, le maître ne pourrait plus se faire remplacer par un préposé; il se ferait accompagner par lui. Donc,

quand on dénonce l'insuffisance du fondement de la responsabilité, c'est tout simplement un reproche qu'on fait au législateur, et (c'est ce que nous avons voulu établir), on n'en peut pas tirer argument pour édifier une théorie nouvelle.

Et, quant à cette corrélation qu'on veut établir entre le domestique, source de profits mais aussi de risques pour son maître, et l'apprenti, ne rapportant rien au patron, mais aussi n'engageant la responsabilité de ce dernier que dans les limites de la surveillance, elle ne semble pas exacte. L'apprenti travaille ordinairement avec moins de profit peut-être que l'ouvrier, mais enfin il travaille pour son maître. L'article 1 de la loi du 22 février 1851 définit en propres termes le contrat d'apprentissage : « celui par lequel un fabricant, un chef-d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne *qui s'oblige, en retour à travailler pour lui*; le tout à des conditions et pendant un temps convenus. » Quelquefois seulement, l'apprenti paie son maître non en travail, mais en argent; mais c'est là l'exception. Pourquoi donc, quand c'est d'un délit commis par un apprenti qu'il s'agit, le maître a-t-il le droit de faire la preuve contraire? C'est que, forcément, le choix, qui peut être et que la loi exige très sévère, sous des sanctions rigoureuses, pour un ouvrier, ne peut pas l'être autant pour un apprenti. Celui-ci a peu ou pas travaillé; n'ayant, pour ainsi dire, pas de passé, il n'offre aucune espèce de références. De plus, comme il ne sera pas payé, le patron

y regardera d'ordinaire, et à bon droit, de beaucoup moins près. On ne peut donc exiger de son maître qu'une grande surveillance, mais non pas un soin aussi méticuleux dans le choix.

B. — ARTICLE 1386.

71. — L'article 1386 lui-même, nous dit-on, base la responsabilité du propriétaire d'un immeuble sur autre chose qu'un délit ou un fait d'imprudence. Car il le déclare responsable lorsque la ruine est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de la construction. Que le défaut d'entretien puisse être imputé à faute au propriétaire, cela se comprend; mais le rendre responsable d'un vice de construction, c'est manifestement fonder sa responsabilité sur un risque, et non sur une faute. Comment prétendre, en effet, qu'il a commis une faute lorsqu'il a ignoré ce vice de construction ou lorsqu'il lui était impossible de le découvrir? C'est là, dit-on, une responsabilité attachée à la propriété elle-même (1).

72. — Nous ferons ici la même réponse qu'à l'argument tiré de l'article 1384 : il nous est impossible d'admettre une pareille théorie. Il est incontestable, à consulter les travaux préparatoires, que, dans les deux cas dont il s'agit, le législateur a présumé, invinciblement sans doute, mais qu'il a présumé la faute du propriétaire. Pourquoi cela? Nous allons en trouver la raison dans les travaux préparatoires au discours

(1) Cf. Huc, tome VIII, n° 454.

du Tribun Bertrand de Greuille (1). « C'est donc le seul fait de l'éroulement qui peut légitimer la plainte et la demande du lésé et déterminer une condamnation à son profit. C'est après cet éroulement qu'il est permis d'examiner le dommage, de fixer son importance, et c'est alors enfin que le juge en prononce la réparation, s'il est établi que la négligence du maître à entretenir son bâtiment ou *l'ignorance des ouvriers qu'il a employés à sa construction* en ont déterminé la chute. » Voilà qui est clair. D'après les paroles du Tribun on peut interpréter ainsi l'article 1386 : ou la ruine est due à un défaut d'entretien, et c'est alors la *négligence du maître* qui fondera sa responsabilité, ou elle est due à un vice de construction, et alors celle-ci sera basée sur l'ignorance des ouvriers, c'est-à-dire, dans la pensée du législateur, sur *la faute du maître qui aura choisi des ouvriers ignorants*. Quelle preuve contraire serait possible ? Dans les deux cas, le propriétaire a commis une faute : ou en négligeant d'entretenir sa maison, *culpa in vigilando*, ou en choisissant des ouvriers ignorants, *culpa in eligendo*. C'est donc à cette dernière théorie, sans aucun doute, que se réfère implicitement le législateur quand il nous parle ici du vice de construction. Peut-être, dira-t-on qu'ici encore cette théorie est inexacte, qu'elle ne cadre pas avec les faits, et qu'on peut imaginer bien des cas où il y aura vice de construction sans qu'il y ait en réalité faute du propriétaire. Par exemple, ce

(1) Fenet, tome XIII, page 477, article 1386.

n'est pas lui qui a choisi les ouvriers, il a acheté la maison toute faite, et, d'ailleurs, aucun vice ne se révélait à l'œil le plus exercé; ou bien il a employé un entrepreneur, des ouvriers qui, de l'avis de tous, étaient les meilleurs et les plus consciencieux. Autant de cas où il est abusif de présumer d'une manière absolue la faute du propriétaire. Tout cela est très exact, et l'on pourrait encore multiplier les exemples. Mais ce n'est pas nous qui avons fait la loi. Vraies ou fausses, ces théories ont été celles du législateur, et, dans l'espèce, il n'est pas douteux qu'il ait vu faute de propriétaire là où il y a vice de construction. On peut en trouver une preuve de plus dans l'observation que fit Regnaud (de Saint-Jean d'Angély) au Conseil d'État sur l'article 20 du projet, futur article 1386. Il « propose de se borner à dire *par sa faute* et de retrancher ces mots *par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction*, de peur qu'en énonçant quelques cas, la loi ne paraisse décharger de la responsabilité pour les autres, suivant la règle : *inclusio unius est exclusio alterius* (1). » Regnaud voit donc une faute du propriétaire dans le cas de vice de construction aussi bien que dans le cas de mauvais entretien, à coup sûr une *culpa in eligendo*. C'est également le sentiment de Malleville : « *Lorsqu'elle est arrivée par* : on proposa d'ajouter simplement *par sa faute*, de peur qu'en annonçant quelques cas, on ne parût exclure

(1) Fenet, tome XIII, page 455, article 1386.

les autres. Cette proposition ne fut pas adoptée; il est difficile, en effet, de concevoir d'autres cas que ceux expliqués dans l'article qui puissent rendre le propriétaire garant (1). » Nous trouvons un reflet de ces conceptions du législateur de 1804 dans les conclusions de l'avocat général Sarrut sur l'affaire Guisseyz-Teffaine (2). « Pour les choses inanimées..., le propriétaire n'est pas responsable en principe (3), excepté dans l'hypothèse de l'article 1386, et encore à la condition que la preuve soit faite que le bâtiment a péri par vice de construction ou par défaut d'entretien. On peut même aller jusqu'à dire qu'en réalité le Code n'a pas dérogé, en ce qui concerne les choses inanimées, à la règle fondamentale posée aux articles 1382 et 1383, que la preuve de la faute du défendeur doit être rapportée. En effet, quand il est établi que la ruine du bâtiment provient du défaut d'entretien ou d'un vice de construction, *n'est-il pas manifeste que la preuve de la faute du propriétaire est par cela même administrée?* Le dommage résulte de la négligence du propriétaire (article 1383. C. civil) : *s'il avait surveillé attentivement, il aurait aperçu le vice de construction; s'il avait fait les réparations nécessaires le bâtiment ne se fût pas écroulé* (4). »

(1) Malleville : *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, tome III, page 163, sur l'article 1386.

(2) D. 1897. 1. 440.

(3) Bien entendu, nous n'admettons pas cette opinion.

(4) Dans le même esprit, la Cour de Dijon a décidé, avec beaucoup de raison, qu'une commune, propriétaire d'un édifice classé parmi les monuments historiques, n'est cependant pas responsable du dommage

73. — Résumons-nous. Si nous voulons nous en tenir, sur le fondement juridique de la responsabilité du fait des choses, à la méthode traditionnelle, c'est-à-dire rechercher ce qu'a voulu le législateur, il est indéniable que celui-ci n'a pas eu en vue, même dans les articles 1384 et 1386, autre chose que la faute. Nous croyons qu'il n'a innové qu'en établissant dans l'article 1384 1^o une responsabilité *directe* du fait des choses. Cela se conçoit. Il ne faisait que dispenser d'une preuve souvent difficile la victime de l'accident. Mais, quant au fondement de cette responsabilité directe, il était trop imbu de l'ancien droit et des conceptions de Pothier pour en imaginer une autre que la faute. « Lorsqu'on a bien compris, dit M. Sauvaire-Jourdan (1), la légitimité et l'excellence pratique du risque professionnel (et nous disons la même chose du risque découlant de la propriété) il faut bien alors reconnaître que, par contre, cette solution viole de la façon la plus évidente les principes de notre droit actuel en matière de responsabilité. Pas de responsabilité sans faute, tel est le principe essentiel. » C'est parce que certains auteurs ont contesté cette conclusion que nous avons cru nécessaire de nous étendre assez longuement sur les articles du Code qui peuvent paraître apporter une dérogation à cette

causé par sa ruine, bien que l'accident soit la suite d'un vice de construction, *aucune présomption de faute ne pouvant peser sur elle* dès l'instant où elle a cessé d'avoir le droit de remédier aux vices de construction (Dijon, 21 janvier 1869. S. 1870. 2. 74).

(1) Sauvaire-Jourdan : Compte rendu d'un ouvrage de M. Tarbouchiech dans *Revue du droit public*, 1897-1, page 350.

vieille théorie de la faute. Après examen, nous arrivons, nous, à ce résultat : partout où il existe une responsabilité directe, ce ne peut être, dans la pensée des rédacteurs du Code, qu'en vertu d'une présomption de faute.

Mais la question s'élève précisément de savoir si la méthode d'interprétation classique, qui nous a conduit à ce résultat, est bien celle que nous devons employer dans l'espèce. Nous ne le pensons pas. Pour tout dire, nous croyons que, *dans l'interprétation d'un résultat de droit*, la pensée du législateur ne s'impose pas à nous, et nous allons dire pourquoi. Mais on comprendra que la question est assez importante, tant au point de vue de notre thèse qu'au point de vue général, pour que nous y apportions quelque développement.

SECTION IV. — Impuissance de la méthode d'interprétation classique du Code en général, et nécessité de lui en substituer une autre, surtout dans notre matière.

74. — Le problème de la méthode dans l'interprétation est né de la constatation de deux faits qui sont en opposition l'un avec l'autre : d'un côté, le Code civil dont nous a dotés le législateur de 1804 est resté le même ou à peu de chose près, dans son texte et dans son esprit; d'un autre côté, la société, pour lequel il a été fait, a profondément changé, ses idées et ses mœurs ont évolué, de nouveaux besoins se sont fait jour, des situations nouvelles sont appa-

rues. Et, tous les jours, la distance s'est accentuée entre la loi et la réalité sociale, celle-ci avec toute la complexité et la richesse de ses points de vue, celle-là, figée dans des textes immuables. La composition des patrimoines, les relations de famille, les conditions du travail, les besoins du commerce, tout cela s'est transformé : les richesses immobilières ont été dépréciées au profit de la fortune mobilière qui a pris un développement colossal, la famille s'est éparpillée, le monde du travail a été révolutionné par le machinisme et par ses conséquences, la vie civile s'est de plus en plus commercialisée. Et, malgré cela, les textes de lois sont restés les mêmes, manifestement insuffisants dans bien des cas et en retard sur les événements.

75. — Doit-on se borner à constater cette opposition fâcheuse et à solliciter, pour la faire cesser, une intervention toujours lente et pleine de périls du législateur? Personne ne l'admet; la doctrine et la jurisprudence ont ici un rôle des plus importants à jouer (1). Quelle sera leur mission? Dans quelles limites seront-elles renfermées? et de quels principes auront-elles à s'inspirer? C'est toute la question de *la méthode de l'interprétation juridique*.

Une chose, d'abord, est certaine. C'est que là où les textes sont formels, là où la volonté du législateur

(1) En fait, elles ont toujours joué ce rôle et de la manière la plus utile. Qu'il nous suffise de rappeler, entre beaucoup d'autres, les importantes théories des assurances, des titres négociables, de la dot mobilière, etc.

ne fait pas de doute, quels que soient les inconvénients ou l'anachronisme de ses solutions, les interprètes n'ont qu'à s'incliner. Jusqu'à ce qu'il soit abrogé, le texte lie tout le monde. Ce n'est donc pas dans ce cas que la doctrine et la jurisprudence ont à faire œuvre créatrice. Nous nous plaçons dans les hypothèses où la volonté du législateur n'est pas formelle; et elles sont fréquentes :

Ou bien il n'a pas donné de solution précise;

Ou bien il n'a pas prévu la situation, parce qu'il l'a négligée ou qu'il ne pouvait pas la prévoir à l'époque où il a légiféré.

76. — On peut concevoir alors l'œuvre des interprètes de deux manières différentes :

1^o Une première méthode consiste à dégager des solutions d'espèce que pose le législateur, dans une matière donnée, une *idée dominante* que celui-ci n'a exprimée nulle part, mais qui s'impose nécessairement à l'esprit si l'on veut relier entre eux et ramener à l'unité logique les différents textes de cette matière. Une fois cette idée trouvée, on la met en œuvre et on en tire, par voie de déduction, toutes les conséquences qu'elle renferme; à l'aide de ce fil directeur, on résout les difficultés, on explique les textes obscurs, *on donne des solutions là où le législateur n'en a pas donné*. C'est la méthode classique, la *méthode abstraite*, qu'on a le plus souvent employée dans l'interprétation du Code (1).

(1) Pour donner un exemple, cette méthode, appliquée à l'objet de

Cette méthode de déduction a des avantages : elle satisfait d'abord notre besoin intellectuel d'harmonie et de logique, mais surtout elle écarte l'arbitraire des interprétations. Pourvu qu'on admette ce principe, cette idée directrice, chacun peut apercevoir d'avance par le raisonnement les solutions qui en découlent, Mais à côté de ces avantages secondaires, elle présente bien des inconvénients pratiques (1). Le plus grave, le seul sur lequel nous voulons présentement insister, c'est d'appliquer à des situations modernes, non pas des dispositions écrites surannées (ce qui est très fâcheux, mais inévitable), mais des idées vieilles de près d'un siècle; c'est de ne tenir aucun compte des changements qui se sont produits dans les objets du droit, c'est de faire de la logique, qui est chose

notre étude, donnerait les résultats suivants. Il s'agit de savoir dans quelles conditions un propriétaire est responsable du préjudice causé par sa chose. L'article 1384 1^o pose bien un principe général, mais son laconisme nous force à l'interpréter. Qu'allons-nous faire? L'idée qui domine tout le chapitre des délits et quasi-délits n'est pas difficile à découvrir : c'est l'*idée de faute*; c'est elle qui a sûrement inspiré le législateur. Après cette constatation, nous redescendons à l'article 1384 1^o, car « toute construction juridique est comme une échelle double », et, appliquant cette idée au cas particulier du préjudice causé par une chose, nous concluons que la victime, pour obtenir une indemnité, doit prouver la faute du propriétaire. Voyez, comme exemple de cette manière de raisonner, Boudaud : *Des clauses de non-responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes* (Paris, 1896), page 22, n^o 12.

(1) La critique de ce procédé d'interprétation a été surtout faite par M. Saleilles dans un remarquable article des *Annales de droit commercial* (année 1892, 2^e partie, pages 287 et suiv., spécialement page 290, n^o 4) : *Les Théories allemandes sur les droits qui, au cas de contrat synallagmatique, appartiennent à la partie poursuivie en paiement, lorsque son adversaire, de son côté, n'exécute pas ses engagements.*

immuable, alors que le droit est une matière pratique et perpétuellement en évolution. Sans compter qu'au point de vue de la rigueur scientifique, on exagère bien souvent la pensée du législateur, et qu'on lui fait dire parfois des choses auxquelles il n'a jamais songé (1).

2° Aussi un grand courant s'est-il dessiné, dans ces derniers temps, pour substituer à cette méthode d'interprétation une autre méthode. Dans tous les cas où le législateur ne s'est pas exprimé très nettement, dans tous les cas où l'on ne peut arriver à une solution que par une interprétation de la loi, c'est-à-dire, en somme, par une création plus ou moins arbitraire de l'interprète, on préfère se demander, non pas quel *principe abstrait* domine la matière, mais à quel *but* elle correspond. Au lieu de partir d'une idée à *priori* pour en faire découler les conséquences, on part de la constatation du résultat à obtenir, suivant le but de la loi, et c'est de là seulement que s'élève la théorie juridique satisfaisante. C'est ce qu'Ihering appelait le *Zweck im Recht*. Or, quel est le but à atteindre? D'après cette théorie, en matière de contrats, on recherche avant tout *l'intention des parties*, en matière de dispositions d'ordre public, on recherche *la solution la plus en harmonie avec l'évolution sociale du pays*.

77. — Telle est la méthode que nous voudrions voir

(1) Par exemple, ne trouve-t-on pas tous les jours, dans les travaux préparatoires, des arguments pour les thèses les plus contradictoires?

employer en général, et que nous avons l'intention de suivre pour la recherche du fondement juridique de la responsabilité du fait des choses. Et cela pour deux raisons :

1° Parce que cette méthode d'interprétation est légitime,

2° Parce qu'elle est la plus progressiste et la plus féconde.

78. — 1° *Elle est légitime*, parce que nous croyons que nous ne sommes pas obligés de conserver les *théories* du législateur (nous ne disons pas les *décisions* de la loi), lorsque celles-ci sont manifestement vieilles et hors d'usage. Nous ne voulons pas dire par là que le rôle du législateur consiste à ordonner ou à prohiber des résultats juridiques, sans avoir à se laisser guider par des théories. Il est bien évident que ses ordres, contenus sous forme d'articles dans les Codes, ne sont, au contraire, que les développements d'une pensée maîtresse qui les inspire. Supposer le contraire serait faire croire que les Codes sont l'œuvre de fous ou d'incapables. Seulement nous prétendons que le législateur, *en tant que législateur*, ne peut nous *imposer* que des résultats de droit. Autrement dit, nous pouvons décomposer un article de loi en trois éléments :

1° La *décision législative*,

2° La *théorie juridique* qui la relie à d'autres décisions,

3° Les *motifs*, économiques ou moraux, qui ont inspiré le législateur.

Or, au point de vue rationnel, c'est à la *décision législative* que doit se borner la fonction du législateur. Là s'arrête son pouvoir. S'il veut faire des théories, s'il veut coordonner ses décisions et en chercher l'idée centrale, il fait alors œuvre de jurisconsulte, et, comme telle, cette œuvre est perpétuellement révisable par d'autres jurisconsultes, à mesure que changent les conditions économiques ou morales de la société. Conséquence : partout où les textes sont suffisamment élastiques, partout où nous ne nous heurtons pas à une volonté exprimée de façon claire et précise, nous avons le champ libre, et nous pouvons interpréter les articles de nos Codes selon des manières de voir toutes nouvelles et avec des résultats complètement différents de ceux qu'aurait pu prévoir le législateur (1).

(1) Prenons un exemple tiré de notre sujet lui-même. Il est incontestable (et nous croyons l'avoir démontré plus haut) que le législateur de 1804 a fait découler d'un *culpa in eligendo* la responsabilité des maîtres et commettants. On n'a qu'à lire les travaux préparatoires pour en être convaincu. Or, aujourd'hui, en 1899, l'analyse juridique étant plus subtile, on a creusé le sujet plus à fond, et l'on est arrivé à ce résultat que l'idée de faute est absolument insuffisante pour expliquer le résultat imposé par la loi. On veut y substituer l'idée de risque. Nous trouvons ce procédé absolument légitime, d'après notre méthode d'interprétation. Tout ce que nous avons voulu dire en repoussant les arguments tirés des articles 1384 et 1386, c'est ceci : en s'en tenant à la méthode classique d'interprétation qui recherche l'intention du législateur, nous n'avons rien à tirer de ces articles dans le sens du risque. Au contraire, en nous plaçant à un autre point de vue, à un point de vue historique, nous apercevons dans ces dispositions la trace d'une conception, obscure en 1804, qui s'est précisée dans la suite, et que nous avons le droit maintenant de substituer à la vieille théorie de la faute.

79. — 2° Il y a plus. Cette méthode est *plus progressive et plus féconde* que toutes les autres, parce qu'au lieu de partir des *conceptions*, désormais immuables, du législateur, elle part de la constatation des *faits* qui forment la trame de la vie sociale. Elle observe « les états de fait successifs engendrés par le mouvement même des sociétés, suivant la voie naturelle de leur formation (1) ». C'est la *méthode historique* substituée à la *méthode abstraite* (2).

(1) Bufnoir : *Bulletin de la Société de législation comparée*, janvier 1891, page 66.

(2) Malgré tout, nous aurions scrupule de rompre avec des traditions anciennes d'interprétation, si nous ne faisons autre chose que d'exprimer la tendance de toute la doctrine nouvelle. Et nous ne pouvons mieux faire que d'apporter ici quelques citations. Quant à la doctrine, nous citerons, en première ligne, les publications si intéressantes de l'un de nos maîtres (Saleilles : *Annales de droit commercial*, année 1891, page 219 et suiv.; année 1892, page 290 et suiv.; année 1897, pages 46-49. — Voyez encore *les Accidents de travail et la responsabilité civile*, page 47) qui n'a cessé de protester contre « le mode d'interprétation qui est né de la codification », et qui déclarait encore tout récemment que « le droit civil ne consiste pas uniquement dans une suite de déductions logiques; il a par lui-même une souplesse et une élasticité qui lui permet de se plier aux exigences des faits. La loi subit forcément l'influence des changements économiques et sociaux qui se produisent ». (Note au Dalloz. 1897. 1. 434.) Cette méthode a également été fort bien exposée par M. Sauvaire-Jourdan : « Le Code civil n'est pas un livre de droit révélé pouvant servir, immuable, à des conditions sociales sans cesse en voie de changement; un code ne doit être qu'un point de départ, etc... » (*Revue du droit public et de la science politique*, année 1897, 1^{re} partie, pages 346-353.)

En pratique, la note caractéristique de cette doctrine a été donnée par le commissaire du gouvernement Romieu dans les conclusions présentées au Conseil d'État à propos de l'affaire Cames (S. 1897. 3. 35. 1^{re} colonne). Il commence par constater la nécessité sociale d'une théorie du risque professionnel. C'est bien la manière de procéder : à

80. — Reste à savoir quelles doivent être les conditions de cette observation : elle sera aussi large que possible. Tout en s'inspirant des besoins du moment, on n'oubliera pas « qu'il y a dans tout développement social des besoins de justice et de morale universelle à satisfaire (1) ». L'interprète fera des incursions dans tous les domaines du droit. Car « pour interpréter un Code de droit civil il faut surtout faire du droit public et de l'économie politique. Du droit public, pour connaître et savoir apprécier ce qui est dogme intangible ne pouvant être modifié que par une loi. De l'économie politique, pour apprécier parmi les solutions d'ordre économique dans quelle mesure elles peuvent et doivent se plier aux

défaut d'un texte, partir du résultat à atteindre. Puis il ajoute : « *Nous sommes, quant à nous, convaincu que rien dans le Code civil ne s'oppose à ce que le patron soit déclaré responsable, vis-à-vis de l'ouvrier, des accidents auxquels ce dernier se trouve exposé par les conditions mêmes du fonctionnement de l'établissement industriel.* » Il est difficile d'indiquer d'une manière plus saisissante la profonde évolution qui s'est opérée dans la doctrine. On ne dit plus : « Nous sommes convaincu que le Code civil permet de... » ; on dit : « Nous sommes convaincu que le Code civil ne s'oppose pas à... » On s'est scandalisé d'une pareille manière de parler : « C'est là, dit M. Ennein (Note au Sirey, 1898. 1. 66. 1^{re} colonne), renverser les termes du problème. Pour que cette solution soit possible, il faut que le principe en soit contenu dans les articles du Code civil, soit fourni par eux ; il ne suffit pas qu'ils ne contiennent aucune solution directement contraire », et il ajoute : « On tombe par là en pleine jurisprudence prétorienne. » Jurisprudence prétorienne, soit ! Le mot ne nous effraie pas et la chose n'a pas trop mal réussi aux Romains. D'ailleurs, nous assignons plus loin des limites très précises à l'action de cette jurisprudence.

(1) Saleilles : *les Théories allemandes*, etc. (*Annales de droit commercial*, année 1892, 2^e partie, page 293.)

modifications de l'économie sociale (1) ». Il ne se cantonnera pas exclusivement dans les conceptions d'un pays donné; elle s'appuiera « même pour l'interprétation d'une législation spéciale... sur les données générales du droit comparé », de ce droit comparé qui « doit fournir, en se combinant avec les traditions de chaque pays, le point d'orientation vers lequel doit se diriger l'interprétation juridique, si peu que les textes lui laissent une certaine liberté d'allure (2) ». Supérieure à l'exégèse des textes, la nouvelle méthode fera du droit « une science d'éclaireur, plus disposée à s'affranchir de certaines formules, mieux préparée à faire œuvre créatrice et prête à fournir à chaque besoin nouveau les conceptions juridiques qui lui conviennent (3) ».

81. — Notre droit deviendra ainsi un droit large, universel, vraiment humain, au lieu d'être un droit abstrait, romaniste, ossifié dans une dogmatique morte, pour parler comme Gierke (4). Ce ne sera plus un *mécanisme* rigide, composé de rouages savamment agencés, mais dont le métal, s'usant peu à peu, ne peut être réparé que par une intervention extérieure. Ce sera un *organisme* vivant, en communication perpétuelle avec la vie sociale, et qui, soumis, lui aussi,

(1) Saleilles : *Etude sur l'histoire des Sociétés en commandite*. (Annales du droit commercial, année 1897, page 48.)

(2) Saleilles : *Contribution à l'étude des méthodes juridiques*. (Annales du droit commercial, année 1891, 2^e partie, page 219.)

(3) Saleilles, *loc citat.*, page 220.

(4) Gierke : *Die sociale Aufgabe des Privatrechts* (Berlin, 1889), page 115.

aux grandes lois physiologiques de l'assimilation et de la désassimilation, empruntera spontanément au milieu les principes de sa vie et éliminera de même les éléments vieillis ou nuisibles. Et, si nous ne craignons de prolonger une métaphore exacte, mais qui peut sembler prétentieuse, nous dirions que le texte de la loi n'est et ne doit être que le squelette inerte sur lequel viennent d'insérer les conceptions vivantes de la doctrine et de la jurisprudence.

82. — Nous ne nous dissimulons pas la grosse objection qu'on peut faire à une telle méthode. C'est une méthode élastique, tellement élastique, dira-t-on, qu'on n'en voit pas bien les limites. N'est-il pas à craindre qu'en partant de ce principe que toutes les conceptions doctrinales de la loi sont révisables, on ne s'arroe bientôt le droit d'en bouleverser les plus anciennes et les mieux établies, sous prétexte qu'elles sont incompatibles avec l'état actuel? Si la jurisprudence s'engage dans cette voie où s'arrêtera-t-elle? Une telle objection n'est pas décisive. La jurisprudence, dominée d'ailleurs et guidée par la Cour suprême, ne procède jamais par à-coup, et ne réforme que lentement et sûrement. Elle arrivera à constituer ainsi un ensemble de solutions qui seront aussi fermes, mais en même temps plus malléables que celles des Codes. Qu'il nous suffise de rappeler ce qu'elle a fait en matière d'assurances, de titres au porteur, etc... Au reste, il est possible de poser des limites très précises à son action créatrice :

1° N'intervenir que lorsque la loi n'a sûrement

pas prévu dans son texte la situation dont il s'agit;

2° Ne se mettre jamais en contradiction avec un texte. De cette façon la loi aura la souplesse de la coutume sans en présenter les dangers.

C'est dans ces limites et à l'aide de la méthode, non pas abstraite, mais historique, que nous allons rechercher quel fondement il nous faut assigner à la responsabilité du fait des choses. Puis qu'aussi bien le législateur, après avoir établi la responsabilité *directe* du fait des choses, ne s'est pas expliqué sur le fondement qu'il lui attribuait, nous allons nous demander non pas quelle aurait pu être sa théorie, mais quelle est celle à laquelle aboutit, à l'heure actuelle, l'évolution du droit. Or la théorie de l'obligation légale, que n'ont pas soupçonnée les rédacteurs du Code, est le produit normal de cette évolution : donc, c'est elle que nous devons adopter. Voilà, en deux mots, le plan du reste de notre étude.

SECTION V. — Recherche, à l'aide de cette nouvelle méthode, du fondement juridique, de notre responsabilité. Exposé de la théorie de l'obligation légale.

83. — Arrivés à ce point de notre travail, voici les résultats que nous avons déjà obtenus. Nous avons pris le texte de l'article 1384 1° : « On est responsable du préjudice causé par le fait des choses qu'on a sous sa garde », et nous avons constaté qu'une chose, mais une seule chose, ressort avec évidence de ses

termes. Par là même qu'un préjudice est causé par le fait d'une chose qu'on a sous sa garde, on est responsable directement et sans preuve d'aucune sorte. C'est la volonté formelle du législateur : en l'exprimant nous avons *constaté* un résultat de droit, nous n'avons pas *interprété* la loi.

Mais ce résultat n'est pas encore suffisant. De quelle sorte de responsabilité s'agit-il là? Quel en est le motif? Le fondement juridique? Quelles en sont, par conséquent, les limites? Ici, aucune *constatation* n'est plus possible; le texte est muet : il nous faut l'*interpréter*. Et c'est alors, qu'avant de procéder à cette interprétation, nous nous sommes demandé de quelle méthode nous allions nous servir. La méthode classique nous a paru trop étroite et même dangereuse dans une matière toute nouvelle et pour un état social complètement différent de celui où se trouvait le législateur du Code civil, et nous avons proposé de lui substituer une méthode plus moderne et d'application plus féconde.

84. — Maintenant que les principes en ont été dégagés, les limites tracées aussi nettement que possible, la suite logique des idées nous amène à faire l'application de cette méthode générale à l'objet particulier que nous étudions : la responsabilité du fait des choses, et à rechercher, avec elle, la nature, le fondement, puis les limites et les conditions d'application de cette responsabilité.

85. — 1^o EXPOSÉ ET ADOPTION DE LA THÉORIE DE L'OBLIGATION LÉGALE. — Nous l'avons dit au début de ce chapitre,

trois fondements juridiques ont été proposés pour mettre à la base de l'article 1384 1° :

- a) La présomption de faute *juris tantum*,
- b) La présomption de faute *juris et de jure*,
- c) La loi.

De prime abord, nous écartons le second. La présomption de faute *juris et de jure*, appliquée à notre matière, est illogique et contradictoire. De deux choses l'une, en effet : ou l'on fait reposer la responsabilité sur une présomption de faute, et celle-ci doit tomber devant la preuve contraire, ou l'on en fait une charge de propriété, et il est alors inutile de parler de faute. Une telle conception ne peut s'expliquer qu'historiquement : elle correspond à cette période où la jurisprudence et la doctrine voulaient substituer aux théories anciennes des théories plus modernes, sans oser toutefois rompre avec les formules habituelles (1).

Nous n'avons donc en face l'un de l'autre que deux systèmes :

Celui de la présomption de faute *juris tantum*, c'est-à-dire de la présomption qui cède devant la preuve de l'absence de faute et, à plus forte raison, du cas fortuit et de la force majeure ;

Celui de l'obligation légale, dans lequel la responsabilité ne cède que devant le cas de force majeure.

Les deux systèmes sont très nets, ils représentent

(1) Le développement de cette idée a sa place toute marquée dans notre troisième partie.

les deux seuls termes possibles de la controverse. Ils sont tous les deux aussi *logiques* l'un que l'autre, et l'on peut dire que le premier a été celui du législateur, tandis que le second est de création tout à fait moderne. Mais, au point de vue où nous nous plaçons, cette constatation n'a pas d'intérêt pour nous.

Pour lequel des deux allons nous nous décider? Nous l'avons déjà dit, le second fondement, l'obligation légale, nous paraît être celui qu'il faut attribuer à la responsabilité du fait des choses. Sans doute, il n'a pas été *voulu* par le législateur, mais il est bien supérieur au premier :

1° *Au point de vue des conditions actuelles de la vie sociale;*

2° *Au point de vue de la justice et de l'équité.*

86. — 1° Au point de vue des conditions actuelles de la vie sociale, la supériorité de notre système ne paraît pas douteuse. Avec lui, en effet, tous les accidents causés par les choses, objets quelconques, animaux ou bâtiments (sauf ceux occasionnés par la faute de la victime ou la force majeure), sont réparés, et cela au plus grand profit de la sécurité publique.

Le système de la présomption de faute fait, au contraire, cesser la responsabilité dès que l'absence de faute est considérée comme prouvée. Or, à une époque comme la nôtre, où la vie semble de plus en plus un mouvement perpétuel, à une époque d'activité économique et industrielle, avec ses bienfaits incalculables, mais avec ses heurts et ses accidents quotidiens, où chacun de nous s'expose sans cesse au con-

tact souvent dangereux des choses d'autrui, n'est-ce pas un véritable anachronisme que de faire dépendre la réparation de ces accidents d'une recherche lente et difficile, aux résultats toujours incertains ? Ne serait-il pas préférable, au point de vue de la sécurité, et comme stimulant à l'action, que chacun fût assuré de n'avoir rien à craindre de ces sortes d'accidents ?

Le point de vue individualiste de la recherche de volonté où se plaçait le droit romain est devenu par trop étroit et l'on ne comprend plus que, de deux personnes qui ont souffert le même préjudice dans des circonstances absolument semblables et par le fait de la même chose, l'une des deux seulement en soit indemnisée, parce que le propriétaire de la chose a commis dans un cas une imprudence plus ou moins éloignée. Mais il y a plus.

87. — 2° Au point de vue de la justice et de l'équité, une théorie qui met le *cas fortuit* à la charge du propriétaire nous semble bien supérieure à celle qui le fait supporter tout entier à la victime.

Quelle est en effet la situation ? L'un et l'autre n'ont rien à se reprocher, l'accident étant produit par suite du fonctionnement même de la machine, de l'usure des matériaux qui composent le bâtiment, des mouvements réguliers de l'animal, etc... La victime n'a eu d'autres relations avec la chose que ce contact matériel dont elle a souffert. C'est le propriétaire, au contraire, qui l'a introduite dans le milieu social, c'est lui qui l'a fait fonctionner pour son usage ou pour son plaisir ; sans lui, sans cette intervention,

l'accident ne se serait pas produit. N'est-il pas juste qu'il en supporte seul les conséquences pécuniaires (1).

Pour plus de précision, distinguons deux hypothèses :

1° La chose qu'il a mise en circulation peut être dangereuse par elle-même (c'est-à-dire susceptible normalement de causer des accidents) et, d'un autre côté, son emploi peut n'être d'aucune nécessité sociale. On comprend, dans ce cas, que le propriétaire soit responsable, parce qu'il a commis une faute en exposant, sans nécessité, ses concitoyens à un contact dangereux. C'est ainsi que, d'après M. Labbé : « la présence des chiens dans le sein d'une cité répond moins à l'utilité publique qu'à l'agrément ou aux convenances du propriétaire. Un chien convenablement traité est pris subitement de rage, il mord, il blesse, il communique son horrible mal. Le propriétaire est, selon nous, responsable, *quoiqu'il ait pris toutes les précautions habituelles et même possibles* (2). » C'était déjà le principe posé par les édiles romains relativement à certains animaux : *Sciendum ædilitio edicto prohiberi nos canem, verrem, aprum, ursum, leonem ibi habere quâ vulgò iter fit* (3).

2° Mais, au contraire, la chose peut ou bien être dangereuse par elle-même, mais répondre à une

(1) « *Ce qui est immoral* c'est que, même à supposer l'absence de faute, les risques soient pour celui qui subit le contre-coup de l'activité des autres et non pour celui qui déploie son activité et qui devait en retirer profit. » (Saleilles dans *Réforme Sociale*, n° du 16 avril 1898, page 646.)

(2) Note du Sirey. 1886. 2. 98.

(3) Institutes, livre IV, titre IX, § 1.

nécessité sociale, ou bien n'être pas dangereuse du tout. Dans ce cas, le propriétaire n'a sûrement pas commis de faute comme précédemment. Aussi M. Labbé continue-t-il : « La situation en ce qui concerne les chevaux n'est plus la même. L'intérêt général exige l'emploi du cheval, même au milieu de la circulation des villes. *Avoir et introduire dans ce milieu un cheval n'est pas une faute.* Mais il faut choisir et n'employer à ce service que des chevaux qui ne soient ni rétifs, ni ombrageux, etc... » Cependant, même dans ce cas, notre théorie rend le propriétaire responsable (1). Il n'a sans doute pas commis

(1) A nos yeux, le grand mérite de cette théorie c'est de donner une *conception sociale* de la propriété. Le propriétaire, comme tel (et nous parlons toujours du propriétaire, parce qu'il est le gardien normal de sa chose), supporte d'abord les pertes *personnelles* occasionnées par le fonctionnement même de sa chose ou par l'intervention d'une cause extérieure : blessures personnelles, diminutions de valeur, etc. Mais il supporte aussi les risques des accidents causés par sa chose aux *membres de la même société*. Ainsi le veut la *justice sociale*. Car, à côté de la justice individuelle, il y a la justice sociale, et c'est pour avoir précisé cette idée, en fournissant une de ses applications les plus importantes, que la théorie que nous avons exposée prend à nos yeux une portée morale aussi grande.

Il est donc vrai que nous imposons une obligation légale au propriétaire, *parce qu'il est propriétaire*. N'est-ce pas là une innovation très grave ? et n'apportons-nous pas une restriction fort dangereuse à ce qu'on a toujours considéré comme absolu ? La propriété ne serait-elle plus ce droit complet, perpétuel, sans limites, ce *dominium* que nous ont légué les jurisconsultes romains ?

Un tel reproche, adressé à notre théorie, serait tout à fait immérité. La propriété est légalement un droit absolu, et s'il existe des obligations morales à la charge du propriétaire comme tel, il ne peut s'agir là que d'obligations imparfaites, c'est-à-dire qui ne peuvent et ne doivent être sanctionnées par aucune espèce d'action. Mais entre ces obligations, qui seraient une mainmise de l'Etat, et celle de réparer

de faute. Mais il n'en reste pas moins qu'il a introduit dans la société une chose dont il se sert, dont il jouit, dont il perçoit les bénéfices ordinaires et extraordinaires, et qui est la *cause* de l'accident dont un tiers a souffert. L'équité exige qu'il répare cet accident.

A ces deux points de vue, la théorie de l'obligation légale nous semble infiniment supérieure à celle de la présomption de faute. C'est pourquoi, nous conformant à nos principes d'interprétation, nous n'hésitons pas à l'adopter.

Il nous reste maintenant à exposer les conséquences les plus importantes de notre théorie.

les préjudices causés à des tiers, même sans faute, il y a un abîme. Quelle est, en effet, la situation? Un accident se produit par le fait d'une chose. Il n'a pas été causé par la faute, même légère, de la victime; sinon, celle-ci n'aurait qu'à s'en prendre à elle-même. Il n'a pas été causé non plus par la force majeure, ouragan ou incendie; sinon la victime n'aurait aucune réparation. Enfin il n'est pas dû à la faute du propriétaire : sans quoi nous rentrerions dans la théorie classique des articles 1382 et 1383. Il a été causé *par* la chose, par le fait même de son existence et de son fonctionnement. C'est un pur cas fortuit qui doit être supporté par quelqu'un. Qui le supportera? C'est alors que la société intervient et qu'au nom d'un principe de justice supérieure, elle désigne le propriétaire ou, plus exactement, le gardien de la chose. Voilà à quoi se borne son œuvre. Mais, ce faisant, elle n'a pas *créé* arbitrairement une charge à la propriété : elle a *réparti, distribué*, au mieux de la justice, un risque préexistant. En d'autres termes, ce n'est pas elle qui a créé le risque, c'est le propriétaire qui l'a créé, en introduisant sa chose dans le milieu social. Ce risque, un tiers, étranger à la chose, allait le supporter. La loi intervient, et le rend justement à celui qui l'a assumé de son plein gré.

Remarquons enfin que si nous créons une charge au propriétaire dont l'objet a causé un préjudice, nous indemnisons le propriétaire de celui qui a souffert ce préjudice, et, par là, nous rendons son droit plus solide et mieux garanti.

88. — 2° CONSÉQUENCES DE LA THÉORIE DE L'OBLIGATION LÉGALE.

89. — a) *Limites de la responsabilité.* — D'après le fondement que nous venons de lui attribuer, l'obligation consistant uniquement à réparer les dommages causés *par* les choses, elle cessera lorsque le préjudice sera causé.

a) soit par une faute, lourde ou légère de la victime : usage de la chose sans autorisation, maniement imprudent, ivresse, etc... Et c'est là du simple bon sens.

b) soit par une force majeure : incendie, orage, inondation, etc... Dans ce cas, en effet, le préjudice n'est pas causé *par* la chose. Il serait excessif et injuste de faire supporter au propriétaire un accident qu'il lui était complètement impossible de prévoir, et encore plus d'empêcher. Tandis que le cas fortuit se rattache, par nature, au fonctionnement normal et régulier de la chose, le cas de force majeure lui est tout à fait extérieur. Il ne peut donc pas entrer en ligne de compte dans les profits et pertes occasionnés par la chose : c'est à la victime à le supporter seule (1). Ajoutons que, l'obligation de réparer ayant un caractère légal, il s'ensuit que la convention qui aurait pour but de l'écarter serait nulle, comme contraire à l'ordre public. Pas d'irresponsabilité conventionnelle. A ce point de vue, « la théorie de l'obliga-

(1) Cf. Jossierand, *op. citat.*, pages 120 et suivantes.

tion légale est infiniment plus protectrice que celle de la responsabilité contractuelle (1). »

90. — b) *Choses auxquelles s'applique notre théorie.*
— Notre théorie s'applique à toutes les choses « qu'on a sous sa garde ». Qu'est-ce donc qu' « avoir une chose sous sa garde? » Il convient de nous expliquer très nettement sur cette expression, afin de déterminer les personnes qui seront soumises à cette responsabilité. A notre avis, *avoir une chose sous sa garde*, c'est en avoir l'usage, la direction, la disposition, au sens économique du mot (2). Exemple : le matériel d'une compagnie de chemins de fer, l'outillage d'un industriel, les armes d'un chasseur, les machines, les arbres, les animaux d'un agriculteur, les substances explosibles d'un armurier, etc., etc... Quiconque a l'usage, la direction d'une chose en retire un profit et, par une réciprocité équitable, doit en supporter les risques. En principe, ce sera donc le propriétaire qui aura sa chose sous sa garde, c'est donc lui qui sera responsable des dommages causés par elle. Mais cette garde, il aura pu la transférer à un tiers : emprunteur, locataire, fermier,

(1) Josserand, page 118.

(2) M. Saleilles donne la définition suivante qui nous paraît excellente : « Ce que l'on a sous sa garde, c'est ce dont on a la maîtrise extérieure, tout ce que l'on revendique comme objet d'appropriation en le défendant contre les tiers, en le couvrant sous sa mainmise, ce que l'on manie directement, dont on se sert et dont on profite, source de bénéfices d'abord, et, par suite, de risques corrélatifs. Ce sera donc, avant tout, l'outillage mécanique de la grande industrie. » (*Op. citat.*, page 25.)

usager, etc... Ces différentes personnes retirent un profit de la chose empruntée, louée, donnée à usage, il n'est que juste qu'elles en soient responsables vis-à-vis des tiers, victimes d'accidents.

Nous voulons même faire rentrer dans l'expression de « choses qu'on a sous sa garde » les animaux et bâtiments qui sont spécialement visés, il est vrai, par les articles 1385 et 1386, mais qu'il n'y a pas de raison de distinguer des autres choses. Ce serait introduire dans la loi un disparate choquant et injustifiable que de fonder la responsabilité du fait des choses en général sur une obligation légale et celle du fait des animaux et des bâtiments sur une présomption de faute, même *juris et de jure*. Les animaux et les bâtiments sont des sources de profits comme les autres choses, peut-être plus que les autres choses. Ils doivent être, au même titre, des causes de risques pour leurs propriétaires. En ce qui concerne l'article 1385, on a toujours admis la responsabilité directe; l'adoption de notre théorie n'aura donc d'autre conséquence que de faire cesser cette responsabilité, seulement en cas de force majeure ou de faute de la victime, et de faire supporter le cas fortuit au propriétaire de l'animal. Quant à l'article 1386, il faut, il est vrai, prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction, et cette exigence ne s'explique plus avec le nouveau fondement que nous voulons lui attribuer. Mais il y a là un texte formel, devant lequel doit s'incliner notre nouvelle méthode d'interprétation elle-même. C'est là une

limite infranchissable à la doctrine et qu'il faut respecter, au détriment même de la logique et de l'harmonie.

Résumons-nous. Dans tous les accidents causés par des choses : écroulements de maisons, blessures faites par des animaux, chutes de matériaux, explosions de machines non industrielles (automobiles, machines de laboratoire, etc...), incendies allumés par des étincelles, émanations de gaz, infiltrations d'eau, etc., etc..., dans tous les cas, en un mot, où l'on peut constater un *damnum corpori corpore datum*, le gardien de la chose d'où provient le préjudice, propriétaire, locataire, emprunteur ou usager, doit réparer intégralement le préjudice causé.

91. — c) *Personnes auxquelles elle profite.* — La réparation est due, quelle que soit la victime. S'il s'agit d'un accident industriel, d'un de ceux rentrant dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, notre théorie ne profite pas aux ouvriers ou employés qui en sont les victimes. L'article 2 de la loi dispose, en effet : « Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ».

Dans tous les autres cas, la victime, qu'elle soit liée ou non avec le gardien de la chose par un louage de services, a droit à la réparation complète du préjudice.

Ici se place une objection qu'on n'a pas manqué de

faire à notre théorie et qui est la suivante. Votre théorie, a-t-on dit, va introduire dans la loi un disparate fâcheux, tout au moins une *inelegantia juris* tout à fait choquante. Supposons qu'un même accident, une même explosion de machine, par exemple, rentrant dans l'énumération de la loi de 1898, fasse plusieurs victimes, dont les unes seront des ouvriers de l'usine, et les autres des étrangers, des tiers, visiteurs ou passants. Aux termes de la nouvelle loi, l'ouvrier obtiendra une indemnité forfaitaire inégale au préjudice qu'il aura souffert; d'après votre théorie, l'autre victime, visiteur ou passant obtiendra une réparation intégrale. Le même accident peut-il ainsi produire deux conséquences différentes? Nous répondrons, d'un mot, que l'ouvrier, en louant ses services à son patron, n'a pas ignoré les dangers auxquels il s'exposait. Dans une certaine manière, il l'a prévu, il en a supputé les conséquences et l'on peut dire que, jusqu'à un certain point, son salaire s'est élevé dans la proportion du danger qu'il courait. Rien de tout cela, au contraire, pour le tiers qui se trouvait par hasard sur le lieu de l'accident et qui en a souffert. Il ne pouvait pas prévoir ce qui allait se passer; il n'était pas en rapport de services avec le propriétaire de la machine, il est donc juste qu'il ne soit pas soumis au même traitement que l'ouvrier et qu'il obtienne une indemnité plus élevée que lui.

92. — *d) Taux de l'indemnité.* Lorsqu'il suffira de la réparation en nature, rien de plus simple. Par exemple, l'explosion d'une machine a détérioré le mur

du voisin : on répare le dégât en replaçant le mur dans son état primitif. Mais, si cette réparation en nature est impossible, le propriétaire devra être condamné à payer une indemnité en argent, et la question du calcul d'indemnité s'élèvera. Pour nous, étant donné le fondement que nous attribuons à la responsabilité du propriétaire, nous donnerons en principe à cette question la solution suivante : *l'indemnité devra être absolument adéquate au dommage causé* (1). En effet, le propriétaire devant supporter les risques de l'accident, il les supportera tout entiers. Et nous résumons volontiers comme M. Saleilles (2) : « Un seul mode de réparation, aucune mesure, aucun degré. » Donc, plus de compte à tenir ni de la cause du dommage, ni du degré de la faute. Le propriétaire ne paie pas parce qu'il est coupable, il paie parce qu'il est propriétaire de la chose qui a causé le préjudice. Au point de vue matériel comme au point de vue moral, réparation intégrale de ce préjudice. Au premier

(1) Nous ne faisons que la restriction suivante. Comme notre théorie fait des risques la contre-partie des bénéfices, celui qui aura la chose sous sa garde ne devra supporter entièrement les risques que s'ils ne sont pas en disproportion trop grande avec les bénéfices. Supposons, par exemple, que ces derniers soient nuls. Il serait vraiment excessif de faire supporter tous les risques au gardien de la chose.

Mais on comprendra qu'il nous soit impossible de poser ici des règles générales. Tout au plus pouvons-nous donner cette indication à la jurisprudence. Comme il s'agit, avant tout, d'une question de bon sens et d'équité naturelle, les juges apprécieront dans chaque cas particulier : Cf Barassi : *Contributo alla teoria della responsabilita* dans *Rivista italiana per le scienze giuridiche* (pages 79-83, année 1898, n°s 72 et 73).

(2) Saleilles, *op. citat.*, page 38.

point de vue, il est très facile de l'évaluer; au point de vue moral, nous croyons, malgré M. Saleilles, que la jurisprudence, même avec notre théorie, pourra conserver toute sa liberté d'allure et réparer exactement le « préjudice moral qui se mesure à la douleur qu'on a éprouvée, à l'affection brisée, à toute une série de sentiments qui ne correspondent à aucun dommage pécuniaire proprement dit ». Est-ce que tout cela n'est pas compris dans le risque supporté par le propriétaire, au même titre que les dommages matériels? est-il nécessaire, pour le réparer, de faire appel à une autre théorie que celle de l'obligation légale? On est responsable *du fait* des choses que l'on a sous sa garde; eh bien, *le fait* des choses qui sont tombées, qui ont fait explosion, ce sont, aussi bien que les morts et les blessures, le deuil, la souffrance morale, la diminution indirecte des revenus causés par ces blessures et par ces morts.

Donc, il faut être logique : ou bien mettre la faute à la base de la responsabilité, et admettre, dans les condamnations, des nuances, des tempéraments suivant les degrés de culpabilité, ou bien y mettre une obligation légale, et admettre, en conséquence, une réparation complète de tous les dommages, matériels et moraux, causés par l'accident.

TROISIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE L'ADOPTION DE CETTE THÉORIE :
SA PLACE DANS L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU DROIT
EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CIVILE.
JURISPRUDENCE, LÉGISLATION ET DOCTRINE ÉTRANGÈRES.

93. — Nous sommes arrivés à cette conclusion que, seule, la responsabilité directe du fait des choses, basée sur une idée de risque corrélatif de la jouissance, répond aux nécessités sociales modernes. Est-ce là, en droit, un phénomène isolé? et la théorie de la faute, atteinte sur un point, demeure-t-elle entière dans tous les autres cas de responsabilité civile? L'histoire nous apprend le contraire; et, dès lors, notre solution ne nous intéresse plus seulement, comme une solution d'une grande importance pratique, mais comme l'aboutissant et l'expression la plus actuelle d'un mouvement d'idées déjà ancien.

La question s'élargit : à côté des conclusions immédiates, nous en apercevons de plus éloignées et de plus générales. C'est à celles-là que nous voudrions

arriver en examinant rapidement, dans une troisième partie, l'histoire des dérogations apportées, au cours des temps, à la notion civile de faute.

94. — En réalité, nous n'avons en face l'une de l'autre, dans l'histoire du droit, que deux théories pour baser la responsabilité : la théorie de la faute et la théorie du risque. Un préjudice est causé par une chose, qui doit la réparer? celui qui l'a occasionné par sa faute? ou le propriétaire de la chose qui a causé l'accident? Dans le premier cas, ce sera une punition méritée; dans le second, un risque couru.

95. — Dans le droit primitif, il n'y a pas de doute possible : le coupable seul est responsable. Les idées de faute et de responsabilité sont inséparables. Voilà le point de départ: Or, « le progrès a consisté à séparer l'idée de faute et l'idée de responsabilité (1) ». Voilà le point d'arrivée. Comment et sous l'empire de quelles causes cette évolution s'est-elle opérée? dans quel ordre se sont produites les brèches qu'on a faites au principe? La question est autrement large qu'un simple examen de jurisprudence française. Elle comporterait toute une étude de l'esprit humain sur un point donné de justice distributive; aussi n'avons-nous pas la prétention de l'aborder. Nous nous cantonnerons seulement sur le terrain juridique et nous signalerons très rapidement les dérogations pratiques apportées aux principes primitifs. Nous partirons de

(1) Bouvier : *L'évolution de la responsabilité* (*Revue critique*, année 1898, page 177).

la faute, cause directe ou indirecte du préjudice, seul fondement de la responsabilité. C'est ce que beaucoup d'auteurs appellent la faute subjective. Puis, nous verrons peu à peu cette notion primitive s'altérer : dans certains cas, on se contentera d'un certain fait irrégulier en soi, mais dont le rapport de causalité avec le préjudice n'est pas démontré. C'est ce qu'on appelle la faute objective. Dans d'autres cas, on présumera la faute du propriétaire. Ce sera d'abord une présomption *juris tantum* (c'est, croyons-nous, le procédé du Code civil, dans les art. 1384 et suiv.), ce qui n'est pas très grave, puisque cela ne fait que déplacer la charge de la preuve et que, la preuve contraire étant réservée au défendeur, la responsabilité reste fondée, somme toute, sur une idée de faute. Puis, c'est une présomption *juris et de jure*, et voilà qui ne se concilie plus du tout avec les principes, puisque cette théorie aboutit, dans bien des cas, à rendre responsable une personne qui n'a sûrement pas commis de faute. Dans cette dernière présomption il y a l'indication d'une révolution complète dans les idées sur la responsabilité juridique. Aussi n'y a-t-il plus grand progrès à faire, et nous arrivons, par une suite logique, à constater bientôt la formation d'une théorie très ferme du *risque découlant de la propriété*.

Reprenons cette évolution à son début :

A. — DROIT ROMAIN.

96 — Chose curieuse, la faute n'apparaît pas dans

le droit primitif comme un élément essentiel de la responsabilité. On n'est arrivé à l'exiger que petit à petit. Dans le très ancien droit romain, tout fait dommageable était rigoureusement imputable à son auteur. Ainsi celui qui, même sans faute, avait causé la mort d'autrui, subissait la peine du talion, jusqu'à ce qu'une loi plus humaine, attribuée à Numa, eût permis de racheter cette peine moyennant un bélier fourni aux proches de la victime. Au moyen de l'*actio furti oblati*, le détenteur d'un objet volé était condamné à la peine du triple, même s'il était recéleur sans le savoir (1). En cas d'éviction, le vendeur répondait du double du prix de la chose, même au cas où il était de bonne foi (2).

97. — De cette responsabilité même en l'absence de faute, Ihering a donné très finement la raison psychologique : « La douleur gouverne souverainement le sentiment juridique de l'homme de la nature. L'injustice est appréciée, non d'après sa cause, mais d'après son effet; non d'après des circonstances qui ont leur siège dans la personne de l'auteur, mais uniquement au point de vue du lésé (3). » Le progrès a consisté à « remplacer le point de vue de la causalité externe du fait par celui de la causalité interne de la culpabilité (4) ». D'ailleurs, on est arrivé de très bonne heure à cette notion de la faute subjective, et nous n'avons

(1) Gaius, III, § 186 et 187.

(2) Paul, S. R., II, 17, § 3.

(3) Ihering. *De la faute en droit privé* (trad. de Meulenaere), page 10.

(4) *Ibid.*, page 46.

guère cité les dispositions de l'ancien droit que pour faire un rapprochement curieux entre cette manière de voir et la tendance, qui s'accuse de plus en plus, à substituer le point de vue objectif au point de vue subjectif. Ce serait donc un retour aux anciennes idées après un écart de plusieurs siècles. Il y aurait là matière à réflexions intéressantes pour un philosophe évolutionniste; mais ce que nous pouvons, nous, constater, c'est que, si les résultats juridiques sont les mêmes, les causes sociologiques sont absolument différentes. Dans le droit primitif, l'homme qui a subi un dommage est dominé par un sentiment exclusif : le désir de la vengeance. La vengeance étant aveugle, il s'en prend directement, et sans réfléchir, à la cause apparente de sa douleur; « il se venge sur elle, comme l'enfant se venge sur la pierre qui l'a fait tomber, sur la branche qui l'a frappé (1). » Sans doute, il serait très facile de démêler quelle est la cause réelle du dommage, quelle est la volonté coupable à laquelle il doit demander compte de sa douleur. Mais il est impuissant à dominer sa colère, et d'ailleurs il n'est pas psychologue assez fin pour se livrer à une pareille recherche. Plus tard, sa moralité se développe; il comprend tout ce qu'il y a d'injuste à faire supporter la responsabilité à quelqu'un qui n'est pas coupable; d'autre part, son intelligence plus raffinée lui permet de découvrir le véritable auteur du préjudice : il conçoit la notion de la faute. Et voici

(1) Jossierand, *op. citat.*, page 128.

que, dans des temps tout à fait récents, les idées morales de l'homme ne s'étant certes pas obscurcies, mais les causes du préjudice devenant de plus en plus complexes par suite des transformations sociales toutes modernes, il devient presque impossible, pour une certaine catégorie d'accidents, de laisser la question de la responsabilité sur le terrain de la faute. Il y a un risque à supporter; qui le supportera? la justice désigne le gardien de la chose qui a causé l'accident, parce que, recueillant comme tel les profits de la jouissance, il doit en avoir accepté les risques. Et voici comment, par un détour de plusieurs siècles, et sous l'empire de causes absolument différentes, l'homme lésé en revient, pour la réparation du préjudice qui lui a été causé, à se mettre au point de vue de « la causalité externe du fait. »

98. — Quoi qu'il en soit, nous nous plaçons dans le droit classique romain, et nous nous trouvons en plein domaine de la faute objective, c'est-à-dire de la négligence ou de l'imprudence commise même en dehors de toute intention de nuire et cause directe ou indirecte du préjudice. Le simple fait ne suffit pas à créer la responsabilité : *Consilium unicujusque, non factum puniendum est* (1). Mais, d'un autre côté, on tient compte de la faute la plus légère (2) : *In lege Aquiliâ et levissima culpa venit*.

(1) Paul, S. R. V, 23, § 9.

(2) Cette tendance à se contenter d'une faute très minime a été aujourd'hui, dans la théorie subjective, aussi exagérée que possible. Orlando (*op. citat.*, page 50, note 1) cite des décisions de Cours ita-

99. — C'est dans un tel état que nous relevons quelques traces, curieuses à noter, d'une théorie de la responsabilité objective. L'application la plus connue de cette théorie se trouve en matière de dommages causés par les animaux, les esclaves, les personnes *in patriâ potestate*, *in manû* et *in mancipio* (1). Par l'action *noxale*, la victime du délit demandait à celui qui avait l'auteur en sa puissance de lui en payer la composition ou de lui en livrer l'auteur. C'est là un vestige de l'ancienne idée de vengeance beaucoup plus que l'expression systématique d'une théorie de la responsabilité découlant de la propriété. On peut reconstruire, en effet, toute la filiation historique des actions *noxales*. Exercée d'abord sur la personne même de l'auteur du délit, la vengeance du citoyen lésé avait dû, plus tard, se contenter de compositions légales. Mais, comme celles-ci ne pouvaient être exigées des coupables quand ils étaient en puissance et n'avaient, par con-

liennes qui se contentent d'une faute « imperceptible ». Telle la Cour de Milan, qui condamna le cocher dont le tramway avait écrasé un jeune enfant sortant d'une voie latérale. Or, il était prouvé que les chevaux marchaient à une allure très modérée, que le cocher avait donné des coups de sifflet, serré les freins et tiré sur les rênes. Il aurait pu, dit la Cour, user encore de plus grandes précautions.

On va donc ainsi presque jusqu'à l'élimination complète de la faute; c'est encore une preuve de la tendance générale, et nous voulions le faire remarquer.

(1) Le système des actions *noxales* ne subsista toujours que pour les animaux et les esclaves; il disparut, avec la *manus* et la *causa mancipii*, pour les personnes soumises à ces puissances, et Justinien l'abolit pour les personnes *in patriâ potestate* (Girard, *Manuel de droit romain*, page 664.)

séquent, pas de patrimoine, il avait fallu donner le choix au père de famille ou au maître de l'animal, de se libérer en payant la composition légale ou de laisser la vengeance suivre son cours en abandonnant l'auteur du délit (1). Ce qui trahit encore l'idée de vengeance, c'est que l'action était dirigée, non pas contre le propriétaire de la chose au moment de l'accident, mais contre celui qui était propriétaire au moment de la poursuite. C'est celui qui détenait le *caput noxium* qui devait répondre du dommage (2). Ce système de la noxalité n'a pas seulement existé à Rome; il se retrouve dans toutes les législations primitives, partout où le droit pénal est dominé par la vengeance (3). Il est donc beaucoup plus intéressant à étudier comme phénomène sociologique que comme théorie juridique de la responsabilité; c'est pourquoi nous n'y insisterons pas.

100. — Nous préférons signaler quelques innovations dues au préteur, qui, celles-là, sont, au contraire, l'expression très franche d'une théorie nouvelle de la responsabilité, et qu'à ce titre nous pouvons rapprocher de notre jurisprudence moderne.

101. — Ce sont d'abord les *actions prétoriennes de effusis et dejectis*. Dans ces actions, on ne tenait

(1) Gaius, IV, § 75; *Institutes*, livre IV, titre 8, *princip.*, et titre 9, *princip.*

(2) Gaius, IV, § 77; *Institutes*, livre IV, titre 8, § 5.

(3) Voyez, entre autres, le droit attique : Beauchet, *Histoire du droit privé de la République athénienne* (tome IV, pages 390 et suivantes.)

presque pas compte de la faute, et cela sous deux rapports :

1° D'abord l'action était donnée contre la personne qui occupait, comme propriétaire ou comme locataire, l'appartement d'où était tombé l'objet qui, par sa chute, avait causé dommage à un passant, sans qu'il fût besoin de prouver que cet objet avait été jeté par cette personne ou par quelqu'un des siens.

2° D'autre part, si l'appartement se trouvait occupé par plusieurs personnes, elles étaient toutes solidai-
rement responsables du préjudice (1). Tout porte à croire que la cause de cette règle était l'impossibilité dans laquelle se trouvait le passant blessé de découvrir le véritable auteur de l'accident.

102. — Il y a là un rapprochement curieux à noter entre l'œuvre du prêteur et celle de notre jurisprudence française. Celle-ci, nous l'avons vu, a été guidée dans ses solutions neuves par un but d'utilité publique : assurer de plus en plus la sécurité du travail aux ouvriers et leur accorder autant que possible réparation d'accidents dont les causes sont très complexes et ordinairement impossibles à découvrir. Pour atteindre ce résultat, elle n'a pas craint de modifier les conceptions traditionnelles. Le prêteur n'avait pas fait autre chose. S'il a corrigé, lui aussi, le droit civil, c'est pour satisfaire de même un besoin de sécurité publique : *publice enim utile est sine metû et periculo per itinera commeari* (2). Qu'il nous suffise

(1) Digeste, IX, 3, *De his qui eff*, loi I. *princip.* et § 10; et lois III et IV.

(2) Digeste, *eod. loc.*, loi 1.

d'ajouter, à titre de rapprochement et pour ceux qui redoutent si fort les dangers d'une jurisprudence prétorienne, que les Romains n'ont jamais eu à se plaindre de ces *corrections*.

103. — Signalons, en terminant, une nouvelle brèche faite par le préteur à la théorie de la faute. Lorsqu'un citoyen bâtissait une construction sur un fleuve public, le préteur l'obligeait parfois à fournir à son voisin une *cautio damni infecti*, dans la formule de laquelle figuraient son nom, celui de ses héritiers à titre universel et celui de ses successeurs à titre particulier (1). Or d'après les Glossateurs, l'obligation des ayant-cause à titre particulier du promettant venait de ce que ceux-ci détenaient le *caput noxium*. C'était encore une obligation attachée à la propriété et indépendante de toute idée de faute (2).

B. — ANCIEN DROIT.

104. — Dans notre ancien droit nous retrouvons les mêmes décisions d'espèce que dans le droit romain. Quand un objet jeté d'une fenêtre a blessé quelqu'un, celui-ci possède une action contre celui qui habite l'appartement d'où a été lancé l'objet (3). Mais, il a de plus une action subsidiaire contre le

(1) Digeste, livre XXXIX, titre 2, loi XXIV, § 1.

(2) Nous donnons cette interprétation pour ce qu'elle vaut. Elle est contestée par Doneau (*Droit civil*, livre XV, chap. XLVII, n° 11) et par plusieurs interprètes modernes.

(3) Bourjon, *Droit commun de la France*, livre VI, titre 3, chap. v, section 1, § 4.

propriétaire de la maison, si celui-ci y habite. C'est toujours la responsabilité attaché au fait de la propriété. A moins cependant qu'il ne faille voir là qu'une responsabilité civile du genre de celle des maîtres et commettants. Le propriétaire qui habite sa maison, nous dit Bourjon, « est tenu non seulement du mal provenu des lieux de son habitation personnelle, mais encore du fait de ceux qu'il y introduit; *il est le garant de leur fait* ». Ce qui nous confirme dans cette idée que la loi charge le propriétaire d'une sorte de surveillance sur ses locataires, c'est qu'elle l'exempte de toute responsabilité lorsqu'il n'habite pas la maison. Dans ce cas, en effet, « il aurait été trop dur de faire tomber cette action sur lui ». Traduisons : il eût été excessif de rendre responsable un propriétaire qui n'était pas sur les lieux, et qui ne pouvait, par conséquent, contrôler les faits et gestes de ses locataires (1).

105. — En résumé, nous pouvons dire que, dans

(1) Bourjon, *loc. citat.*, section 2, § 9. — Et cependant Domat (*Lois civiles*, livre II, titre 8, section 1, § 1) déclare que le propriétaire « doit en répondre à celui qui aura souffert le dommage, soit ce que ce fût lui-même qui eût jeté, ou *quelqu'un de sa famille* ou de ses domestiques, *même en son absence ou à son insu* ». On peut voir dans cette responsabilité une *culpa in eligendo* en ce qui concerne les domestiques, mais cela ne se comprend plus pour les membres de la famille. Pour ces derniers, puisque le propriétaire en répond alors même que l'accident est arrivé *en son absence ou à son insu*, il semble bien qu'il s'agisse d'un risque attaché à la propriété. Nous croyons plutôt que la coutume, comme le préteur romain, n'a pas procédé ici par principes abstraits. C'est un simple motif d'utilité pratique qui l'a guidé : le passant blessé ou écrasé par l'objet qui tombe d'une maison se trouvant dans l'impossibilité presque absolue de prouver la faute de quelqu'un, il est juste de lui donner tout au moins un recours contre le propriétaire.

l'ancien droit, la notion de l'obligation découlant du seul fait de la propriété ou de la garde d'une chose ne s'est pas dégagée d'une manière précise et qu'elle n'a été appliquée qu'accidentellement et dans quelques cas, pour des motifs d'utilité pratique.

106. — La faute est à la base de toute responsabilité. Mais cette faute est, dans certains cas, présumée : la présomption est, en effet, le seul procédé qu'aient employé nos anciens lorsque le système de la faute prouvée a paru insuffisant à leur sentiment d'équité. Quand un incendie se déclare, par exemple, il est présumé venir de la négligence de ceux qui occupent la maison incendiée. Ceux-ci sont responsables des dégâts soufferts par les voisins, sauf à prouver que l'incendie n'a pas été en réalité causé par leur négligence. Le propriétaire qui habite la maison est responsable comme les locataires, quoique à un degré moindre. « On présume un peu moins la négligence dans le propriétaire qui habite par lui-même que dans les locataires, ne pouvant plus s'en reposer sur un tiers (1). » Il semble bien, d'après les explications de Bannelier, que la présomption qui pesait sur le propriétaire ne devait pas admettre la preuve contraire, comme basée sur une *culpa in eligendo* : « il semble que ce soit le vrai sens de la loi II *locati*, en ce qu'elle suppose que le propriétaire a eu tort de mettre tels ou tels dans sa maison : *si talem culpam*

(1) Davot et Bannelier. *Traité de droit français à l'usage du duché de Bourgogne*, tome VII, page 538, note 1254.

in inducendos admittit, quod tales habuerit. » Il paraît même que Bourjon et quelques auteurs (1), contrairement à l'opinion commune, rendaient responsable le propriétaire, alors même qu'il n'habitait pas la maison. C'était bien là une responsabilité du fait des choses, mais fondée toujours sur une présomption de faute.

C. — CODE CIVIL.

107. — Nous voici au Code civil. Le Code a institué deux espèces de responsabilité délictuelle : la responsabilité personnelle qui ne peut exister qu'en cas de faute ou de négligence prouvée (articles 1382 et 1383), la responsabilité civile du fait des personnes et des choses, basée, au contraire, sur une faute présumée. Pour nous, et nous l'avons démontré plus haut, il est impossible de trouver dans l'esprit du législateur un autre fondement juridique à cette responsabilité civile. Le Code renverse la charge de la preuve, en partant de cette idée que les enfants, les domestiques, les élèves étant sous la surveillance de leurs parents et de leur maîtres, les choses sous la surveillance de ceux qui les ont sous leur garde, il faut *a priori* présumer la négligence de ces personnes, lorsqu'un accident vient à se produire. Mais, bien entendu, ce n'est là qu'une présomption qui cédera devant la preuve contraire. Ainsi, par crainte de ne pouvoir

(1) Cités par Bannelier, *cod. loc.*

fournir cette dernière, ces personnes redoubleront de vigilance, elles feront tout pour empêcher le moindre préjudice, et cela pour le plus grand bien de tous : c'est ce qu'a voulu le législateur. Dans certains cas seulement, lorsque leur faute est jugée évidente, le droit de faire la preuve contraire leur sera refusé (article 1384 paragraphe 3 et article 1386).

108. — Nous pouvons donc diviser en deux groupes les présomptions de faute en matière délictuelle.

1° Celles de droit commun (article 1384, sauf le paragraphe 3, et article 1385). Etablies dans un but d'intérêt public, elles consistent uniquement dans le renversement de la preuve et tombent devant la preuve contraire.

2° Les autres (article 1384 paragraphe 3, et article 1386) n'admettent pas la preuve contraire; parce que le législateur a pensé, à tort ou à raison, que, dans les deux cas, les maîtres et commettants et les propriétaires de bâtiments ont *toujours* commis une faute.

En somme, on peut dire que le système du Code en matière de responsabilité civile, c'est : *la présomption de faute juris tantum*. Puisque dans les cas où il institue la présomption *juris et de jure*, le Code considère la faute comme prouvée.

Nous allons étudier sommairement chacun de ces deux groupes de présomptions.

109. 1° PRÉSUMPTIONS DE FAUTE JURIS TANTUM. — a). Article 1384 1°. Nous rencontrons d'abord la présomption générale en matière de responsabilité du fait des

choses (1). Nous ne reviendrons pas sur la démonstration que nous avons faite de l'existence de cette responsabilité directe. Seulement, si nous pensons qu'à l'heure actuelle elle doit reposer sur une obligation légale, nous pensons de même que le Code, lui, a voulu la baser sur une présomption *juris tantum*.

D'abord le silence même de la loi doit nous faire croire contrairement à ce qu'on a soutenu (2), qu'elle s'est référée au droit commun, qui est d'accorder toujours la preuve contraire en matière de présomptions (argument tiré de l'art. 1352, Code civ).

Mais on a contesté notre solution en s'appuyant sur un argument de texte. Nous allons examiner rapidement l'objection.

110. — Le paragraphe 5 de l'article 1384, dit M. Josserand (3), réserve aux père et mère, instituteurs et artisans, le droit de prouver qu'ils n'ont pas commis de faute. On pourrait donc se demander s'il en sera de même pour les maîtres et commettants. La disposition de l'article 1384 5° doit-elle leur être étendue? Doivent-ils, au contraire, s'en voir refuser le bénéfice? Or, « c'est la seconde solution qui est la bonne, celle qu'on obtient à l'aide d'un raisonnement *a contrario*. Mais pour qu'un tel raisonnement ait quelque valeur,

(1) Nous ne dirons rien de la responsabilité du fait d'autrui, en général; réserve faite de celle des maîtres et commettants, personne ne nie qu'elle s'est fondée sur une présomption de faute *juris tantum*.

(2) Josserand, *op. citat.*, page 81; Gien, 26 avril 1888 (S. 90. 2-14); Bourgoin, 10 juin 1891 (Sir. 93. 2. 205)

(3) Josserand, *loc. citat.*

il est indispensable, chacun le sait, qu'il consacre un retour aux principes généraux, *qu'il ramène au droit commun*. Où est donc le droit commun en pareille matière? Il ne peut être ailleurs que dans le 1^{er} paragraphe de l'article 1384, puisque le Code civil ne contient pas d'autre disposition générale sur la responsabilité du fait d'autrui. » Et l'auteur ajoute que, l'article 1384 1^o unissant très intimement la responsabilité du fait des choses et la responsabilité du fait d'autrui, le droit commun doit être le même pour celle-la que pour celle-ci. Donc, dans les deux cas, *présomption absolue* de faute.

111. — Cette argumentation de texte semble très forte, et, à première vue, elle serait de nature à entraîner la conviction. Mais, en la serrant d'un peu près, il est facile de s'apercevoir qu'elle n'est que spécieuse. En effet, de quoi s'agit-il? Il s'agit de savoir quelle est la règle générale contenue dans la formule de l'article 1384 1^o : si l'on peut ou non, en principe, se dégager de toute responsabilité en prouvant l'absence de faute. Or, cette règle, on veut la tirer d'un raisonnement *a contrario* prétendu légitime que nous aurions fait sur le paragraphe 5 de l'article 1384. Voilà où est le vice de l'argumentation. Nous n'avons pas fait et nous ne pouvions pas faire sur ce texte de raisonnement *a contrario* qui eût quelque valeur, car, pour cela, il nous eût fallu connaître la règle générale, et c'est précisément elle qui est en question, c'est elle que nous cherchons. Si nous avons enlevé aux maîtres et aux commettants le droit de

prouver l'absence de faute, ce n'est pas à cause du silence de la loi, mais parce que Bourjon, Pothier, et les travaux préparatoires nous y obligeaient (et l'auteur de l'objection base lui-même sa solution sur les travaux préparatoires (1), ce n'est pas par un simple raisonnement *a contrario*, mais par l'introduction de l'idée traditionnelle de *culpa in eligendo*. Légitimer un raisonnement *a contrario* par le principe général, puis rechercher ce principe général à l'aide du raisonnement *a contrario*, c'est faire un cercle vicieux.

Concluons donc que, dans le système du Code, étant donné son esprit général et les principes du droit commun, il faut reconnaître une présomption de faute *juris tantum* à la base de l'article 1384 1°.

112. b). — Article 1385. Quant à l'article 1385, nous croyons qu'il était basé également sur une présomption simple, c'est-à-dire pouvant être combattue par la preuve contraire. La jurisprudence a voulu y voir, plus tard, une présomption absolue (2), mais à tort (3). Qu'il nous suffise de faire encore remarquer, sans entrer dans le fond de la question, que de droit commun la preuve contraire est toujours admise en matière de présomptions. Cette présomption de faute, dans l'esprit du législateur de 1804, n'a pas d'autre raison, croyons-nous, que le souci de forcer les pro-

(1) Voyez page 82, note 1.

(2) Cassation, 27 octobre 1885 (S. 1886. 1. 33).

(3) Dans notre sens Sourdat, tome II, page 593; C. de Santerre, tome V, § 366 bis II; Huc, tome VIII, page 602; Fromageot, p. 156-161; Baudry-Lacantinerie, tome II, n° 1355.

priétaires d'animaux à les surveiller avec la plus grande vigilance, dans un intérêt de sécurité publique. C'est ce qui ressort des paroles de Bertrand de Greuille au Tribunat : « Ce dommage doit être imputé, soit au défaut de garde et de vigilance de la part du maître, soit à la témérité, à la maladresse ou au peu d'attention de celui qui s'est servi de l'animal (1). » Ces causes sont les plus fréquentes, c'est vrai; mais il peut y en avoir d'autres, et rien ne permet de croire que le législateur ait entendu refuser au propriétaire le droit de le prouver. Il est vrai que Bertrand de Greuille ajoute : « Et parce que, d'ailleurs, dans la thèse générale, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément à un autre. » On s'est emparé de cette phrase pour prétendre que le législateur lui-même avait entendu consacrer la théorie de l'obligation légale. Nous ne le croyons pas. Cette phrase isolée est trop en désaccord avec l'esprit général des travaux préparatoires pour que nous puissions nous permettre d'en tirer une conclusion de cette importance. Tout au plus montre-t-elle, à l'état encore confus, l'existence des idées qui devaient se développer au détriment des notions traditionnelles de faute.

(1) Fenet, tome XIII, page 476. Voyez également, *eod. loc.*, les paroles du tribun Tarrible devant le Corps législatif : « S'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. C'est à ce principe que se rattache la responsabilité du propriétaire relativement aux dommages causés par les animaux. »

Voilà pour le premier groupe des présomptions.

113. — 2° PRÉSOMPTIONS DE FAUTE JURIS ET DE JURE. Quant à l'article 1386, il est vrai qu'il établit une présomption *juris et de jure*, mais cela tient à une raison bien simple. C'est que le législateur a cru, à tort ou à raison, que le vice de construction ou le défaut d'entretien une fois prouvé, la faute du propriétaire du bâtiment se trouvait, par cela même, prouvée. Nous ne citerons que la parole de Bertrand de Greuille qui nous semble décisive. Pour cet orateur, il faut établir « que la négligence du maître à entretenir son bâtiment ou l'ignorance des ouvriers qu'il a employés à sa construction en ont déterminé la chute (1) ». En un mot, quand il y a défaut d'entretien ou vice de construction, il y a *toujours* faute du propriétaire. C'est le même système qu'a adopté la loi pour les maîtres et commettants : quand il y a préjudice causé par les domestiques ou préposés, il y a *toujours* faute du maître, faute qui consiste, non pas dans un défaut de surveillance, mais dans un mauvais choix. C'est ce que nous avons montré plus haut, et nous n'y reviendrons pas.

Dans ces deux cas, la présomption *juris et de jure* se comprend parfaitement : ce n'est, pour ainsi dire, pas une présomption. La probabilité de faute est si forte que la généralisation a paru s'imposer au législateur.

114. — Nous venons ainsi d'exposer le système des

(1) Fenet, tome XIII, page 477.

présomptions du Code civil en matière délictuelle. C'est un système très simple, très net et très logique, qui ne fait peser la responsabilité que sur des personnes incontestablement coupables. Dans le premier cas, en effet, elles ne fournissent pas la preuve contraire; dans le second, elles ne peuvent pas la fournir, puisqu'elles ont sûrement commis une faute.

D. — APRÈS LE CODE CIVIL.

115. — Nous venons de le voir, le Code civil (et ce que nous disons de lui, nous pourrions le dire également des codes qu'il a inspirés) ne connaissait qu'un seul fondement à la responsabilité du fait des choses : la faute. Mais, au lieu de fixer irrévocablement la doctrine, il ne fut guère qu'un point de départ; et, vers la moitié de ce siècle, on vit s'esquisser un peu partout, en jurisprudence, en doctrine et en législation, d'abord sous le couvert d'anciennes formules, puis plus hardiment, des conceptions tout opposées. Né partout des mêmes nécessités, ce mouvement général devait partir de la présomption simple de faute pour aboutir à une théorie très ferme du risque découlant de la propriété. Nous allons l'examiner d'abord en jurisprudence. C'est dans la pratique qu'on a pu constater, en effet, les imperfections et les lacunes des anciennes théories. Le législateur leur fit certaines brèches dans quelques matières connexes. La doctrine, une doctrine abondante et précise, a coordonné ces efforts et dégagé très nettement l'idée

du risque opposée à celle de la faute. Au risque de paraître nous répéter, il nous faut reprendre rapidement cette évolution, en l'envisageant désormais au point de vue exclusif du fondement attribué à notre responsabilité.

Cela est indispensable pour bien encadrer notre théorie dans l'histoire générale de la responsabilité civile.

116. — 1^o *Jurisprudence*. — a) *Théorie de la présomption de faute « juris et de jure »*. — C'est la doctrine et la jurisprudence postérieures au Code civil qui ont rompu l'équilibre de son système en y introduisant, sans raison au moins apparente, une notion illogique au premier chef, la présomption *juris et de jure*. Sans doute, nous l'avons vu, le Code lui-même avait déjà institué des présomptions de ce genre, mais dans des cas où il considérait la faute comme absolument prouvée. La jurisprudence et la doctrine, au contraire, aux prises avec des difficultés pratiques toujours croissantes et sous l'empire d'idées encore inconnues à l'époque du Code, ont été amenées à étendre peu à peu le cercle de la responsabilité délictuelle. Mais, prisonnières des *formules* traditionnelles, elles n'ont osé le faire qu'en rendant plus rigoureuses les présomptions de faute des articles 1384 et 1385. C'était sacrifier le bon sens et la logique au souci de ne pas faire sortir la responsabilité délictuelle du moule où les jurisconsultes romains semblaient l'avoir jetée pour toujours. Au fond, il y avait là l'indice d'un changement complet, car

il existe une plus grande différence entre la *présomption juris tantum* et la *présomption juris et de jure* qu'entre celle-ci et l'*obligation légale*. Dire que le propriétaire d'un animal ou d'une chose quelconque, qui avait causé un préjudice, était invinciblement présumé en faute, c'était, pour la première fois, faire découler la responsabilité de la propriété elle-même, mais sous le couvert trompeur d'une simple modification de formules. C'est ce que M. Josserand a très bien expliqué(1) : « Une présomption irréfragable n'est pas autre chose qu'une règle de droit mal dissimulée sous le voile d'une règle de forme..... A supposer donc que le législateur eût établi dans l'article 1384 1° une présomption (mais, nous l'avons vu, ce n'est pas le législateur qui a introduit arbitrairement cette présomption absolue; nous croyons que c'est là une création de la jurisprudence), nous ne serions pas tenu d'en conclure que l'idée de faute joue un rôle quelconque dans la responsabilité du fait des choses inanimées ou, du moins, *elle n'y jouerait encore qu'un rôle d'apparat et de mensonge*; pour qui va à l'idée sans s'arrêter au mot, la responsabilité découlerait en droite ligne de la loi. » Et M. Saleilles(2) : « Si peu qu'on puisse supposer que la loi n'a pas été hostile à l'idée de faire supporter la responsabilité même à quelqu'un qui n'a aucune faute

(1) Josserand, *op. citat.*, page 98 — Voyez aussi, sur ce caractère des présomptions *juris et de jure*, Aron : *Théorie générale des présomptions légales en droit privé* (Thèse, Paris, 1895) n° 39.

(2) Saleilles, *op. citat.*, page 30.

à se reprocher, toute la théorie s'écroule, le système de la présomption de faute n'existe plus; le mot lui-même n'est plus qu'une fiction et un mensonge à rayer du vocabulaire juridique. » Pour tout dire, on détournait la présomption *juris et de jure* de sa fonction normale. Basée dans le Code civil et dans l'esprit de ses auteurs sur une probabilité de fait si forte qu'elle entraîne la généralisation (et son emploi nous paraît alors tout à fait légitime), elle allait être invoquée maintenant comme un expédient pour masquer les conceptions nouvelles.

117. — Cette évolution, nous l'avons déjà constaté, dans notre partie historique a propos de l'article 1384^{1°}. On commence par admettre la preuve contraire; plus tard, poussés par les nécessités sociales, beaucoup plus que par des motifs juridiques, les tribunaux ne font céder la présomption que devant le cas fortuit ou la preuve de la faute de la victime. Enfin, la Chambre civile de la Cour de cassation finit par mettre à la charge du propriétaire le cas fortuit au sens étroit. Nous ne reviendrons pas sur cette progression déjà étudiée et nous préférons montrer rapidement la même substitution de la présomption absolue à la présomption simple en matière de responsabilité du fait des animaux.

118. — Ce système, soutenu par Larombière, Aubry et Rau et Demolombe, avait été repoussé par un arrêt de la Chambre des requêtes du 23 décembre

(1) S. 1880. 1. 463.

1879 (1), qui avait posé en principe « que la responsabilité établie par l'article 1385 à la charge du propriétaire de l'animal est fondée sur une présomption de faute très générale, mais qui peut être combattue par la preuve contraire ». Mais la question étant revenue le 27 octobre 1885 (1) devant la Chambre civile, celle-ci condamna la jurisprudence de la Chambre des requêtes et décida que « cette présomption ne peut céder que devant la preuve, soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la partie lésée ». Cet arrêt fut le point de départ d'une jurisprudence qui n'a guère changé (2). En apparence, il ne s'agit là que de la substitution à une présomption d'une présomption plus rigoureuse. Mais, en réalité, répétons-le, la différence est plus profonde : le fait même d'être propriétaire d'un animal rend responsable de tous les dommages causés par cet animal (3). Voilà l'idée qu'on n'ose pas encore formuler dans toute sa netteté et qui va s'affirmant de plus en plus. Elle éclate avec évidence dans les attendus très curieux d'un jugement du Tribunal de

(1) S. 1886. 1. 33.

(2) Voyez notamment : Cassation (S. 1892. 1. 128), et Caen, 13 avril 1897 (S. 1898. 2. 135.)

(3) Voyez, contre cette théorie, une note de M. Labbé au Sirey (1886. 2. 97) M. Labbé examine la question et décide que la responsabilité ne peut pas être un corollaire de la propriété, « sinon elle aurait pour contre-partie une faculté d'abandon noxal qui n'existe plus. » Seulement, il est tellement sévère dans l'appréciation de la faute du maître de l'animal, il exige de lui une prudence tellement grande qu'il arrive à la rendre responsable dans presque tous les cas.

Corbeil, du 14 janvier 1892 (1), qui fait reposer la responsabilité du propriétaire sur les paroles de Bertrand de Greuille : « D'ailleurs, dans la thèse générale, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément à un autre. » C'est bien le cas de répéter avec M. Saleilles, qu'à ce point de l'évolution de la jurisprudence, la présomption *juris et de jure* est devenue « un mensonge qu'il faut rayer du vocabulaire juridique (2) ».

119. — *b) Théorie de l'obligation légale.* — Enfin on a senti tout ce qu'avait d'illogique et d'artificiel le système de la présomption *juris et de jure*. On s'est montré plus franc, et l'on est arrivé à la conception d'obligation légale, de risque attaché à la propriété. C'est ce qui nous semble ressortir de l'arrêt de la Chambre civile. Toutefois, comme ce n'est pas là une conception spéciale à la France, nous allons examiner d'abord la jurisprudence française, puis la jurisprudence étrangère.

120. — *Jurisprudence française.* — Nous l'avons déjà dit, aucune juridiction française n'a consacré en

(1) La loi du 29 janvier 1892. Voyez, dans le même sens, un jugement du tribunal de Figeac du 21 mai 1897 (Pandectes françaises, 1898. 2. 227) qui déclare non responsable des accidents le fermier qui ne retire aucun profit du cheval qui lui est confié.

(2) Un auteur italien, partisan très résolu cependant de la vieille théorie de la faute, après avoir justifié la nécessité des présomptions, ajoute : « La seule critique fondée que peut mériter le Code, c'est d'avoir établi une présomption *juris et de jure*, alors qu'il aurait dû se contenter d'une présomption simple, c'est-à-dire pouvant être renversée par la preuve contraire. » (Giorgi : *Teoria delle Obligazioni* (Florence 1895), tome V, page 385).

termes exprès l'obligation légale. Mais, quoique toutes s'appuient encore sur l'idée de faute, il est facile de voir qu'au fond, beaucoup d'entre elles rejettent les notions anciennes et ne se demandent plus, pour prononcer une condamnation, qui a commis une imprudence, mais qui doit supporter le risque de l'accident. Aucune d'elles n'a été aussi net, à ce point de vue, que le tribunal de Bourgoin (1) : « Attendu, dit-il, que cette présomption repose sur cette considération d'équité qu'entre le propriétaire de la chose et la victime, *il est juste* que le propriétaire supporte les conséquences de l'accident plutôt que celle-ci qui n'a rien à se reprocher. » Et, chose curieuse, il a essayé, mais en vain, dans les motifs précédents, de prouver que le propriétaire a toujours une faute à se reprocher. Le raisonnement est des plus embarrassés : « Si chacun est responsable des accidents causés par les vices et les défauts de la chose dont il est propriétaire ou dont il se sert, c'est qu'il peut s'en défaire, et que, s'il la conserve, il doit veiller à ce qu'elle ne cause aucun dommage, de telle sorte qu'il y a faute de sa part de ne pas s'en être défait ou de ne pas avoir veillé lorsque le vice de la chose pouvait occasionner un dommage. » C'est mal raisonner. Car le propriétaire peut avoir veillé, et l'accident être arrivé sans qu'il ait rien à se reprocher. Pourquoi, dès lors, lui refuser la preuve contraire? Parce que le véritable motif, celui qui, au fond, inspire tout le

(1) S. 1893. 2. 205.

jugement, c'est celui que nous avons cité plus haut : « Il est juste que le premier supporte les conséquences de l'accident plutôt que la victime qui n'a rien à se reprocher. »

Cela ressort encore plus, bien qu'implicitement, de l'arrêt de la Chambre civile. Le propriétaire ne peut pas prouver le vice de construction de son remorqueur ; c'est donc qu'il répond du cas fortuit lui-même. Il n'y a plus de doute : c'est sa qualité de propriétaire qui lui fait endosser la responsabilité de ces cas fortuits.

121. — Ainsi donc, notre théorie a été conçue et s'est développée en jurisprudence, à l'occasion de la question des accidents du travail. Elle a consisté d'abord dans un simple renversement de preuve, car il ne s'agissait alors que de remédier à l'impossibilité matérielle dans laquelle se trouvait l'ouvrier de démontrer la faute de son patron. Et l'on présumait cette faute ; c'était un ingénieux procédé, et rien de plus, avec la réserve toutefois qu'il faisait supporter au patron la charge des accidents dont la cause restait inconnue. Mais, ce n'était là que le premier stade de l'évolution. Plus tard, une idée nouvelle se fit jour en jurisprudence : « Le propriétaire doit répondre de sa chose parce qu'il est propriétaire. » Et, consciemment ou non, les tribunaux conclurent : « Donc le propriétaire ne pourra pas s'exonérer en prouvant qu'il n'a pas commis de faute puisque telle n'est plus la question. » Et la Cour de cassation, enfin, logique jusqu'au bout, ajoutera : Il ne peut même pas s'exo-

nérer en prouvant le cas fortuit. Sa qualité de propriétaire doit, en effet, le rendre responsable des accidents causés par le fonctionnement même de sa chose. A dater de ce jour, la responsabilité directe du fait des choses n'est plus un procédé de simplification plus ou moins commode en matière de preuve de certains accidents, elle est devenue l'expression d'une haute idée morale qui a triomphé.

Ajoutons cependant que ce besoin de simplification et de certitude, qui se trahit dans toutes les théories juridiques modernes (1), n'a pas peu contribué à l'évolution de la jurisprudence. A l'heure actuelle, où les droits et les obligations, à peine créés, circulent avec une telle rapidité, où la vie civile s'est de plus en plus commercialisée, où se trouve continuellement engagé, par conséquent, l'intérêt des tiers, il importe de substituer à des recherches d'intention toujours longues et délicates des solutions plus rapides et plus précises (2). A ce point de vue, la théorie nouvelle supprime l'aléa qui résultait pour le propriétaire de l'appréciation variable de la faute suivant les juridictions (3). Ce n'est pas le moindre de ses avantages (4).

(1) Cf. Saleilles, *op. citat.*, page 5.

(2) Nous citerons, à titre d'exemple, l'inopposabilité des exceptions aux porteurs de titres, selon certaines distinctions.

(3) Cf. Sauvaire-Jourdan, *Revue du droit public* (année 1897. 1. 348).

(4) Signalons, en terminant, un curieux jugement du 26 décembre 1894 (*Gazette des tribunaux* du 28 décembre 1894), rendu par le tribunal de paix du onzième arrondissement de Paris, et consacrant, en réalité, notre théorie, tout en motivant sa décision par des consi-

122. — 2° *Jurisprudence étrangère.* — A l'étranger, un jugement du Tribunal de l'Empire, en Allemagne,

dérants qui, à notre avis, contiennent une grave erreur de droit. Il s'agissait d'une demande en indemnité formée dans les circonstances suivantes : Le cheval d'une voiture, effrayé par le bruit d'une machine à vapeur, avait renversé celui qui le conduisait et lui avait causé des blessures assez graves. A la suite d'une enquête, le tribunal condamna le propriétaire de la machine à vapeur, alors qu'aucune faute de sa part n'était relevée dans les considérants et n'avait même été établie par l'enquête. C'était bien la consécration de notre théorie. Mais, chose curieuse, le tribunal invoque purement et simplement l'article 1382, ce qui est manifestement une erreur. Constatons donc, cette fois encore, la tendance de la jurisprudence à éliminer de plus en plus l'élément de faute, tout en se servant, par un reste de scrupule, de formules qui sont franchement en désaccord avec les solutions. — Voyez également un jugement de Nîmes du 22 novembre 1894 (D. 1895. 2. 335) déclarant, responsables, sans qu'il ait constaté de fautes de leur part, les propriétaires d'une usine dont les émanations avaient causé des dommages aux propriétés voisines.

D'ailleurs cette tendance de la jurisprudence à accentuer le caractère objectif de la responsabilité n'existe pas seulement en matière de préjudices causés par les choses. En ce qui concerne la responsabilité des parents et des instituteurs, nous citerons un arrêt bien curieux de Riom, du 8 août 1898 (*La loi* du 29 décembre 1898), intervenu dans l'espèce suivante : Une petite fille avait blessé l'un de ses camarades à la sortie de l'école. La surveillance de l'instituteur avait cessé; d'un autre côté, celle du père n'avait pas encore pu s'exercer. Le tribunal d'Issoire avait, en effet, constaté « que C. père n'était pas présent au moment où, à la sortie de l'école, le fait s'est produit; qu'il paraît difficile d'admettre que son absence puisse être considérée comme une faute ou une négligence; que ce n'est pas l'usage, en effet, à la campagne, que les parents accompagnent ou fassent accompagner leurs enfants à l'école... qu'il paraît fort douteux que la présence de C. père eût empêché le fait dommageable. » Le père semblait donc bien avoir fait la preuve contraire qu'autorise l'article 1384, page 5. Et cependant la Cour de Riom, sans relever de faute à sa charge et sans contredire, sur ce point, les premiers juges, le condamna pour les motifs suivants : « Considérant qu'au moment de l'accident, M., ainsi que son camarade E, étaient sortis de l'école, et ne se trouvaient plus, par conséquent, sous la responsabilité de l'institutrice; qu'elle se trouvait donc remplacée

avait, dès 1885, formulé très nettement notre théorie (1). D'après lui, « la responsabilité du propriétaire d'un animal ou de celui qui s'en sert, relativement au dommage causé par cet animal, se présente, d'après les termes mêmes de la loi, comme une *obligatio ex lege* ». Il remarque, en effet, que cette responsabilité existe, que l'animal soit sous la garde de son propriétaire ou qu'il soit égaré ou échappé. « La responsabilité apparaît dès lors comme une conséquence de la propriété ou de la possession. » Seulement, de même que le Tribunal de Bourgoin, le Tribunal de l'Empire éprouve le besoin de faire intervenir, assez maladroitement, l'idée de faute. « Cette disposition de la loi, dit-il, se justifie en outre par cette considération que, en général, il n'y a pas de dommage causé par un animal sans que le propriétaire soit en faute, soit qu'il ait conservé un animal dangereux, soit qu'il n'ait pas exercé la surveillance nécessaire. » Mais, pas du tout ! Le propriétaire peut n'avoir rien à se reprocher : d'une part, son animal peut n'être pas dangereux, il peut, d'autre part, l'avoir surveillé avec toute la dili-

sous la responsabilité du père; *qu'en effet quelqu'un doit toujours être responsable des actes d'un enfant mineur*, et qu'il n'y a pas lieu de distinguer si ce dernier a agi sans discernement; que le seul fait de la minorité entraîne la responsabilité de la personne sous l'autorité de laquelle l'enfant se trouvait au moment du fait dommageable. » La pensée des juges est très nette : que la personne qui a l'enfant sous sa surveillance au moment de l'accident, père ou institutrice, ait commis ou non une faute, peu importe; il est nécessaire, *dans un intérêt de sécurité publique*, qu'elle soit rendue responsable de cet accident. On avouera que ce n'était pas là précisément l'idée du législateur de 1804.

(1) Jugement du 11 décembre 1885. S. 1887. 4. 18.

gence nécessaire. L'accident est dû, par exemple, à une maladie subite de l'animal, qui est un cas fortuit; mais il est impossible de le prouver. Voilà donc le propriétaire responsable, alors qu'il a établi l'absence de toute imprudence de sa part; il supporte donc le cas fortuit. C'est bien ce que nous voulons. Mais alors qu'on s'en tienne franchement à cette conception et qu'on ne vienne pas, sous prétexte de corroborer le résultat, produire, comme le Tribunal de l'Empire, des dilemmes qui n'ont aucune valeur!

123. — Nous avons des documents du même genre sur la jurisprudence italienne (1). Celle-ci est arrivée, peu à peu et par stades successifs, à l'idée d'obligation légale.

D'abord elle est allée presque jusqu'à l'élimination de la faute en se contentant d'une imprudence « imperceptible » dans certains accidents causés par les choses (2). Dans d'autres cas, elle a fait un pas en avant en presumant la faute « *in re ipsâ* ». On a essayé (et c'est le souci que nous constatons dans toutes les jurisprudences jusqu'à ces deux dernières années), afin de se maintenir sur le terrain de la stricte légalité, de voir, dans ces présomptions légales créées de toutes pièces par les tribunaux, de simples présomptions de l'homme. Mais ce n'est là qu'un artifice : les présomptions de l'homme, d'après la loi, doivent être graves, précises et concordantes. Or, tel n'est pas le

(1) Cf. surtout Orlando, *op. citat.*

(2) Page 50, note 1.

cas : la jurisprudence a vu la faute dans le dommage lui-même, *in re ipsâ* (1).

Enfin (et c'est toujours la même évolution qu'en France), la jurisprudence finit par abandonner franchement la notion de faute, et, tout en reconnaissant « que ces principes ne sont pas expressément sanctionnés par le Code civil en vigueur (2) », elle rend, dans certains cas spéciaux, le propriétaire responsable des accidents survenus dans l'exercice légitime de son droit de propriété. C'est absolument le contre-pied de la règle romaine : *Qui suo jure utitur nemini injuriam facere videtur*. On peut citer (3), dans ce sens, un arrêt de la Cour de Naples du 17 janvier 1888, qui déclare qu'en thèse générale, le dommage occasionné au fonds du voisin par l'effet d'une industrie exercée sur son propre fonds doit être réparé, « bien que ne dérivant pas d'une faute, d'une imprudence ou d'une négligence ».

124. — Mais le cas le plus fréquent de l'application de ces nouvelles idées, c'est incontestablement le dommage causé par les chemins de fer. Il arrive souvent, en effet, que des étincelles ou des charbons échappés de la locomotive, sans qu'on puisse reprocher aucune espèce de faute à la Compagnie ou à ses préposés, détermine parfois des incendies et des dégâts considérables. Cela se présente à peu près dans tous les pays, et il est intéressant de voir de

(1) Page 55.

(2) Arrêt de Turin du 16 juillet 1891, page 60.

(3) Page 60.

quelle manière on a résolu la difficulté en Italie. Or, les tribunaux ont presque toujours condamné la Compagnie à indemniser les propriétaires riverains (1). Les motifs des arrêts sont particulièrement nets : « L'usage d'une voie ferrée, dit la Cour de Turin, par le moyen de locomotives qui, dans leur course, projettent autour d'elles et à de notables distances de grosses étincelles et des charbons ardents, constitue par lui-même un danger tellement grave pour les propriétés avoisinantes, que l'on ne peut pas admettre... que le concessionnaire soit exonéré de la réparation des dommages qui sont une conséquence directe et possible à prévoir de son fait. » D'après la théorie de M. Labbé (2), l'industrie des chemins de fer est évidemment dangereuse; mais étant, dans l'état actuel de nos mœurs, de toute nécessité sociale, elle ne saurait entraîner la responsabilité des Compagnies. Une telle théorie n'est plus admise, en général; mais il est curieux de rapprocher, au point de vue de la justification du résultat, cet arrêt de Turin et un autre arrêt d'une juridiction allemande qui a eu à statuer sur la même espèce (3). Les deux solutions sont les mêmes : condamnation de la Compagnie. Mais, tandis que la Cour de Turin est franche et logique, la Haute Cour allemande, empri-

(1) Voyez, entre autres, Turin, 3 décembre 1870; Florence, 31 mai 1875; Naples, 23 juillet 1881 (Orlando, page 63).

(2) Note au Sirey. 1886. 2. 98.

(3) Cet arrêt de la juridiction allemande est cité par M. Saleilles, *op. citat.*, page 61, note 79.

sonnée dans les vieilles formules juridiques, ne put se tirer d'affaire qu'en sacrifiant le bon sens à la légalité. Elle déclara que *le seul fait d'employer une locution est une faute*.

Voilà à quels résultats on aboutit quand on se refuse à mettre le droit ou, plus exactement, les formules juridiques en accord avec les besoins sociaux. A ce point de vue, l'arrêt de Turin nous paraît être un grand progrès sur celui de la Cour allemande (1).

125. — 2° LÉGISLATION. Nulle part le principe n'a été consacré entièrement par l'autorité législative; tout au plus constatons-nous dans les lois certaines applications très nettes et des précédents très curieux de notre théorie. Cela tient à ce que le législateur ne procède pas, en général (et nous ne saurions trop nous en féliciter), par voie doctrinale; son action, déterminée par certains besoins très précis, ne dépasse pas la satisfaction de ces besoins : en quoi faisant, il se maintient exactement dans son domaine. C'est à la doctrine seule qu'il appartient de coordonner ses solutions et d'en dégager une théorie générale. C'est, d'ailleurs, ce qui s'est produit dans cette matière. Examinons rapidement les consécutions législatives de notre principe.

(1) Sur la jurisprudence italienne récente. Voir : *Revue critique de jurisprudence* du professeur Venezian dans *Archivio giuridico* (1898, p. 135 et suiv.).

Quant à l'état général de la jurisprudence allemande sur cette question, il est exposé par Lehr : *Traité élémentaire de droit civil germanique* (tome II, n° 1065). Paris 1892.

126. — a) *Législation française*. Nous ne nous attarderons pas à exposer longuement les triomphes partiels de la doctrine objective, c'est-à-dire de la responsabilité sans faute, dans les lois françaises. Notre étude se bornant à la responsabilité du fait des choses, nous allons énumérer rapidement les principales dérogations aux principes traditionnels. Nous pouvons diviser ces dérogations en deux groupes principaux :

1° Celles qui se produisent en matière de responsabilité de l'État.

2° Celles qui se produisent en matière de responsabilité privée.

Ces deux sortes de dérogations sont fondées sur des motifs tout à fait différents.

127. — 1° 1^{er} Groupe. Quand nous parlons de responsabilité de l'État, il ne peut s'agir que de réparation de préjudices causés dans l'administration publique. L'État, personne privée, ne diffère pas, en effet, des autres personnes morales, et doit être soumis aux mêmes règles qu'elles. Mais, en tant qu'il agit comme autorité publique, il doit, dans plusieurs cas où il est impossible de découvrir une faute, réparer le préjudice qu'il a causé (1). Toute la théorie est basée sur une idée spéciale au droit public : l'égalité des citoyens devant les charges du pays. Cela demande une explication. Quand un accident se pro-

(1) Nous allons parler en même temps des réparations accordées par la loi et de celles accordées par la jurisprudence, parce qu'elles procèdent toutes de la même idée.

duit naturellement, c'est-à-dire par le jeu d'une force indépendante de nous, nous plaignons celui qu'il a atteint, mais nous ne songeons pas à crier à l'injustice. Il s'agit là d'une inégalité fatale entre la victime et son voisin qui a eu la chance d'y échapper.

Quand, au contraire, les hommes sont associés en État, l'action de cet État n'a précisément d'autre but que d'assurer, dans la mesure du possible, l'égalité entre tous: et, quand celle-ci est rompue au détriment d'un seul par le fait de l'administration, ce sont tous les autres, représentés par l'État lui-même, qui doivent compenser pécuniairement la perte subie. La faute est devenue indifférente, il s'agit ici d'un *risque administratif*. Pour s'assurer contre ce risque, tous les citoyens sont associés. Ils fournissent les primes de cette assurance mutuelle sous forme d'impôts, et c'est l'État qui, les ayant recueillies, est chargé de payer l'indemnité aux victimes (1). Avec cette idée

(1) Cette conception se trouvait en germe dans une communication faite par M. Larnande à la *Société générale des prisons* dans la séance du 18 décembre 1895 (*Revue pénitentiaire*, janvier 1896, p. 9). Elle a été depuis reprise par plusieurs juriscosultes. Voir surtout l'article si remarquable de M. Hauriou (*les Actions en indemnité contre l'Etat*, *Revue du droit public et de la science politique*, tome 6, pages 51-65) dont nous adoptons les conclusions. Il existe une autre conception de la responsabilité de l'Etat. Certains auteurs la fondent purement et simplement sur les théories du droit privé (art. 1382 et suiv. — Voir Michoud : *De la responsabilité de l'Etat à raison des fautes de ses agents*, *Revue du droit public*, année 1895, tomes I et II) Mais, outre que cette conception est pleine de difficultés en ce qui concerne l'application des idées de faute, de recherche d'intention à une personne purement morale, c'est-à-dire, en somme, à une personne fictive, elle est impuissante à rendre compte de la responsabilité sans faute de l'Etat dans

il nous sera facile d'expliquer différentes sortes de préjudices que doit réparer l'État, sans qu'il ait commis de faute. On les a divisés en deux espèces.

128. — a) *Les préjudices résultant d'une opération spéciale*, c'est-à-dire d'une opération qui doit finalement profiter à tous et dont cependant les conséquences ne sont souffertes que par quelques-uns. Il y a là une injustice et une inégalité à réparer.

129. — C'est dans cette catégorie que nous rangeons :

1° Les dommages causés à des particuliers par l'exécution de travaux publics. Ces dommages peuvent être temporaires ou permanents. Dans le premier cas, l'indemnité est prévue par l'article 4 § 4 de la loi du 28 pluviôse de l'an VIII, à propos de la compétence des Conseils de Préfecture. Son règlement est fixé par les articles 55 et suivants de celle du 16 septembre 1807. Enfin la loi organique de la

les cas où celle-ci est reconnue incontestable par la jurisprudence et par la loi. Cette théorie est fort bien réfutée par le commissaire du gouvernement Romieu, dans ses conclusions sur l'affaire Cames (S. 1897. 4. 35) : « La base de la responsabilité de l'État, tant vis-à-vis des tiers que de ses agents, n'est donc pas un texte positif de droit civil (art. 1710, art. 1382 et autres), mais dans un principe supérieur de justice duquel procèdent eux-mêmes les textes positifs que le juge civil a à appliquer. *C'est donc une législation d'équité et non droit écrit.* » (Voir également Laferrière : *Traité de la juridiction administrative*, tome I, page 624.) Quoi qu'il en soit, et quelque fondement qu'on attribue à cette responsabilité, tous les auteurs qui se sont occupés de la question reconnaissent que la responsabilité qui incombe à l'État par le fonctionnement de ses services doit être plus large que celle des particuliers, elle doit même, dans un certain cas, aller jusqu'à l'élimination de la faute, et c'est ce qui nous intéresse.

matière est celle du 29 décembre 1892. Quant aux dommages permanents, leur réparation est principalement l'œuvre de la jurisprudence du Conseil d'Etat (1).

2° L'établissement de certaines servitudes d'utilité publique (Loi du 10 juillet 1792, du 17 juillet 1819, etc...)

3° Les dommages causés par des faits de guerre (lois du 6 septembre 1871, du 7 avril 1873 et du 28 juillet 1874).

4° Certains dommages spéciaux, comme celui résultant de l'établissement du monopole des allumettes (loi du 2 août 1872), etc, etc...

130. — *b) Les préjudices résultant d'une erreur de l'administration.* L'exemple le plus typique est celui de l'erreur judiciaire. La loi du 5 juin 1895, qui accorde une indemnité à la victime d'une erreur judiciaire, élimine complètement l'idée de faute ou d'imprudence commise par les magistrats. Dans tous les cas, la réparation est due par la société, et non pas, comme le voulait le Conseil d'Etat, à titre d'humanité, mais comme une obligation de stricte justice. Comme on l'a dit dans la discussion, il s'agit là d'une loi, non pas de bienfaisance, mais de *solidarité sociale*. C'est

(1) Voyez, entre autres, l'arrêt Chamboredon du 11 mai 1883 (S. 1885. 3. 25) et les conclusions de M. Le Vasseur de Précourt. A noter ce considérant intéressant au point de vue de l'impossibilité d'appliquer purement et simplement les dispositions du Code civil : « Que ce travail, à raison de sa nature et de son importance, n'est pas de ceux auxquels s'applique l'article 552 du Code civil, et qui ne peuvent donner ouverture à aucun droit à une indemnité, comme constituant un usage normal du droit de propriété. »

toujours l'idée d'assurance mutuelle substituée à celle de réparation d'une faute.

131. — 2°) 2° Groupe. — En matière de responsabilité privée, nous trouvons aussi quelques précédents très importants de notre théorie.

131'. — a) Notons d'abord le cas des aubergistes ou hôteliers auxquels la loi impose la responsabilité assez lourde des effets apportés par les personnes qu'ils reçoivent chez eux. Par le seul apport des effets dans l'hôtellerie, et sans qu'il soit nécessaire de faire une déclaration à l'aubergiste, celui-ci répond des dommages causés non seulement par lui ou ses domestiques, mais encore par des personnes logées dans l'hôtellerie, soit même par des étrangers qui s'y seraient furtivement introduits. Il répond même des incendies ou des vols, même lorsque ces derniers sont commis de nuit, avec escalade et effraction. Bien entendu, sa responsabilité cesse en cas de faute du voyageur (1).

133. — b) Le Code de commerce, lui aussi, a établi dans un cas le risque professionnel. L'article 262 1° est ainsi rédigé : « Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux dépens du navire s'il tombe malade pendant le voyage ou s'il est blessé au service du navire. » Cette disposition, conçue dans un esprit de faveur pour les gens de mer, présente une double dérogation au droit commun. Elle fait courir les loyers au profit de gens qui ont cessé toute

(1) Aubry et Rau, tome IV, page 628, § 406.

espèce de service. En second lieu, elle met les frais de traitement et de pansement, en cas de maladie pendant le voyage ou de blessures au service du navire, à la charge du navire, c'est-à-dire de l'armateur, alors que celui-ci n'a commis aucune espèce de faute. L'armateur ne pourrait même pas se soustraire à cette obligation en prouvant que la maladie ou la blessure a eu pour cause un cas fortuit (1). Remarquons toutefois que l'indemnité accordée au matelot blessé ou malade n'est pas absolument adéquate au préjudice subi. La loi du 12 août 1885, pour alléger la charge très lourde de l'armateur, a modifié l'ancien état de choses. Jusque-là, en effet, c'étaient les tribunaux qui fixaient arbitrairement jusqu'à quel moment le matelot devait être considéré comme malade et l'armateur devait subvenir aux frais de sa maladie. Il en résultait pour ce dernier une responsabilité presque écrasante. Le nouvel article 262 permet au capitaine de se libérer de tous frais de traitement ou de rapatriement en versant entre les mains de l'autorité française une somme à déterminer d'après un tarif arrêté par un règlement d'administration publique qui doit être révisé tous les trois ans (2).

(1) Lyon-Caen et Renault : *Traité de droit commercial*, tome V, n° 460 bis.

(2) Nous devons rapprocher de cette théorie une autre théorie du droit commercial qui nous vient des Romains, empruntée par eux aux coutumes maritimes des Rhodiens. La faute y est complètement laissée de côté : nous faisons allusion à la *théorie du jet et de la contribution*. Un capitaine, pressé par la tempête ou poursuivi par l'ennemi,

134. — c) Mais l'appoint législatif le plus sérieux et le plus récent apporté à la théorie du *risque du propriétaire* est la loi du 9 avril 1898 *concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*. Nous n'avons pas à l'exposer dans ses détails, ni à étudier ses conditions d'application, encore moins à en faire la critique. Elle ne nous intéresse qu'à un point de vue : en ce qu'elle consacre d'une manière définitive le *principe du risque professionnel*. Qu'est-ce que le risque professionnel? On peut dire que c'est la *chance d'accident* que court tout ouvrier, dès qu'il a mis le pied dans l'usine ou dans le chantier où il doit travailler. Or, qui de l'ouvrier ou du patron devra supporter définitivement le poids de ce risque professionnel? C'est là précisément la question qui s'est posée au législateur. Sera-ce le patron qui sera tenu, quand l'accident se produira, de le réparer de la seule manière dont il puisse l'être, c'est-à-dire en payant à la victime ou à ses ayant-droit un capital ou une rente à arbitrer? Sera-ce l'ouvrier qui devra prélever sur son salaire la somme nécessaire à la constitution d'une assurance sérieuse et suffisante en vue d'un

se décide, pour alléger son navire, à jeter à la mer une partie de la cargaison. Il ne commet aucune faute en agissant au mieux de l'intérêt commun. Le propriétaire de ces marchandises ne saurait le rendre responsable aux termes de l'article 1382. Est-ce à dire pourtant qu'il va supporter seul la perte qui l'atteint par hasard? Nullement; la perte sera répartie entre tous les intéressés, c'est-à-dire entre tous les autres chargeurs et l'armateur lui-même, proportionnellement à l'intérêt de chacun. C'est ce qu'on appelle la contribution.

accident possible, et n'aura-t-il aucun recours contre qui que ce soit, quand il aura négligé de s'assurer ou quand il n'aura pu le faire (1)? Avec l'organisation actuelle du travail, la réponse du législateur n'était pas douteuse. La production industrielle exposant le travailleur à certains risques, c'est à celui qui recueille le profit de cette production, c'est-à-dire au patron, que doit incomber l'obligation d'indemniser la victime quand ces risques se réalisent. En d'autres termes, la réparation de tous les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail doit rentrer dans les frais généraux de l'entreprise.

Et, en effet, le législateur a mis le risque professionnel à la charge du patron (2) (loi du 9 avril 1898, art. 1). En principe, et sans preuve de faute, quand l'accident s'est produit dans certaines conditions industrielles définies par le texte, le patron doit payer à l'ouvrier une indemnité fixée à forfait par la loi. L'innovation est considérable en fait. Ainsi, on

(1) Cf. *La loi du 9 avril sur les accidents industriels*, par Vassart et Nouvion-Jacquet (Paris, 1899), pages 84 et suivantes.

(2) Aujourd'hui, tout le monde ou presque tout le monde est rallié au principe du risque professionnel, même les plus intransigeants. Voyez la conclusion d'un article de M. Yves Guyot sur *les Accidents du travail en Allemagne* (*Revue politique et parlementaire*, année 1897, tome XIII, page 463). Voyez également deux articles de M. Paul Beauregard dans le *Monde économique* (nos du 18 mai 1895 et du 8 mai 1897). — Cependant, il existe quelques rares adversaires irréductibles du risque professionnel, notamment M. Hubert-Valleroux, qui s'en tient à cette vieille idée, abandonnée par la grande majorité des juriconsultes, que toute responsabilité suppose une faute (*Réforme sociale*, 1898, I, page 739).

divise généralement de la manière suivante les accidents du travail (1) :

68 0/0 de cas fortuits et de force majeure (la majorité de ces accidents sont dus à des causes inconnues).

12 0/0 dus à la faute du chef de l'entreprise.

20 0/0 dus à la faute de l'ouvrier.

Avant la loi du 9 avril, l'ouvrier n'obtenait une indemnité que dans la proportion de douze accidents pour cent, c'est-à-dire seulement en cas de faute du patron. Avec la loi nouvelle, il recevra une indemnité au moins dans quatre-vingts accidents sur cent : dans les soixante-huit accidents résultant de cas fortuits ou de force majeure et dans les douze accidents provenant de la faute du chef de l'entreprise. Il n'obtiendrait donc aucune réparation dans vingt accidents : ceux qui auraient été causés par sa faute. Encore faut-il distinguer : cela ne sera exactement vrai qu'en cas de faute intentionnelle. Si la faute est inexcusable, le tribunal aura seulement le droit de diminuer la pension d'indemnité (art. 20). La victime obtiendra encore réparation en cas de faute légère ou même de faute lourde ordinaire. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que, sur les vingt accidents dus à la faute de l'ouvrier, cet ouvrier touchera encore une indemnité dans dix de ces vingt accidents. Concluons que les accidents qui ne donneront lieu à aucune indemnité

(1) Les détails qui suivent sont empruntés à des rapports officiels. (Voyez *Journal Officiel*, Chambre : séance du 27 juin 1888, page 926. Séance du 18 mai 1888, page 1433.)

au profit des ouvriers, victimes de ces accidents, seront la très grande exception.

On le voit, la réforme est considérable en fait. Elle ne l'est pas moins en droit.

A dire vrai, c'est sur ce terrain qu'elle a rencontré les oppositions les plus tenaces, comme aussi les moins justifiables. C'était le renversement de toutes les idées en matière de responsabilité. « Je n'apprendrai rien à personne, disait au Sénat un orateur qui était aussi un jurisconsulte, en disant que le cas fortuit ou de force majeure n'a jamais été considéré ni dans l'antiquité ni dans les temps modernes comme un principe d'obligation. On ne peut pas faire supporter à un homme les conséquences d'un fait qui ne résulte pas de sa volonté, de son activité propre, et qui n'implique de sa part *aucune espèce de faute*, si légère qu'elle soit (1). » Et il ajoutait : « Comment voulez-vous que le cas fortuit, qui éteint les obligations préexistantes, devienne ici le principe d'obligation contre le patron? » Il est facile d'apercevoir la confusion. Sans doute, la faute est nécessaire et le cas fortuit est libératoire quand l'obligation a pour source un délit; mais il s'agit précisément de la faire découler purement et simplement de la loi. Aussi bien, toutes ces protestations semblaient-elles

(1) Sénat, 21 mars 1889 (*Journal Officiel*, page 308, 2^e colonne *in fine*. Un député avait dit, avec encore plus de vivacité : « Il n'y a pas un mot de ce projet qui ne soit une violation révoltante du droit, du droit bourgeois, du droit économique, du droit qui sert de base à la société. » (Ch. 9 mars 1883, *Journal Officiel*, page 521.)

inspirées moins par des scrupules juridiques que par le refus d'admettre le principe social du risque professionnel.

135. — b). *Législation étrangère.* — A l'étranger, la théorie de la responsabilité du fait des choses a été consacrée dans certaines matières. C'est surtout vis-à-vis des chemins de fer qu'elle a prévalu. De bonne heure, « la jurisprudence était inclinée à étendre leur responsabilité en matière de dommages, à raison tant des dangers inhérents à une exploitation même vigilante que *des gros bénéfices qu'ils réalisent*. Ainsi les tribunaux avaient déclaré de bonne heure que les chemins de fer répondent des incendies causés par des étincelles échappées à des locomotives; qu'ils peuvent être recherchés à raison du dommage causé à des choses ou à des personnes, qui, faute de fermeture des barrières, se trouvaient sur la voie lors du passage du train; qu'ils ne peuvent se dégager de leur responsabilité qu'en prouvant un accident inéluctable, etc... (1) »

La loi autrichienne du 5 mars 1869 (art. 1 et 2) met à la charge des Compagnies, en cas d'accident arrivé à une personne, une présomption de faute qui ne peut céder que devant la preuve de la force majeure ou de la faute de la victime ou de celle d'un tiers qu'elles ne pouvaient empêcher d'agir et dont elles n'avaient pas à répondre. Il en est de même de la loi d'Empire (Reichshaftgesetz) du 7 juin 1871, article 1,

(1) Lehr : *Traité élémentaire de droit civil germanique*, tome II, n° 1065.

qui ne distingue pas entre les employés de la ligne et les tiers. Celui qui actionne l'entreprise n'a à prouver que la mort ou les blessures; c'est l'entreprise qui doit prouver le cas de force majeure ou la faute personnelle de la victime. Sinon, elle répond même du cas fortuit et du dommage causé sans faute de sa part (1).

Signalons les dispositions du droit maritime étranger qui, dans presque tous les pays, donne des solutions analogues à celle qui est consacrée par l'article 262 1° de notre Code de commerce. Les lois belge, hollandaise, italienne, danoise, suédoise, allemande, etc..., mettent à la charge de l'armateur les frais des maladies et des blessures souffertes par les matelots pendant leur service, sauf le cas de maladies contractées par la faute de ces derniers (2).

Quant au principe du risque professionnel, il est, à l'heure actuelle, consacré presque partout en Europe : en Allemagne, en Autriche, en Norvège, en Finlande, etc... Dans les pays où il n'existe pas encore, il y a de nombreux projets de loi qui le consacrent (3).

136. — 3° *Doctrine*. — Nous avons placé l'examen de la doctrine en dernier lieu, parce que son rôle a

(1) Voir, dans le même sens, la loi fédérale suisse du 1^{er} juillet 1875, article 1.

(2) Voir, pour plus de détails, Lyon-Caen et Renault : *Traité de droit commercial*, tome V, pages 305-308.

(3) Voyez Doutriaux : *De la responsabilité dans les accidents du travail* (Thèse, Paris, 1896 page 177 et suiv.). Pour la législation anglaise, voir spécialement Monnier : *la Législation anglaise sur la répartition des accidents du travail* (Thèse, Paris, 1899).

été et doit continuer à être prépondérant. Nous l'avons vu, ni en législation, ni en jurisprudence, le principe intégral de la responsabilité du fait des choses dérivant d'une obligation légale n'a encore été nettement posé. Tout au plus constatons-nous un effort général très visible vers ce but et la consécration de la théorie dans quelques cas spéciaux où elle a paru plus nécessaire. Or, le rôle de la doctrine doit consister à faire une synthèse de tous ces efforts, à dégager nettement les principes, à les préciser, à en formuler les conséquences, en un mot, à servir d'éclaireur et d'auxiliaire à la jurisprudence et à la législation. Emprisons-nous d'ajouter qu'elle n'a pas manqué à sa mission. Et c'est encore chez elle qu'on trouve l'exposé le plus complet et le plus logique de la doctrine.

La théorie de la responsabilité objective avait été pour la première fois esquissée à grands traits dans la note de M. Labbé, dont nous avons déjà parlé (1). « Il est un système qui est vaguement au fond de beaucoup d'esprits : c'est que le propriétaire répond du dommage causé par sa chose, *non parce qu'il est en faute, mais parce qu'il est propriétaire...* Les dommages et intérêts sont dus par la propriété plutôt que par l'homme. L'homme doit prélever sur la valeur de la chose et sur les profits qu'il en a retirés

(1) S. 1871. 1. 9. — Nous citerons, à titre de document, deux passages de son *Répertoire*, où Merlin rend l'homme responsable de tout dommage dont il est la cause physique. Cf. *Répertoire* : au mot *blessé*, § 3, n° 4, et au mot *démence*, § 2, n°s 3 et 4.

de quoi indemniser les tiers auxquels la chose a nui. » Mais il ajoutait plus loin : « Les rédacteurs du Code civil, profitant des progrès de la science, ont introduit une harmonie plus parfaite dans le système de la responsabilité des préjudices causés; ils ont fait reposer l'obligation à des dommages-intérêts envers un tiers sur un principe unique, sur l'idée de faute. Nul n'est responsable d'un accident s'il n'est en faute : ainsi pourrait-on traduire l'article 1382. Tous les articles du chapitre des délits et quasi-délits ne répètent pas le mot *faute*; mais ils sont tous dominés, à cet égard, par le principe écrit dans le premier article de ce chapitre, l'article 1382. »

137. — De cette conclusion à l'adoption de la théorie du risque, il y avait une longue route à parcourir, et nous avons déjà constaté que la doctrine, comme la jurisprudence, avait procédé par étapes successives, en passant de la présomption de faute *juris tantum* (Laurent) à la présomption *juris et de jure* (Huc), puis à l'obligation légale pure et simple (Salleilles et Josserand). Ces étapes marquent les différentes victoires de l'esprit pratique sur les scrupules des jurisconsultes (1).

(1) Chose digne de remarque, il semble que le législateur avant d'en arriver à l'idée du risque professionnel découlant du fait même de l'entreprise, a suivi la même évolution que l'interprète; avant de rompre d'un seul coup avec les traditions et d'introduire dans nos lois un principe qui soulevait encore tant de protestations, on s'est retranché derrière le Code civil et on s'est ingénié à faire sortir de la pensée du législateur de 1804 toute la théorie du risque professionnel. Voici, en effet, le passage très curieux que nous lisons dans un des

Quoi qu'il en soit, la doctrine récente sur la question est d'une franchise et d'une netteté irréprochables. En France, et à l'étranger, de nombreux auteurs ont formulé la théorie dans toute son ampleur et avec toutes ses conséquences.

138. — En France, nous rappellerons les travaux si remarquables de MM. Saleilles et Josserand, à qui revient le mérite d'avoir fait connaître et d'avoir répandu la théorie objective. Depuis, M. Saleilles a exposé les mêmes idées sous une forme encore plus concise, dans une communication à la Société d'Economie sociale (1). La question a été exposée dans des articles de Revue (2).

rapports les mieux faits sur les propositions de loi concernant les accidents du travail : « Le risque professionnel n'est pas dû à un principe nouvellement reconnu de droit civil; il était, suivant nous, implicitement et même explicitement contenu dans la responsabilité de droit commun du chef d'entreprise. Ce dernier n'est-il pas, en effet, responsable du fait des personnes à son service et des choses qu'il a sous sa garde? Or, qu'est-ce que le risque professionnel, c'est-à-dire le cas fortuit ou de force majeure se produisant dans des entreprises où des forces élémentaires formidables sont enchaînées au service de l'homme, mais toujours prêtes à manifester leur aveugle puissance; qu'est-ce que l'imprévu dans le fonctionnement des appareils destinés à utiliser ces forces redoutables; qu'est-ce que la négligence même de l'ouvrier amené, par une habitude constante, à ne plus tenir compte du danger spécial au travail dans un milieu particulier; qu'est-ce que tout cela, sinon le fait des choses que le chef d'entreprise a sous sa garde? » (*Journal Officiel*, Chambre-Annexes, session extraordinaire 1887, pages 386 et suiv., et spécialement page 391. Rapport de M. le député Duché). Il est tout au moins piquant de voir donner par des législateurs un démenti aux jurisconsultes qui prétendent que la responsabilité directe du fait des choses n'est pas consacrée par le Code civil.

(1) Réforme sociale : *le Risque professionnel dans le Code civil* (n° du 16 avril 1898, pages 634 et suiv.).

(2) Voyez surtout H. Pinon : *la Responsabilité des accidents du travail*

139. — Nous ne citerons pas tous les nombreux travaux qui ont paru à l'étranger dans le sens de notre théorie. Qu'il nous suffise de dire qu'elle a été surtout soutenue en Italie et en Allemagne. Pour donner une idée de cette doctrine étrangère, nous allons résumer à grands traits celui de ces travaux qui nous a paru exposer le mieux la question.

140. — C'est un travail du professeur Orlando, paru à Palerme en 1894 (1). Orlando étudie le fondement de la responsabilité civile, à propos de la responsabilité directe de l'Etat. Il commence par prouver que les notions du droit privé sont insuffisantes à fonder cette dernière. Mais, pour lui, ce n'est pas un phénomène isolé, spécial à la responsabilité de l'Etat; sur le terrain même des relations entre particuliers, l'idée de faute est devenue insuffisante : « La conception générale de la responsabilité civile, dit-il, a subi une transformation dans le sentiment juridique, et c'est le prélude d'une transformation analogue dans la législation positive (2). »

En effet, quelle est l'idée sur laquelle est fondée la

(*Revue d'économie politique*, octobre-novembre 1898); Bouvier : *l'Evolution de la responsabilité* (*Revue critique*, année 1898, page 177 et suiv.). Nous devons signaler, comme écrite également en français, une étude, presque un plaidoyer, en faveur de notre théorie, Hermann de Baets : *De la responsabilité du fait des animaux et des choses* (Bruxelles, 1889). La question est présentée, dans cette intéressante brochure, sous sa forme la plus vivante. (La même étude a paru dans le *Journal des tribunaux belges*, nos de mai 1889.) Cf. Pirmez : *De la responsabilité* (Bruxelles, 1888).

(1) Orlando, *op. citat.*

(2) *Ibid.*, page 31.

responsabilité de l'Etat vis à vis des particuliers? Le lien de la collectivité, pour lequel s'exerce l'activité générale de l'Etat, ne peut être une cause de détriment pour un citoyen; car quiconque profite du gain doit supporter les risques. Or ce n'est pas là une idée qui ne puisse exister que dans les rapports de l'Etat et des particuliers. Et de fait, elle a été mise en application dans plusieurs cas, en législation positive et en jurisprudence.

a) C'est d'abord celui de la responsabilité des maîtres et commettants qu'on a expliqué longtemps par l'existence d'une *culpa in eligendo*, mais qui réclame aujourd'hui un fondement plus solide. En effet, il s'agit là d'une présomption de faute *juris et de jure*. Or ces sortes de présomption sont des fictions imposées dans un intérêt d'ordre public. Mais quel intérêt d'ordre public y a-t-il à punir comme coupable celui qui n'a pas commis de faute? D'ailleurs, ajoute-t-il, cette *culpa in eligendo* est une conception purement doctrinale qui peut être remplacée par une autre conception doctrinale.

Celles qu'on a proposées jusqu'ici ne sont pas satisfaisantes. Mais, dans tous les systèmes, on arrive à condamner aux dommages-intérêts quelqu'un qui n'est pas coupable, et « cela suffit à la thèse » d'Orlando.

b) Il faut signaler, en second lieu, la tendance générale de la jurisprudence à atténuer, qui va jusqu'à supprimer l'exigence d'une faute dans les différents cas de responsabilité.

Nous avons retracé plus haut cette évolution (1).

Orlando, après l'examen de toutes ces tendances de la législation, du droit positif et de la jurisprudence, en conclut « à l'insuffisance de la théorie classique et à la nécessité de la transformer et d'en étendre la portée (2) ». Car elle n'est plus « conforme au sentiment juridique contemporain ».

Par quelle autre théorie faudra-t-il la remplacer? Orlando aborde là la partie positive de son œuvre. Quel sera le nouveau criterium de la responsabilité? Celui qui répondra le mieux à la conscience juridique moderne (1). Or, le principe qui répond le mieux à cette conscience, et qui satisfait en même temps le mieux les exigences de la justice, Orlando le formule ainsi : « Quiconque, dans l'exercice d'une entreprise ou d'une activité quelle qu'elle soit, cause au droit d'autrui un dommage qui apparaît comme la conséquence directe ou indirecte de cette activité, doit réparer ce dommage (4). » Donc, il n'est plus besoin de prouver la faute; le fait même du dommage est

(1) Nous nous contenterons de citer, en plus, un jugement du tribunal de Florence du 31 mai 1875 (Orlando, page 63), qui a rendu une Compagnie de chemins de fer responsable des dégâts causés par elle pour le motif suivant : « Puisqu'en jouissant des avantages, elle doit, par une égale réciprocité, supporter les préjudices occasionnés par elle, en vertu de l'aphorisme connu : *Secundum commoda quisque sentit, idem onus subire tenetur*. » C'est la suppression pure et simple de la règle : *Qui suo jure utitur neminem lædit*.

(2) *Ibid.*, page 65.

(3) Page 68.

(4) Voyez l'exposé et la réfutation de cette idée dans Giorgi : *Teoria delle obbligazioni*, tome V, pages 382 et suiv.

suffisant à fonder la responsabilité. La réparation des dommages causés à autrui doit rentrer dans les risques de l'entreprise ou de l'activité en général, au même titre que les accidents, les pertes, etc... Or les risques sont à la charge de l'entrepreneur : *ubi emolumentum, ibi et onus*. Les accidents causés à des tiers peuvent bien paraître des cas fortuits quand on les considère isolément; il n'en est pas moins vrai qu'ils ne se seraient pas produits si l'industrie n'avait pas été créée, si les choses qui les ont causés n'avaient pas été mises en circulation. C'est ainsi qu'aller en voiture, par exemple, ne constitue certes pas une faute; mais ce fait même, qui est source d'utilité ou d'agrément, constitue une acceptation de risques, et ces risques comprennent aussi bien les accidents personnels que la réparation de ceux causés à autrui (1). De même, des améliorations d'une propriété qui causent un préjudice au voisin. Orlando explique, toujours de la même manière, la responsabilité du fait des domestiques et des préposés; ceux-ci procurent un avantage souvent considérable à leurs maîtres et commettants; il est juste qu'ils les engagent pour les dommages qu'ils causent.

Notre auteur termine en conviant jurisconsultes et praticiens à étudier et à préciser la nouvelle formule de responsabilité, qui n'est qu'au premier terme de son élaboration, afin de la rendre tout à fait pratique et applicable dans tous les cas.

(1) Contra Giorgi, *loc. citat.*

C'est la conclusion à laquelle aboutissent à peu près tous les travaux de doctrine parus sur le même sujet (2).

(2) En résumant, parmi tant d'autres, l'ouvrage d'Orlando, qui nous a paru particulièrement net, nous n'avons eu d'autre but que de donner une idée de la doctrine étrangère sur notre question. Mais il ne faudrait pas croire que sa tentative est isolée. Il y a sur toute la question de la responsabilité objective, en général, une littérature des plus riches. Nous nous contenterons de renvoyer à la bibliographie donnée par M. Saleilles (*le Risque professionnel dans le Code civil; Réforme sociale*, n° du 16 avril 1898, page 648, notes 1, 2 et 3). En ce qui concerne la doctrine italienne, nous citerons tout particulièrement un travail récent de Ludovico Barassi : *Contributo alla teoria della responsabilita per fatto non proprio*. — *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, année 1897 : nos 69, 70, 71 et année 1878 : nos 72 et 73. Voir surtout le résumé dans le numéro du 30 avril 1898, pages 56-83. Voir, en sens opposé, Giorgi : *Teoria delle Obligazioni* (Florence, 1895), tome V, page 381, n° 252 quater.

CONCLUSION

141. — Nous avons parcouru rapidement, trop rapidement peut-être, les dérogations principales apportées, depuis le droit primitif jusqu'à nos jours, à la notion de la faute. Toutes ou presque toutes se sont produites, nous l'avons vu, sous l'empire des nécessités de la pratique. Devant des situations nouvelles, de nouvelles idées se faisaient jour qui se traduisaient par une modification dans les formules juridiques. Et nous pouvons conclure avec M. Larnaude : « La théorie de la faute subit actuellement une crise singulière. Elle est en train de disparaître dans des rapports qui sont cependant des rapports de personnes privées (1). »

Tout ce travail aboutit aujourd'hui à la responsabilité directe du fait des choses basée sur une obligation légale. Faut-il aller plus loin et, après avoir éliminé la faute du domaine de l'article 1384 1°, devons-nous aussi sacrifier les articles 1382 et 1383?

(1) *Revue pénitentiaire*, janvier 1896, page 9. Cf. Tarbouriech : *la responsabilité des accidents, etc.*, page 105, n° 144.

La brèche qu'on a faite aux principes annonce-t-elle une révolution plus complète dans les idées générales en matière de responsabilité civile? Certes, il serait téméraire et vain de tracer des limites au progrès juridique, et nous savons que certains auteurs, le devançant hardiment, ont construit, dès à présent, une théorie complète de la responsabilité objective.

142. — Quant à nous, une raison s'oppose actuellement à l'adoption en bloc de cette théorie : c'est la différence absolue de nature qui existe, à notre avis, entre la responsabilité civile en général et la responsabilité du fait des choses. Le droit à la vie ayant pour corollaire indispensable le droit à l'action, tant que celle-ci s'exerce normalement, c'est-à-dire sans faute, nous ne devons pas être responsables des dommages qu'elle cause. Elle ne devient critiquable que dès le moment où notre volonté, plus ou moins délibérément, s'affranchit des règles de la prudence ordinaire. Elle outrepassé alors sa fonction : il est juste que nous en subissions seuls les conséquences fâcheuses en les réparant. Autrement dit, l'action est pour nous une loi inéluctable, une sorte de *force majeure* qui est la condition même de notre existence. Ceux qui nous entourent ne peuvent exiger qu'une chose : c'est qu'elle soit prudente, sage, ordonnée, mais non qu'elle n'ait pas de conséquences dommageables pour leurs personnes ou pour leurs biens.

Il n'en va pas de même, au contraire, en matière de responsabilité du fait des choses. Ces dernières

ne sont plus, comme notre activité, un des éléments essentiels de l'existence. Nous aurions pu ne pas les posséder; mais du jour où nous les avons introduites dans le milieu social pour notre usage, notre commodité, bien souvent pour notre plaisir, n'est-il pas profondément juste que nous en répondions, que nous les prenions tout entières, avec leurs agréments, mais aussi avec leurs charges? et ne serait-il pas illogique de scinder les bénéfices qu'elles procurent et les préjudices qu'elles occasionnent? de garder les uns pour nous et de laisser les autres à ceux qui en auraient été les victimes? Ce sont les profits et pertes de la propriété (1), de la possession, de la *garde* que nous avons volontairement assumée. Telle est la conclusion de notre travail.

143. — Il est une constatation d'ordre plus général que nous voulons dégager de cette étude : celle de l'heureuse influence qu'a eue en notre matière et que peut continuer à avoir sur le développement du droit une jurisprudence moderne, de moins en moins esclave des intentions du législateur et de plus en plus soucieuse des besoins de la pratique, susceptible de s'adapter à toutes les situations sociales, puisant sa force dans sa souplesse même. C'est cette jurisprudence qui est appelée, croyons-nous, à devenir, à côté du travail législatif et peut-être avec plus de

(1) Tout au plus convient-il que les pertes ne soient pas trop disproportionnées avec les profits; mais comme nous l'avons dit plus haut, cela regarde la jurisprudence.

succès (1), l'instrument le plus fécond du progrès juridique.

(1) Peut-être nous sera-t-il permis d'insister sur cette dernière remarque à un moment où éclatent, aux yeux des moins prévenus, les difficultés d'application de la loi sur les accidents du travail. Il fallut à cette loi une élaboration longue et difficile, pour qu'elle consacrat plus ou moins bien un principe, d'ailleurs excellent, auquel la jurisprudence allait arriver sans encombres.

Vu par le Président de la thèse :

MASSIGLI.

Vu par le Doyen :

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE (1)

BAETS (Hermann de). — *De la responsabilité du fait des animaux et des choses* (Bruxelles, 1889).

BARASSI (Ludovico). — *Contributo alla teoria della responsabilita per fatto non proprio, in ispecial modo a mezzo di animali* (articles dans la *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, année 1897 : n^{os} 69, 70, 71, et année 1898 : n^{os} 72 et 73).

BELTJENS. — *Encyclopédie du droit civil belge*, article 1384, n^{es} 241 et 242.

BOUVIER. — *L'Évolution de la responsabilité* (*Revue critique* : année 1898, page 177 et suivantes).

ESMEIN. — 1^o Note au Sirey, 1897. 1. 19.

2^o Note au Sirey, 1898. 1. 70.

FROMAGEOT. — *De la faute comme source de la responsabilité en droit privé*. (Paris, 1891), pages 99-100.

GIORGI. — *Teoria delle Obligazioni* (Florence, 1895), tome V, page 381, n^o 252, *quater*.

HAURION. — Note au Sirey, 1897. 3. 33.

HUC. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, tome VIII, page 581.

JOURNAL OFFICIEL. — Chambre — Annexes (*Session extraordinaire 1887*), page 391.

(1) En laissant de côté les nombreuses décisions judiciaires citées au cours de la thèse, nous ne donnons que la bibliographie des travaux à notre connaissance qui peuvent servir pour la question *spéciale* de la responsabilité du fait des choses. Quant à la théorie générale de la responsabilité objective, voir surtout, pour la bibliographie, Saleilles : *les Accidents du travail*, etc., notes 10, 11 et 58, et *Réforme sociale*, n^o du 16 avril 1898, page 648, notes 1, 2 et 3, et page 667, note 1.

- LABBÉ. — 1^o Note au Sirey, 1871. 1. 9.
2^o Note au Sirey, 1890. 4. 17.
- LAURENT. — *Principes de droit civil*, tome XX, n^o 639.
- LEHR. — *Traité élémentaire de droit civil germanique* (Paris, 1892), tome II, pages 219-220.
- ORLANDO. — *Saggio di una nuova teoria sul fondamento della responsabilità civile* (Palerme, 1894).
- PINON. — *La Responsabilité des accidents du travail* (*Revue d'économie politique*, n^o d'octobre-novembre 1898).
- PIRMEZ. — *De la responsabilité*. — Projet de révision des articles 1382 à 1386 du Code civil (Bruxelles, 1888).
- RENCKER. — *De la non-responsabilité conventionnelle* (*Thèse*, Dijon, 1894), p. 203-205.
- SALEILLES. — 1^o *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur* (compte rendu d'une thèse de doctorat), année 1894, p. 659 et suiv.
2^o *Les accidents du travail et la responsabilité civile* (Paris, 1897).
3^o Note au Dalloz. 1897. 1. 433.
4^o *Réforme sociale*, n^o du 16 avril 1898 (*le Risque professionnel dans le Code civil*), p. 635-649.
- STAMMLER. — *Das Recht der Schuldverhältnisse* (Berlin, 1897), p. 110 et suiv.
- TARBOURIECH. — *La Responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail* (Paris, 1896), n^{os} 17, 18 et 19.
- THALLER. — 1^o *Annales de droit commercial* (compte rendu de l'ouvrage de M. Sainctelette : *Responsabilité et garantie*), année 1886, 1887, p. 127 *in fine*.
2^o *Traité élémentaire de droit commercial*, n^o 1007, p. 577.
- VENEZIAN. — *Revue critique de jurisprudence* (*Archivio giuridico*, année 1898, p. 135 et suiv.).
- WILLEMS. — *Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382-1386 du Code civil* (*Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, année 1895, p. 509-512).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	5
PREMIÈRE PARTIE. — EXPOSÉ HISTORIQUE DES DIFFÉRENTES THÉORIES DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE SUR LA RESPONSABILITÉ EN CAS DE PRÉJUDICE CAUSÉ PAR LES CHOSES.	
CHAPITRE PREMIER. — Théorie de la Responsabilité fondée sur une faute prouvée.	5
Section I. — Emploi exclusif des articles 1382 et 1383 du Code civil.	15
1. Position de la question.	15
2. Théorie classique. Emploi exclusif des articles 1382 et 1383.	16
3. Arrêt du 19 juillet 1870.	17
4. Opinion des auteurs.	18
5. Insuffisance de cette théorie. Accidents du travail.	19
6. Double tendance de la jurisprudence dans sa réaction contre cette théorie.	20
7. Origine de la théorie de la responsabilité du fait des choses.	23
Section II. — Combinaison des articles 1384 1° et 1386.	23
8. Combinaison de ces deux articles.	23
9. Indication d'une tendance nouvelle de la jurisprudence.	24
10. Opinion de M. Labbé.	25
11. La jurisprudence sacrifie les principes du Code aux néces- sités de la pratique.	26
12. Mais elle ne tire pas toutes les conséquences de sa théorie.	27
13. Insuffisance de cette nouvelle théorie.	28

CHAPITRE II. — Théorie de la Responsabilité <i>directe</i> du fait des choses (art. 1384 1 ^o).	31
Section I. — Exposé général de la théorie.	31
14. La responsabilité <i>directe</i> basée sur l'article 1384 1 ^o	31
15. Différents fondements juridiques qui lui furent attribués. Evolution de la doctrine et de la jurisprudence.	32
16. Exposé général de la Théorie.	33
17. Ses principales conséquences.	34
Section II. — Première étape de l'évolution de la doctrine et de la jurisprudence. Présomption de faute <i>juris tantum</i>	37
18. Laurent est l'initiateur du mouvement.	37
19. Note et revirement de M. Labbé.	39
20. Jugements antérieurs à Laurent.	42
21. Présomption de faute <i>juris tantum</i>	43
22. Adhésion de M. Hué.	45
23. Causes d'exclusion de la responsabilité.	45
24. Peu de succès de cette théorie.	45
Section III. — Seconde étape de l'évolution : présomption de faute <i>juris et de jure</i>	46
25. La théorie de la responsabilité directe du fait des choses est née et s'est développée à l'occasion des accidents du travail.	46
26. Théorie de la responsabilité contractuelle. Son insuccès.	47
27. M. Thaller adopte la théorie de la responsabilité du fait des choses.	48
28. Jugement de Gien (26 avril 1888) et arrêt d'Orléans.	50
29. Jugement de Bourgoin (10 juin 1891) et arrêt conforme de Grenoble.	50
30. Arrêt de Dijon (26 décembre 1895).	52
31. Nouveau caractère de la présomption de faute : présomption <i>juris et de jure</i>	52
32. Motif et portée de cette évolution.	53
Section IV. — Troisième étape de l'évolution : Obligation légale.	55
33. Progrès de cette théorie sur la précédente.	55
34. Arrêt du Conseil d'État (21 juin 1895). Conclusions du commissaire Romieu.	56
35. Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (16 juin 1896). La Cour consacre implicitement la théorie de l'obligation légale (conclusions du conseiller Reynaud).	59

36. Importance doctrinale de cet arrêt. Il met le cas fortuit à la charge du propriétaire.	63
37. Notes de MM. Esmein et Saleilles	64
38. Arrêt contraire de la Chambre des requêtes (30 mai 1897).	65
39. Théorie très contestable adoptée par cette Chambre dans un autre arrêt (29 mars 1897).	66
40. Travaux de MM. Saleilles et Josserand.	69
<i>Section V. — État actuel de la doctrine et de la jurisprudence.</i>	70
41. La grande majorité est encore fidèle à la vieille théorie classique.	70
42. Elaboration de la nouvelle théorie.	70

DEUXIÈME PARTIE. — EXAMEN CRITIQUE DE CES DIFFÉRENTES THÉORIES. ADOPTION DE LA THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ DIRECTE FONDÉE SUR UNE OBLIGATION LÉGALE.

PRÉLIMINAIRES.	73
43. Adoption de la nouvelle théorie.	73
44. Divisions du sujet.	74

CHAPITRE I. — Du principe de la <i>Responsabilité directe du fait des choses</i>	75
45. Le principe de la responsabilité directe du fait des choses est consacré par le Code civil (art. 1384 1 ^{er}).	75
46. Comparaison avec la responsabilité du fait des personnes.	76
47. Argument tiré des articles 1385 et 1386.	77
48. Opinion de M. Fromageot. — Réfutation.	78
49. Système de M. Ennein.	79
50. Reproche commun aux deux systèmes. Ils rendent inutile la disposition de l'article 1384 1 ^{er}	80
51. Réfutation spéciale du système de M. Esmein.	81

CHAPITRE II. — Du fondement juridique de cette responsabilité.	85
--	----

<i>Section I. — Différents fondements juridiques possibles.</i>	85
52. Nécessité de donner un fondement juridique à cette responsabilité.	85
53. Trois fondements juridiques possibles.	85
54. a). Système de la présomption de faute <i>juris tantum</i>	86
55. Il est possible de prouver l'absence de faute.	87
56. Réfutation d'une objection de M. Labbé.	87
57. Exclusion de la responsabilité dans ce système.	90

58. b). Système de la présomption de faute <i>juris et de jure</i> . . .	91
59. c). Système de l'obligation légale.	91
60. Distinction du cas fortuit <i>stricto sensu</i> et du cas de force majeure.	92
<i>Section II. — De ces trois fondements juridiques, l'obligation légale est celui qu'il faut attribuer à la responsabilité directe du fait des choses.</i>	
61. Il y a deux manières d'arriver à ce résultat.	93
62. Substitution de la méthode historique à la méthode abstraite.	94
63. Divisions du chapitre.	94
<i>Section III. — Réfutation des arguments tirés du Code civil à l'appui de cette théorie.</i>	
64. Deux arguments tirés du Code civil.	95
65. a). Article 1384, § 3 et 5.	95
66. Insuffisance de l'explication traditionnelle.	97
67. Doctrine de Chironi. — Réfutation.	98
68. Doctrine qui fonde la responsabilité des maîtres et des commettants sur une idée de risque. — Analogie avec la responsabilité du fait des choses.	99
69. Le seul fondement de cette responsabilité est une <i>culpa in eligendo</i> . — Travaux préparatoires.	100
70. Conclusion.	102
71. b). Article 1386.	104
72. Réfutation de l'argument. — L'article 1386 est basé, lui aussi, sur une idée de faute. — Travaux préparatoires.	104
73. Résumé de la démonstration.	108
<i>Section IV. — Impuissance de la méthode d'interprétation classique du Code en général, et nécessité de lui en substituer une autre, surtout dans notre matière.</i>	
74. Le problème de la méthode d'interprétation.	109
75. Rôle de la doctrine et de la jurisprudence.	110
76. Deux méthodes d'interprétation. — Leurs avantages et leurs inconvénients.	111
77. Adoption de la méthode historique.	113
78. a). Elle est légitime.	114
79. b). Elle est la plus progressiste et la plus féconde. . . .	116
80. Procédés qu'elle emploie.	117
81. Résultats de cette méthode.	118

82. Réfutation d'une objection. — Limites imposées à la doctrine et à la jurisprudence.	119
---	-----

<i>Section V. — Recherche, à l'aide de cette nouvelle méthode, du fondement juridique de notre responsabilité. Exposé de la théorie de l'obligation légale.</i>	
83. Résultats déjà obtenus.	120
84. Ce qu'il nous reste à chercher.	121
85. 1 ^o Exposé et adoption de la théorie de l'obligation légale.	121
86. Sa supériorité sur les autres théories au point de vue des conditions actuelles de la vie sociale.	123
87. Au point de vue de la justice et de l'équité.	124
88. 2 ^o Conséquences de la théorie de l'obligation légale.	128
89. a). Limites de la responsabilité.	128
90. b). Choses auxquelles s'applique notre théorie.	129
91. c). Personnes auxquelles elle profite.	131
92. d). Taux de l'indemnité.	132

TROISIÈME PARTIE. — CONSÉQUENCES DE L'ADOPTION DE CETTE THÉORIE : SA PLACE DANS L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU DROIT EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CIVILE. JURISPRUDENCE, LÉGISLATION ET DOCTRINE ÉTRANGÈRES.

93. Objet de cette troisième partie.	135
94. Les deux théories en présence : la faute et le risque.	136
95. Physionomie générale de l'évolution.	136
96. a). Droit romain.	137
97. Droit primitif.	138
98. Droit de l'époque classique.	140
99. Traces de responsabilité objective. Actions noxales.	141
100. Innovations du prêteur.	142
101. Actions <i>de effusis et dejectis</i>	142
102. Comparaison entre l'œuvre du prêteur et celle de la jurisprudence française.	143
103. Stipulation prétorienne en cas de construction sur un fleuve public.	144
104. b). Ancien droit.	144
105. Résumé de l'ancien droit sur notre matière.	145
106. Présomptions de faute.	146

107. c).	Code civil.	147
108.	Deux groupes de présomptions de faute.	148
109.	1 ^o Présomptions de faute <i>juris tantum</i>	148
	a). Article 1384 1 ^o	148
110.	Objection de M. Josserand.	149
111.	Réfutation.	150
112.	b). Article 1385.	151
113.	2 ^o Présomptions de faute <i>juris et de jure</i>	153
114.	Résumé.	153
115. d).	Après le Code civil.	154
116.	1 ^o Jurisprudence.	155
	a). Théorie de la présomption <i>juris et de jure</i>	155
117.	Responsabilité du fait des animaux (article 1385).	157
118.	Arrêt du 27 octobre 1885.	157
119.	b). Théorie de l'obligation légale.	159
120.	1 ^o Jurisprudence française.	159
121.	Origine et développement de notre théorie.	161
122.	2 ^o Jurisprudence étrangère. — Jurisprudence alle- mande.	163
123.	Jurisprudence italienne.	165
124.	Préjudices causés par les chemins de fer.	166
125.	2 ^o Législation.	168
126.	a). Législation française. — Deux groupes de déro- gations à la théorie classique.	169
127.	1 ^o En matière de responsabilité de l'Etat.	169
128.	a). Préjudices résultant d'une opération spéciale.	171
129.	Cas principaux.	171
130.	b). Préjudices résultant d'une erreur de l'admi- nistration.	172
131.	2 ^o En matière de responsabilité privée.	173
132.	a). Responsabilité des aubergistes.	173
133.	b). Article 262 1 ^o du Code de commerce.	173
134.	c). Loi du 9 avril 1898.	175
135.	b). Législation étrangère.	179
136.	3 ^o Doctrine.	180
137.	Evolution de la doctrine.	182

138.	Doctrine française.	183
139.	Doctrine étrangère.	184
140.	Résumé du travail d'Orlando.	184
141.	Conclusion.	189
142.	Impossibilité d'adopter actuellement la théorie de la responsabilité objective intégrale.	190
143.	Heureuse influence de la jurisprudence sur le développement général du droit.	191

